M 1692 298 6F

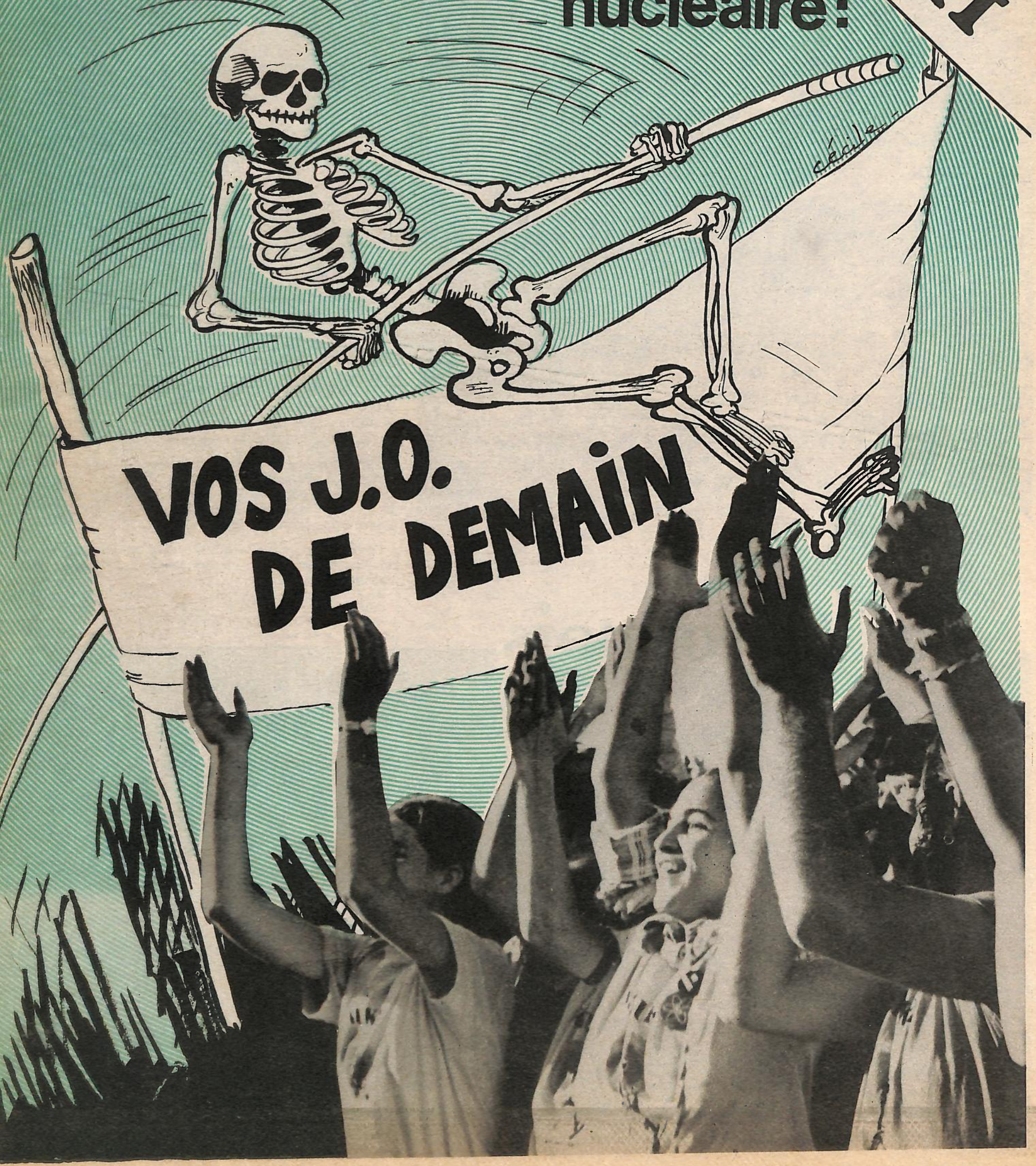
LA GUEULE OUVERTE

Suisse 2,50FS / Belgique 47 FB

n° 298 / Hebdomadaire / 6.2.1980 / France 6 FF

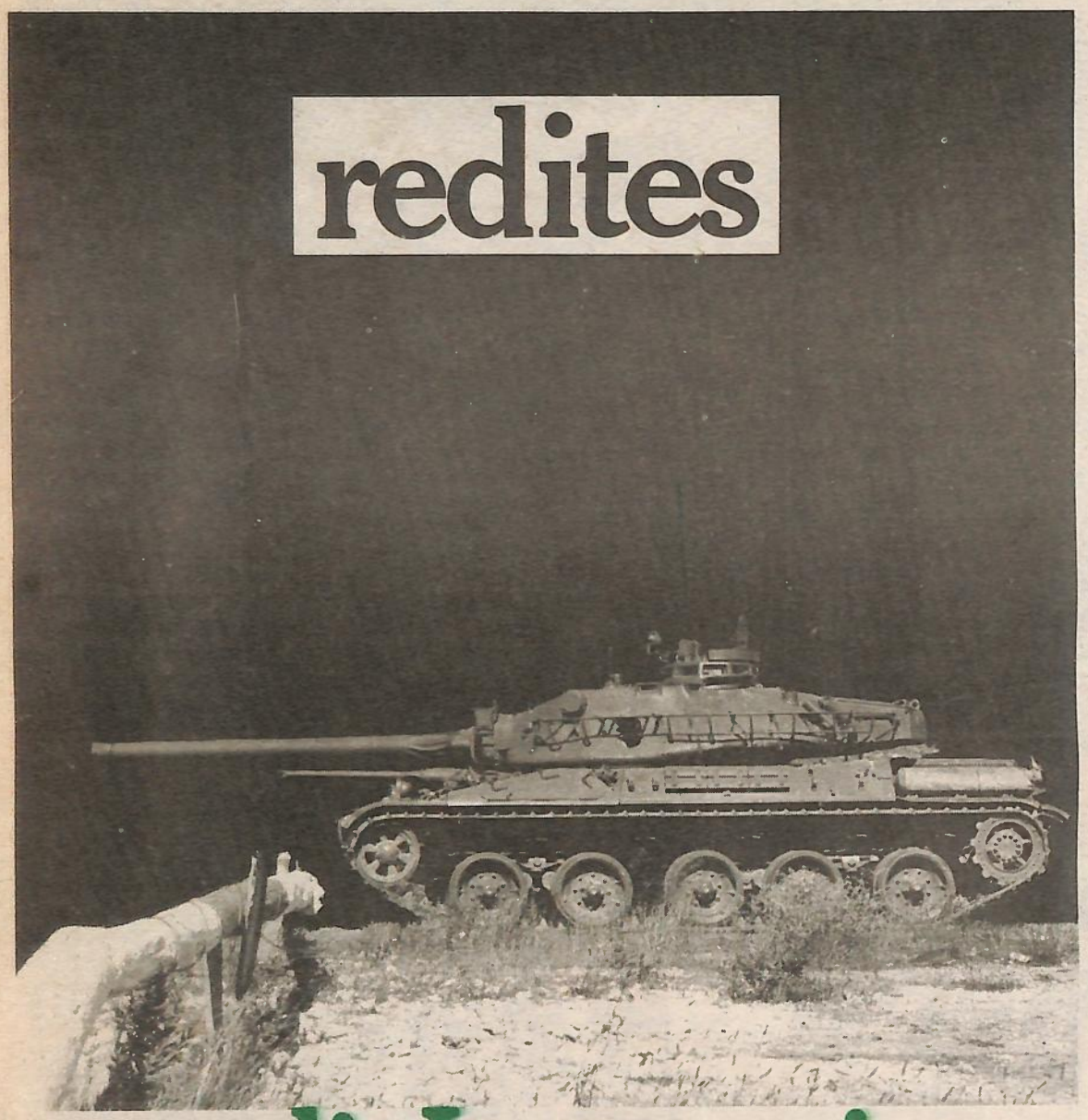
Plogoff

l'énergie nucléaire :



SOMMAIRE

P. 3 : A la découverte de la mouvance
P.4 et 5 : Dissidentes soviétiques
P.6 et 7 : LEP. Le travail, pour qui ? Pourquoi ?
P.8 : Barbouzes-Story
P.9 : Fric et trafic
P.10 : Mots à Meaux
P.11 : Corse : les voies de la rue et du maquis
P.12 et 13 : Comment Cabié mène l'enquête
P.15 : FUORI (suite)
P.16 : Interdictions professionnelles
P.17 : I.A.N. contre les ânes
P.18 : BD
P.19 : Courrier
P.20 et 21 : Terrain
P.22 : Les murs ont des oreilles
P.23 : Tout doit disparaître
P.24 : Greenpeace fait le ménage



Selon de premières évaluations, la France a reçu, en 1979, pour environ 25 milliards de francs de commandes étrangères de matériels militaires. (...) (elle) avait enregistré, en 1978, environ 23,2 milliards de francs de contrats étrangers». Ce constat de stagnation est analysé par un commentateur anonyme du «**Monde**» (29 janvier 80, p. 13) en des termes dont l'apparente neutralité économique (disparition de certains clients traditionnels, tassement de la demande, renouvellement du fonds de commerce) nous ferait presque oublier ce dont il s'agit.

A ne plus s'offusquer devant une telle logique économique, l'on ne peut qu'approuver tacitement les conclusions qu'elle porte en elle de manière quasi inéluctable : afin de revigorer une industrie dont les exportations stagnent, il faut innover, développer de nouveaux produits. C'est à dire, encore une fois, investir dans l'armement, dans la mort. Une conclusion qui est celle du commentateur du «**Monde**», qui prend tout de même la précaution d'arrêter sa plume au bord du gouffre en ne réfléchissant pas à l'utilité sociale des produits nouveaux qu'il appelle de ses vœux. Et pour cause...

Quand les mots que nous employons deviennent si abstraits qu'ils peuvent désigner n'importe quelle réalité concrète. Quand le langage s'appauvrit en un jargon économique (qui désignera de manière indifférenciéepar le vocable «marchandise» le sac de blé et la caisse de munitions) ou en une litanie politique qui n'utilise les mots que comme symboles interchangeables dans une vaste opération de marketing. Il est temps plus que jamais de traduire toutes ces belles phrases en des images qui, pour être crues, réinsufflent le concret dans l'information et redonnent corps à des réalités que les utilisateurs de mots avaient pour projet de cacher.

Dire autrement ce que les médias nous distillent à longueur de journées, et non plus seulement dire d'autres choses, peut être le premier pas d'une prise de responsabilité de citoyens qui, sortant de leur rôle de consommateurs d'une information aseptisée, pourront alors poser des questions naïves.

Par exemple : n'y a-t-il pas moyen d'assurer autrement notre équilibre économique qu'en cherchant à exporter encore plus de machines de mort ?

Marc Thivolie

credit Lyonnais

L'après-midi, nous étions passés à l'imprimerie de Bourg en Bresse récupérer les numéros tous frais de la G.O. de la semaine. Zut ! Il y avait des caractères mal imprimés, des flous artistiques suffisamment mal placés pour gêner correctement la lecture. Nos canards sous le bras, nous avions rapatrié Lyon en supputant que, bon, c'était évident, le soir il y aurait trois pelés à notre réunion, que ce ne serait pas plus mal pour nous de rester couchés.

Mais-mais-mais... consciencieux et réfléchissant à ce que nous allions dire et entendre, nous sommes arrivés à huit de l'équipe aux Tables Rabattues. En fait, sans que ce soit l'émeute, il y avait quand même une petite foule de 25 lecteurs présents ce soir. Oh, pas des lecteurs assidus et passionnés, pas des collectionneurs de G.O., à part quelques uns qui la lisaient assidument depuis les premiers numéros. Non, des sympathisants surtout, pour qui le journal est sûrement un complément épisodique de leur revue de presse hebdomadaire.

Des jeunes personnes, que nos compagnons de lundi, dans leur majorité ! Peu de femmes... Un digne monsieur du MEP ouvrit la séance : ravi de pouvoir enfin fustiger notre attitude de censeurs politiques, de séquestreurs de l'information, de journalistes pas clairs politiquement, il eut pour nous le mérite de formuler tant de critiques à la fois qu'il ne nous restait quasimment qu'à passer le reste de la soirée à lui répondre.

Ah ! cette censure... Est-ce si difficile de comprendre notre désir de rester maître du contenu politique du journal ? De comprendre qu'il n'y a que 24 pages et que des priorités de passage s'imposent ? Que des réécritures grammaticales sont souvent nécessaires sur les articles ou communiqués que nous recevons ? Censure, cohérence politique, pouvoir... Ceux qui possèdent un outil tel qu'un journal hebdomadaire veulent en garder le contrôle, coordonner les envies des lecteurs, des militants locaux, des journalistes extérieurs et ceux de l'équipe. Mais en plus, se faire plaisir. Pas question de travailler dans la tristesse ! Et pas question de travailler seuls !

Nous étions à Lyon pour éviter cette impasse possible d'une coupure avec ceux à qui nous destinons le canard. Si l'équipe de la G.O. s'est renouvelée, si elle a une conception du journal un peu différente de celle qui existait jusqu'à il y a quelques mois, il n'est pas certain que les lecteurs la suivent totalement sur cette voie... pour l'instant. La Gueule Ouverte devrait-elle se cantonner ad vitam eternam dans l'expression du mouvement écologiste en chambre (c'est moi qui lui donne cette étiquette), et des luttes anti-nucléaires, anti-militaristes, anti-pollution ? Les discussions revenaient bien souvent sur ces thèmes. Ce n'était pas faute d'avoir demandé si la justice, le mouvement des femmes, la consommation de hash, les problèmes des homosexuels, la musique et l'actualité en général étaient des thèmes de réflexion intéressants. M'enfin... j'ai décidé de me contenter du «non, ça va, très bien», sincère et sans commentaire.

Puisque ça allait, puisque finalement personne ne se faisait incendier, puisqu'on aimait bien le journal (qui est un des rares lieux de la presse où «on peut respirer», nous sommes passés à un projet qui nous trottait dans la tête depuis un moment. Puisque nous étions à Lyon, avec des habitants du coin, des gens investis tous les jours dans les luttes de quartier, d'entreprise, dans des expériences de boulot différent nous nous demandions s'il n'était pas possible de réaliser une partie du journal avec eux, ici, sur leur ville. Un dossier général, une grande photo sur la ville de Lyon ? Ou au contraire quelques reportages approfondis sur un ou deux sujets ? Par exemple sur le comité de quartier du 3ème arrondissement, ou sur la lutte anti-pollution du Givaudan ? Personne n'avait d'idée bien précise sur la question, ni eux, ni nous. Guère d'entousiasme, en tout cas, pour réaliser sur place les pages Lyon de la G.O.

Alors nous avons dit que nous allions y penser... entre nous. Que nous allions revenir, de toute façon, promis. Mais bien sûr, en journaliste qui enquêtra, rencontrera des gens, et pondra son papier. Comme d'habitude.

Notre ballade collective à Lyon nous a donné à réfléchir. En effet, en février, c'est le tour de Lille. Pas question cette fois de se pointer sans avoir sérieusement préparé la rencontre avec les groupes associations et individus de la région, une bonne semaine à l'avance. Arriver avec des propositions, plutôt qu'avec trop d'interrogations. Et pour bien faire, rester sur place immédiatement après, pour travailler dans la ville tout de suite. Ne pas se contenter de dire « on va revenir vous voir ». Bref, la semaine qui suivra la réunion, ne pas écrire trois colonnes ; écrire quatre pages. Tout le monde y trouvera mieux son compte.

Hélène Crié

A la découverte de la mouvance 3ème partie

3ème Dialogue. «Où nos amis se refusent à constituer un groupe de pression».

(Watson retenu par Sherlok Holmes n'a pu se déplacer à Tannes où Urbain et Vilain se sont rendus, à l'invitation de Diane, pour poursuivre leur débat. La scène se déroule dans le coin fumoir d'une galerie d'Art où sont exposées des miniatures flamandes).

Photo Laurent Baudoin

Diane - J'ai pris connaissance des termes de votre discussion de la semaine passée et, pour situer le point dont j'aimerais que nous partions aujourd'hui, j'en reprendrai la conclusion à ma façon :
la démocratie n'existe pas quand elle est réduite à un choix entre quelques prises de position, dans un cadre intangible, une fois pour toute. Par ailleurs l'exercice de la démocratie ne réclame aucun préalable que ce soit dans l'ordre juridique, politique, économique, etc, et depend en tout et pour tout de la réalité d'un processus d'information collectif en vue de comprendre la situation pour avoir prise sur elle.

Vilain - Je crains que la hâte de pondre un «Manifeste» qui a pris les écolos exprime plus la volonté de séduire l'opinion le moment présidentiel venu, entre autre, que celle de débattre sur leur fonctionnement par rapport aux enjeux, sur les enjeux vu la situation, sur la situation en considérant les acteurs sociaux etc. Car finaliser les discussions conduit à rapidement escamoter les problèmes de fond. Ne peut-on éviter que comme dans les partis politiques et les syndicats les «utilitaristes et productivistes du texte» n'imposent leur logique ?

D- Pour moi les écolos valorisent le modèle technocratique quand ils finalisent leur intervention dans un projet de société fonctionnant de façon analogue à un écosystème en équilibre, présenté comme le Bien en soi à l'œuvre.

Urbain - Si nous voulons rendre compréhensible ce que nous entendons par démocratie, par démocratie en constant devenir, «in being» comme diraient les Anglais, nous devons décrire ce qui est l'inverse du processus démocratique : la prolifération des groupes de pression, c'est à dire le développement du mode de gestion privative, aujourd'hui technocratique, des conflits dans la société.
Nous avons alors d'abord à montrer en quoi cette prolifération découle de l'absence de démocratie au sein même de ces groupes et je propose que nous recourions à une analogie avec l'interprétation psychanalytique...

V- Je vois ! Nous allons traduire dans un schéma œdipien l'interprétation par les groupes de pression des conflits où ils sont impliqués... cependant, pour expliquer la prolifération, nous aurons besoin d'analyser des enchaînements historiques...

U- lesquels enrichiront et animeront en retour la description psychanalytique.

D- allons-y !... je reprends l'exemple des écolos que je viens plutôt de présenter, vus de l'extérieur, comme prêchant une nouvelle religion.
En fait, dans leur esprit les choses vont très, très mal. La nature -la mère par excellence- est bafouée par la «société industrielle»... «capitaliste» disent les écolos de gauche, «productiviste» clament les centristes, «de consommation» accusent les catho... Entre parenthèses, en mettant les trois qualificatifs à la queue leu leu on réalise les conditions d'un vaste rassemblement ! Pour eux tous cette société est le père abusif (d'où l'illusion d'une possible union sur son dos) auquel ils vont retirer son phallus et remettre ainsi les choses en ordre. Nos écolos-œdipe prétendent sauver la mère en prenant le pouvoir au passage -c'est le truc du projet de société, du programme de gouvernement et des mesures d'urgences-. En fait, et l'histoire l'enseigne, que les circonstances s'y prêtent (la démocratie au plus bas... comme récemment en Iran, il y a cinquante ans en Allemagne etc) et on les verrait s'approprier le phallus et sodomiser à qui mieux mieux la société.

U- les féministes ne seraient-elles pas proches des écolos sur le problème de l'énergie parce que les unes et les autres identifient le même mauvais père ?

V- amusons-nous à décrire maintenant le jeu entre plusieurs groupes de pression. Tenez, au hasard, le phénomène du Tout-Electrique. Au début il y a presque vingt ans EDF se façonne son image de la mère comblée, la société électrifiée...

U- la moitié du ciel pour le PC et la CGT : il manque les soviets !

V- pour les installateurs qu'EDF commence à former, la mère est l'image que donne EDF de la société électrifiée et ils manifestent leur demande d'amour en faisant du zèle.

U- les choses vont leur petit bonhomme de chemin quand survient 73, le quadruplement du prix du pétrole. Le schéma se complète avec un mauvais père, un phallus pétrolier trop exigeant et pas assez productif pour électriser la mère. Alors tout s'accélère et EDF entreprend de susciter un groupe de pression qui fonctionnera comme un relais, groupe de désir, et comme outil de contrôle du rythme des réalisations par les installateurs de Tout Electrique, le «Comité Français d'Electrothermie».

V- la demande d'amour des installateurs est satisfaite !

D- OK, je vois la suite : ce nouveau groupe de pression s'identifie comme partie d'EDF avec pour but de se faire bien voir de la mère, l'idée de la société électrifiée, d'où sa fonction de groupe de désir. Le résultat consiste alors à donner à la société de l'information sur le conflit phantasmatique et non pas sur la réalité.

V- exactement ! Il s'agit de faire croire que les pétroliers veulent la mort de la mère, de valoriser le caractère maternant de l'énergie électrique, sa douceur, sa propreté, sa chaleur, son silence, son confort, sa facilité... et surtout pas son coût réel, ses implications structurantes etc.

U- pour l'installateur isolé, mais aussi pour l'individu du public qui reconnait la même mère, la mère est l'image que donne le groupe de désir de la société électrifiée et le mauvais père englobe tout ce qui va contre, à son niveau, c'est à dire, en vrac, le militant écolo qui distribue des tracts, l'Arabe «qui fait du fric sur le pétrole, parasite la Sécu et pique des emplois aux Français». Ceux qui ont fait les marchés avec la Pétition Nationale Energie savent cela...

D- l'angoisse de la castration pousse à dépasser le désir de la mère afin de ne pas disparaitre.

V- d'où un développement anarchique du Tout Electrique, sans contrôle réel car il y a aussi une compétition commerciale entre les Centres de Distribution d'EDF... EDF est alors fondée à réclamer une accélération du programme nucléaire et à préparer des systèmes de télécommande chez l'usager des appareils gros consommateurs d'électricité pour étaler les pointes de consommation.

U- quant aux écolos, dans leur ensemble ils n'ont pas reconnu le

Photo Xavier Lambours

nouvel adversaire social réel, le Comité Français pour l'Electrothermie, sorte de parasite de la stratégie énergétique du gouvernement. Car l'image du mauvais père violenteur, l'EDF, occupe tout leur horizon mental. Ils ont développé là une véritable phobie et face au monolithe se démobilisent : «qu'est-ce qu'on peut faire à là-bas ?... les trois chèques ! ».

V- tu as dit, Diane, que les écolos valorisent les technocrates. C'est que leurs schémas sont identiques. Sans développement optimal et seule une planification et une gestion centralisées peuvent rétablir l'ordre. Il suffit de comparer les délires énergétistes des chercheurs de l'IIASA (Häfele, Marchetti etc), ce temple de la technocratie internationale, et les projets globaux en vogue chez les écolos tels que Solar Sweden, Soft Energy Paths (Covins), Projet Alter (groupe de Bellevue) etc. pour que cette réalité élémentaire éclate.

D- pour tous la castration c'est la récession de l'organisation. Si bien que la remise en cause de la représentation du conflit social dans lequel elle est impliquée est interdite à quiconque sous peine d'être identifié à l'adversaire (les AT accusés d'être pro-nucléaires). **Voilà pourquoi il n'y a pas de démocratie interne dans les groupes de pression et que leur modèle de développement est celui de la croissance.**

Photo Laurent Baudoin

V - Diane, viens que je t'embrasse, c'est dit si justement !... note tout de même que la remise en cause est tolérée quand elle est imposée par une instance supérieure (voir Debré acceptant l'Algérie algérienne, le pauvre !).

U- touchantes effusions... Mais l'exemple du Tout Electrique ne concerne qu'une prolifération d'assez bas niveau de groupes de pression. Si nous considérons le système hospitalier ça devient carrément le cirque. L'hôpital est un maillon essentiel de la stratégie télématique de l'Etat : la santé n'ayant pas de prix c'est là qu'on va développer massivement les retombées civiles des technologie militaires de pointe. On dispose d'un puits dans fond, la Sécurité Sociale. Il s'agit donc de programmer centralement la spécialisation et la centralisation des services et de planifier à long terme la formation des médecins. Le refus d'une approche politique privilégie le modèle technocratique (les ordonnances) mais les coûts démesurés de sa mise en œuvre donnent à l'organisme payeur, la Sécurité Sociale la possibilité d'intervenir directement sur la politique de la Santé et par contrecoup jusqu'au Gouvernement. Quant aux usagers de la médecine ils réagissent affectivement à la «déshumanisation» des soins et comme groupe de défense face à la baisse des taux de remboursement.

V- ce qui est curieux c'est que bien que les effets éprouvants du modèle technocratique hospitalier soient subis depuis pas mal d'années, le refus du vrai niveau politique a limité les réactions syndicales au rang des revendications corporatistes ou sectaires.

D- quant aux écolos, suivant en cela fidèlement l'affiche de René Dumont «A vous de choisir» avec l'aiguillage qui permet de fuir les problèmes sociaux, ils soutiennent sans nuance les traditionnalistes et sectaires de tout poil glorifiant les généralistes d'antan, l'acuponcture miraculeuse, la bio-énergie, la médecine aux pieds nus etc etc. Tous, obnubilés par leurs petites phobies morbides en restent à la dénonciation stérile des effets sur les personnes et se refusent à rechercher l'information qui permettrait de contrer le développement des groupes de pression.

U- nous retrouvons là un exemple typique de groupe de désir prétendant règler des conflits sociaux par la prise en charge de problèmes psychologiques individuels et, par récursivité, collectifs.

V- on peut noter que le manque d'auto-analyse en situation, si je puis dire, fausse complètement l'image de la réalité. Le groupe vit sur de mauvaises informations non recoupées. C'est une option facile mais il ne faut pas compter réussir autre chose que de recruter des fidèles.

D- notre analyse nous a fourni quelques informations plus précises sur la stratégie écolo et ce qui la motive. Force est de constater que les groupes que nous avons décrits sont de moins en moins en mesure de modifier le cours des choses, mener des luttes anti-technocratiques, puisqu'ils ont de moins en moins d'information de haut niveau et fonctionnent de plus en plus comme des groupes de désir.

U- alors que la remise en cause de la représentation des conflits, comme stratégie délibérée pour acquérir de l'information de haut niveau, casserait progressivement les mécanismes de prise de pouvoir interne. En effet la culture sur le pouvoir croitrait récursivement au sein de l'organisation qui acquérerait simultanément une capacité d'animation des luttes sociales.

Le gardien- Excusez-moi les jeunes, vous ne pourriez pas aller fumer votre colombienne dans un lieu privé ? Je ne voulais pas intervenir car ce que vous racontez me passionne mais que voulez-vous, les visiteurs commencent à faire des remarques.

Diane (sortant avec U et V) - il a le nez fin et la cervelle en bon état le gardien !

Urbain et Vilain - les choses vont toujours mieux qu'on craint... et plus mal qu'on croit.

D.U.V

* «IIASA: Institut International pour l'Analyse des Systèmes Appliqués» fondé au début des années 60 par Kennedy et Khrouchtchow à Luxemburg près de Vienne.

DISSIDENTES

DANS LA SERIE « ILS BLAGUENT PAS !»

Une assemblée « correcte » au sens habillé du terme... Madame Machin dont le mari, oui vous savez, est chef de cabinet du ministre..., passe aimablement les rafraichissements à la cantonnade des journalistes. Les messieurs ayant attaché leur case, cravate et sourire satisfait... les dames à la mode mais pas trop... Paris... Tout le monde chuchote au moins la quarantaine de celle tristounette qu'on soigne avec des vaccins anti-jeunes en lisant le Figaro... Alors celui qui doit officier arrive ! C'est bien réglé ! Serre quelques mains, on ne sait jamais, puis se pose, tousse et entame la conférence de presse.

Il persifle, attaque, accuse, fustige ses partenaires, anciens ou ex, analyse ses adversaires, dissèque, excuse, les renvoie dos à dos inflexible, « indépendant » par rapport aux partis (surtout ceux de gôche).

Mais de qui parle-t-on ?

Mais du nouveau candidat écologiste aux élections présidentielles bien sûr ! Celui qui se réc' ue des 900 000 voix aux Européennes, J.C. Delarue (conférence de presse du 28/1/80).

ET ILS PERSISTENT !

Après le RAT, le MEP, le RPE, le PEF, le MEU, le Mouvement Ecologique, les CAN, la CIME, le CRILAN, le MERA, SOS-Environnement, la FFSPN, le PRE, le CLE, et le PSU, les écologistes sont heureux de vous faire part de la naissance de leur petit dernier : SOS-Ecologie !

Pour plus de renseignements : 286, Bd St Germain, 75 007 Paris. Tél.: 705 69 45.

Loïc

AVIS AU CLE

J'étais à l'Assemblée Générale de Dijon et j'ai voté la motion dite « Isabelle », y compris pour les dates du 5-6-7 avril. On me dit aujourd'hui que j'ai voté pour le 1er mai. Et bien non ! Depuis quand un groupe « exécutif » se permet-il de modifier une décision prise en Assemblée Générale ?

N'est-ce pas une « nouvelle » escroquerie à laquelle s'est livré le Comité de Liaison Ecologique ?

Que se passe-t-il au CLE ?

Se serait-il donné un autre rôle que celui d'organiser les débats et faire circuler l'information ?

Dominique Dussart
Déléguée régionale
AT Paris

Nous devons la traduction de ces quelques extraits de l'Almanach «La Femme et la Russie» aux éditions Tierce, qui publieront, à la fin du mois de février 80, l'intégralité du Samizdat, ainsi que d'autres textes inédits et d'analyse de la situation des femmes en URSS. Enfin une cassure dans ce silence glacé qui nous venait de l'Est, sur la condition des femmes et leurs luttes dans le pays du «socialisme réalisé, au bilan globalement positif».

L'ENFANTEMENT CHEZ LES HOMMES

...Pour atteindre la même situation qu'un homme, même si tu vaux mieux que lui, tu dois faire des efforts surhumains, pour t'imposer, pour prouver de quoi tu es capable, pour défendre ton «moi». L'homme au contraire, le plus nul soit-il, t'est à priori supérieur. Si vous remporter tous deux une même victoire, la tienne vaut deux fois la sienne, car à chaque pas tu dois surmonter des obstacles inconnus de lui...

...De quelque côté que tu te tournes, partout un châtiment t'es préparé. Si tu n'es pas mère (ce nom sacré, ils l'ont traîné dans la boue), tu es une «vieille fille» ou une putain. Ne te débats pas dans les labyrinthes qu'ils ont construits pour toi. Seules des impasses t'y attendent !...

...Mais l'homme n'a que faire de changer le monde. Telle qu'elle est son organisation lui est confortable et avantageuse. Il fera plutôt une nouvelle guerre, qui anéantira tes enfants. Il créera une nouvelle fusée - qui le grandira, affirmera sa priorité - plutôt que de t'enlever tes lourdes chaînes. Quel avantage trouverait-il à ton émancipation ? Ta libération ne ferait que le déranger dans son confort...

LETTRE DE NOVOSIBIRSK IOULA VOZNESSENSKAYA

...et voilà que débarque un convoi de jeunes délinquantes venant de la colonie pénitentiaire de Tomsk. Extrêmement pittoresques, parmi elles, il y a de véritables beautés. Elles viennent toutes d'avoir 18 ans, et aussitôt on les répartit dans les colonies d'adultes. On sent qu'elles vivent en très bonne amitié. Une fillette est tombée malade, eh bien, elles l'ont presque portée jusqu'ici, l'ont étendue à la meilleure place, lui ont fait boire du thé, l'ont emmitouflée dans leurs propres misérables hardes...

...Le 22 mai nous prévient, ma camarade et moi, que le départ est pour le lendemain et qu'on va nous mener aux bains. En chemin, les ex-mineures se joignent à nous. La malade est de nouveau là. Forte fièvre, délire, violentes douleurs au ventre, diarrhée. Je demande si elles ont réclamé le médecin. «Oui. Elle a donné des cachets et dit que la fille pouvait faire partie du convoi».

...Entre toi et l'homme l'abîme ne fait que se creuser. Il a toujours raison. Toi, qui l'a enfanté, tu as toujours tort...

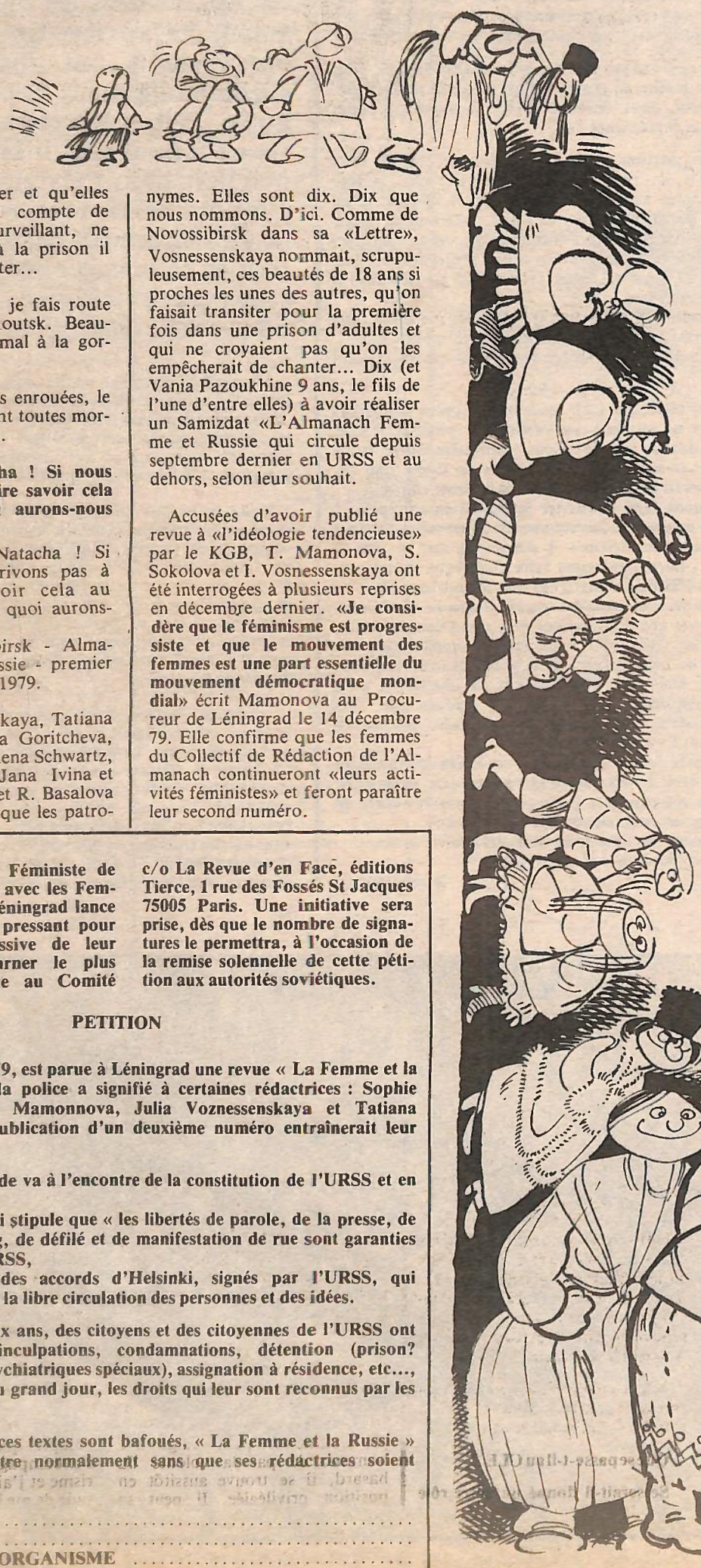
...Quelque douleur, quelque souffrance qu'elle endure, ce n'est pas la femme que l'on considère comme «virile» (notez le vocabulaire), mais l'homme même s'il n'a pas remué le petit doigt. Né homme, de par la volonté du hasard, il se trouve aussitôt en position privilégiée. Il peut se permettre n'importe quel luxe physique et moral : que ce soit l'athlétisme, ou l'infantilisme - aucune importance -. Alors que si l'on ne peut faire plier une femme, on l'a brisera...

Dans un bruit de volière, avec des chants, la petite troupe se déshabille et on nous conduit aux douches...

...Ça fait longtemps que j'ai compris que la toilette aux étapes s'accompagne toujours de voyeurisme et j'ai pris la mauvaise habitude de me laver en chemise...

...Dans l'après-midi elles avaient chanté et à ce propos le surveillant avait fait un scandale. Par la suite, les filles me dirent que dans leur colonie, personne ne les

SOVIETIQUES



empêchait de chanter et qu'elles n'avaient pas tenu compte de l'interdiction du surveillant, ne pouvant croire qu'à la prison il était interdit de chanter...

...En ce moment, je fais route avec elles, vers Irkoutsk. Beaucoup toussent, ont mal à la gorge...

...Elles sont toutes enrouées, le nez bouché. Elles sont toutes mortellement humiliées...

Ma petite Natacha ! Si nous n'arrivons pas à faire savoir cela au monde, à quoi aurons-nous servi !

Ma petite Natacha ! Si nous n'arrivons pas à faire savoir cela au monde, à quoi aurons-nous servi !»
Lettre de Novossibirsk - Almanach Femme et Russie - premier numéro. Septembre 1979.

Ioulia Vosnessenskaya, Tatiana Mamonova, Tatiana Goritcheva, Sophia Sokolova, Elena Schwartz, Irina Tichtchenko, Jana Ivina et N. Malakhovskaya et R. Basalova dont on ne connaît que les patronymes. Elles sont dix. Dix que nous nommons. D'ici. Comme de Novossibirsk dans sa «Lettre», Vosnessenskaya nommait, scrupuleusement, ces beautés de 18 ans si proches les unes des autres, qu'on faisait transiter pour la première fois dans une prison d'adultes et qui ne croyaient pas qu'on les empêcherait de chanter... Dix (et Vania Pazoukhine 9 ans, le fils de l'une d'entre elles) à avoir réaliser un Samizdat «L'Almanach Femme et Russie qui circule depuis septembre dernier en URSS et au dehors, selon leur souhait.

Accusées d'avoir publié une revue à «l'idéologie tendencieuse» par le KGB, T. Mamonova, S. Sokolova et I. Vosnessenskaya ont été interrogées à plusieurs reprises en décembre dernier. «**Je considère que le féminisme est progressiste et que le mouvement des femmes est une part essentielle du mouvement démocratique mondial**» écrit Mamonova au Procureur de Léningrad le 14 décembre 79. Elle confirme que les femmes du Collectif de Rédaction de l'Almanach continueront «leurs activités féministes» et feront paraître leur second numéro.

Le Comité Féministe de Solidarité avec les Femmes de Léningrad lance un appel pressant pour une signature massive de leur pétition. La retourner le plus rapidement possible au Comité c/o La Revue d'en Face, éditions Tierce, 1 rue des Fossés St Jacques 75005 Paris. Une initiative sera prise, dès que le nombre de signatures le permettra, à l'occasion de la remise solennelle de cette pétition aux autorités soviétiques.

PETITION

En septembre 1979, est parue à Léningrad une revue « La Femme et la Russie ». Depuis, la police a signifié à certaines rédactrices : Sophie Sokolova, Tatiana Mamonnova, Julia Voznessenskaya et Tatiana Goriceva, que la publication d'un deuxième numéro entraînerait leur arrestation.

Cette mise en garde va à l'encontre de la constitution de l'URSS et en particulier
__ de l'article 50 qui stipule que « les libertés de parole, de la presse, de réunion, de meeting, de défilé et de manifestation de rue sont garanties aux citoyens de l'URSS,
__ de l'article 19 des accords d'Helsinki, signés par l'URSS, qui reconnaît le droit de la libre circulation des personnes et des idées.

Depuis plus de dix ans, des citoyens et des citoyennes de l'URSS ont subi instruction, inculpations, condamnations, détention (prison? camps, hôpitaux psychiatriques spéciaux), assignation à résidence, etc..., pour avoir utilisé, au grand jour, les droits qui leur sont reconnus par les lois soviétiques.

Une fois de plus ces textes sont bafoués, « La Femme et la Russie » doit pouvoir paraître normalement sans que ses rédactrices soient inquiétées.

NOM .....
ADRESSE .....
PROFESSION OU ORGANISME .....
SIGNATURE .....

Evelyne Segard a été condamnée à douze ans de réclusion. Elle est détenue depuis huit ans et quatre mois, la libération « conditionnelle » qui peut être prononcée dès la mi-peine lui a été refusée trois fois. Rejetée chaque fois pour *un an*...

Evelyne Segard est dans un état critique, usée par les tentatives de suicide.

Le *Collectif de Femmes pour la Soutien aux Prisonnières* appelle les femmes à manifester leur solidarité à Evelyne Segard en envoyant, dès lundi 28 janvier prochain, *un télégramme signé à :*

M. Beteille
Direction des Affaires Criminelles et des Grâces
Ministère de la Justice
4 place Vendôme
75 001 Paris.

avec le texte suivant :

« Laisserez-vous mourir Evelyne Segard ? »

Informées par Amnesty International, reliées au Comité de Défense des Biologistes Prisonniers d'Opinion, au Cobom, des femmes du Mouvement de Libération des Femmes se sont groupées dans un Comité Féministe de Solidarité avec les Femmes de Léningrad. Une vague idée, que nous n'avons jamais pris le temps d'approfondir, sur une «égalité» en URSS venait d'être balayée. Un écho inouï, à l'Est, inattendu, nous faisait tourner la tête. Et reconnaître **mot à mot**, nos propres paroles.

Le comité lance une pétition, dans un premier temps, pour exiger que le second numéro de l'Almanach paraisse bientôt et que ses rédactrices ne soient pas inquiétées. C'est vrai : elles ne sont pas encore arrêtées. C'est vrai, Sakharov et sa femme, mercredi dernier. Justement : c'est implacable et la machine a démarré. Justement : si nous ne parlons pas des femmes, qui le fera ? Justement : jeudi 24, devant l'Ambassade d'URSS, nous étions sept femmes à scander le nom de «la femme de Sakharov» : Elena Bonner. Si mercredi 23, seul Sakharov avait été arrêté, nous aurions été là le lendemain à scander son seul nom. Et ces dix ? Qui étaient-elles derrière leur parole ? Les femmes du Comité de Solidarité ont su un peu sur 7 d'entre elles. Pour les faire savoir.

Catherine, si nous n'y arrivons pas, à quoi aurons-nous servi ?

Doucha Belgrave

Le travail: pour qui, pour quoi

Des jeunes, 14 à 17 ans ; si conscients de leur avenir, remettant en cause tant de choses, se sentant propriétaires de leur engagement, déterminés à vaincre, voilà ce que j'ai découvert dans le LEP des écluses St Martin. Réussiront-ils ? Ils en sont persuadés.

A côté du canal St Martin, dans le 10è arrondissement de Paris se trouve une sorte de gros bunker, entouré de chantiers et de terrain vague qui porte le «joli nom» de **Lycée d'enseignement professionel**. Ce lieu bétonné à la vocation de préparer 450 garçons et filles à la vie en entreprise. Mais là, comme dans une soixantaine d'établissements du même type, règne depuis une semaine une vague d'opposition autour du projet **Beullac.** Les écluses St Martin, on n'en a souvent parlé dans la presse et quelquefois dans des termes forts peu courtois. Sont-ils si particuliers ces jeunes ?

«Tout se passe comme si, on voulait rayer de la carte notre bahut. La presse, les directives administratives, les lettres personnalisées aux parents, disent toutes que nous sommes un foyer de marginaux, de meneurs, qui voulont tout saccager. On est dans notre droit, on refuse l'avenir que les patrons nous préparent ». Et pour cela, ils s'en donnent les moyens : depuis le jeudi 24 janvier, date ou 96 lycéens se sont mis en grève, ils n'ont pas cessé leur campagne d'explications. Visite dans les autres lycées techniques, A.G. tous les jours, contacts et débats avec les organisations syndicales des parents et des profs, interventions dans la presse... Il s'en suit, également une longue série de provocations et de répressions : intervention par deux fois des forces de l'ordre, fichage et interpellation des collégiens, plaintes abusives pour séquestration de membres de l'administration, casse de matériels, visite d'inspecteurs en civil accompagné du directeur.

Un drôle de personnage, ce directeur : il tient des propos à teneurs rascistes envers des soit-disants meneurs **«qui sont en plus des étrangers».** Il se défile systématiquement devant toutes tentatives de dialogue, refusant d'admettre une quelconque participation aux lettres adressées aux parents menaçant d'exclusions tout élève ne reprenant pas les cours. Tout cela n'empêche pas les élèves du LEP à continuer majoritairement la conduite de leurs actions.

«Nous sommes responsables de notre lutte, nous en sommes les éléments moteurs et nous ne voulons pas de Nom Politique sur notre mouvement» déclare un lycéen sous les applaudissements de la salle. Quand on leur demande comment ils perçoivent l'avenir avec les différents coordinations, ils répondent très simplement : **«On veut l'aide de toutes les organisations syndicales et politiques, mais, si on se bat d'abord contre l'exploitation des patrons, on ne désire pas la paternité des partis. Nous sommes les seuls garants de l'unité du mouvement».** Responsables, ils le sont. Ils en ont fait une démonstration éclatante, mercredi 30 janvier, au meeting organisé par la **Coordination Permanente des LEP,** soutenue par la **CGT** et **les jeunesses communistes.** Pendant deux heures, ils ont argumenté, montré leur détermination. Face aux cadres des groupes organisateurs, vaguement inquiets, ils ont déclaré :

«Nous ne voulons pas être des éléments productifs, nous voulons être maître de notre travail, de notre production. Non seulement, nous désirons savoir comment produire, mais pour qui et pourquoi ?»

Remise en question de leurs conditions de travail, c'est certain, mais ils revendiquent également une culture générale adaptée au monde dans lequel ils vivent. C'est pour cela qu'ils profitent de leur mouvement pour rencontrer et débattre sur d'autres sujets comme l'avortement, la guerre d'Algérie autour d'une projection du film «La Question» qui s'est tenue vendredi 25 janvier devant plus de 500 personnes.
«C'est chouette, on apprends des choses» me disait une jeune fille gréviste depuis le début; pourvu que çà dure... Ils paraissaient contents de me rencontrer car ils veulent s'exprimer.

«Nous, les élèves du LEP, sommes en grève contre ces stages. Nous ne sommes pas contre par principe d'aller nous perfectionner ou de mieux apprendre notre futur métier. Mais ce serait une belle blague de croire que ces stages vont servir à nous aider, dans la branche choisie.
Ils veulent nous faire connaître le travail en entreprise ? Mais nous connaitrons bien assez tôt le travail à l'usine; nous sommes tous destinés à passer 40 ans et plus à l'entreprise ! Ils veulent nous faire croire que les patrons seraient de meilleurs pédagogues que les professeurs ! En réalité, ce qu'ils veulent, c'est que dès l'âge de 15, 16 ans, nous ne soyons que des ouvriers avec «tout dans les bras, rien dans la tête». Si vraiment l'administration se préoccupait de notre avenir elle ne nous enverrait pas chez des patrons, mais elle commencerait par mettre ce qu'il faut pour construire des LEP bien équipés avec des machines modernes, des locaux fonctionnels, des professeurs qualifiés et en nombre suffisant.
Nous voulons le droit à la culture, le droit à la connaissance générale, le droit à l'éducation et non pas être envoyés de plus en plus tôt chez des patrons qui, bien souvent, en profiteront pour nous faire balayer les ateliers.
Nous ne voulons pas nous faire exploiter avant l'heure.»

Denis Dangaix

dans les bahuts, ça bouge

Non, non, non nous n'irons pas en stage, abrogation de la circulaire Beullac», ils sont 5 000 collégiens à crier ces slogans dans les rues de Paris ce mardi 29 janvier. En province des mouvements ont aussi eu lieu à Clermont-Ferrand, Dunkerque, Grenoble, Lille et Marseille. Il est encore trop tôt pour savoir si ces grèves et manifestations s'élargiront à tous les CET et LEP de France. 30 000 élèves de l'enseignement technique effectueront en cette année scolaire 79/80 un stage en entreprise d'une durée moyenne de quatre à cinq semaines.

Mercredi 30 janvier au matin, je traverse Vitry en voiture pour aller voir des collégiens (nes) du CET, LEP Chérioux. Je croise trois colleurs d'affiches qui collent pour annoncer le congrès national des jeunesses communistes. On est jeune très longtemps au PC parceque ces trois là, ils ont sans doute pas loin de la cinquantaine.

Vaste lycée que ce LEP Chérioux, des hectares de terrains, de grandes pelouses, des bâtiments en briques rouges de construction peu récentes sont censés accueillir les 1100 collégiens. J'ai rendez-vous au foyez avec trois d'entre eux. Avant de les rejoindre je demande aux élèves que je croise ce qu'ils pensent des stages. Ils sont maintenant presque tous au courant et la réponse la plus souvent entendue est : **«Les stages on n'est pas forcément contre, mais il faudrait que l'on soit rémunéré et qu'on ait le droit de choisir son stage».**

Christian, Jérôme et Mylène font partie de ceux qui animent le mouvement au LEP Chérioux. «**Les collégiens ont été déçus par la manifestation d'hier,** m'explique Christian, **la division qui existe entre les diverses composantes politiques du mouvement les agace. Ici à Chérioux le comité de lutte est unitaire, les assemblées générales rassemblent en moyenne trois cent élèves. Les collégiens sont encore trop peu au courant de ce qu'est réellement la circulaire Beullac. Il faut savoir par exemple que cette année ce sont les proviseurs qui décident de qui va en stage**

Photo Pol Gornek

« Mais nous connaîtrons bien assez tôt le travail à l'usine. Nous sommes tous destinés à passer 40 ans et plus en entreprise », expliqient les élèves du LEP des Ecluses St Martin.

Longwy : usine de la Chiers (Photo Pol Gornek)

Toute la vérité sur les stages

et qui n'y va pas. Ce n'est que l'an prochain que les stages seront effectifs pour tout le monde».

En ce moment à Chérioux ce sont les élèves du CET qui viennent régulièrement en AG. Les autres sont prêts aussi à faire grève **«mais sur des perspectives crédibles». «Les gens ont été dégoutés par les grèves de l'an dernier,** raconte Jérôme, **alors cette année au premier trimestre on a voulu montrer que l'on pouvait gagner. Des élèves du comité de lutte ont eu l'idée de créer un ciné-club. On a fait une AG, on a élu des délégués pour aller voir le proviseur. On avait tout prévu, des contacts avec la fédération de ciné-club Jean Vigo avaient été pris mais on ne s'attendait pas à ce que le proviseur accepte que celui-ci ait lieu pendant les heures de cours.»**

Le proviseur de Chérioux est un diplomate et maintenant, tous les mois, les élèves peuvent aller au ciné-club pendant les heures de cours. Ceux qui y vont sont marqués présents en cours. Trois séances de cinéma ont lieu dans la journée. Cinq cent cartes d'adhérents à l'association Jean Vigo de Chérioux, c'est sans doute un des plus gros ciné-club de la fédération. Les prochains films qui passeront sont «La Question» et «L'une chante l'autre pas».

«Pour ce dernier film, explique Mylène, **on va faire un débat avec le planning-familial de Vitry et d'Ivry sur la sexualité, la contraception. On a eu cette idée quand on préparait la manifestation nationale du 24 novembre 79 pour l'avortement et la contraception. On va essayer de faire que les débats aient lieu par petits groupes pour que tout le monde puisse s'exprimer ou poser des questions très librement ;»** Le LEP Chérioux c'est aussi un des lycée du Val de Marne oú les professeurs avaient distribué le tract «La lutte, pas la morale». Si au Kremlin Bicêtre les lycéens n'avaient peu ou pas réagi, à Chérioux, ils ont décidé de soutenir tous les professeurs qui seraient inquiétés par le rectorat pour cette distribution. **«Pour relancer le mouvement après les vacances,** conclut Christian, **on va sortir un journal qui détaillera la circulaire Beullac, qui annoncera le débat sur la sexualité avec le planning. On doit tout faire pour que les informations circulent, pour que les élèves soient informés...»**

Jean-Luc Bennahmias

La circulaire Beullac est applicable depuis le 16 juillet 1979. Elle stipule tout d'abord que cette année ne sont concernés que 30.000 élèves de deuxième et troisième année de LEP, mais que petit à petit tous les élèves y compris ceux des lycées d'enseignement général feront des stages en entreprise.

Les stages dureront dix semaines répartis en trois ou quatre périodes sur l'année scolaire. Ils seront mis **«sous la responsabilité pédagogique des enseignants qui bénéficieront de la collaboration d'agents qualifiés de l'entreprise, ceux-ci exerçant en permanence pendant la durée du stage une fonction de tutorat technique pour un ou deux élèves.»**

Une nouvelle circulaire du premier novembre 79 indique que le proviseur agira de concert avec le chef d'entreprise en cas de manquement à la discipline, aux horaires... Les élèves avaient déjà affaire à une hiérarchie souvent répressive. Ils en auront maintenant deux. Pas facile de faire un pas de côté dans des conditions pareilles.

Il est évident pour Mr Beullac que les élèves ne seront à aucun moment consultés. Quant au mot entreprise, la circulaire indique qu'il faut le prendre dans son sens le plus large : **«Il s'agit non seulement des établissements industriels et commerciaux privés, nationalisés ou publics mais aussi des administrations nationales, des coopératives agricoles...».**

«Ouvrir l'école sur la vie» c'est le voeux de Beullac. Dans ce cas le stage prioritaire pour tous les élèves devrait être effectué dans les ANPE. Pendant son stage l'élève reste sous statut scolaire. Il ne perçoit aucune rémunération. Ce qui n'empêche pas que **«pendant sa présence dans l'entreprise le lycéen doit se conformer au règlement intérieur de celle-ci».** Est-ce à dire que tous les élèves feront les 40 heures, parfois plus ?

La circulaire dévoile aussi que **«les entreprises assujetties à la taxe d'apprentissage pourront demander à être exonérées partiellement de celle-ci».** Belle aubaine pour le patronat, beaucoup moins pour les LEP qui bouclent souvent leur budget avec celles-ci.

Au sujet de la formation qui sera effectuée pendant ces stages, la circulaire indique que **«le choix du stage peut ne pas être directement lié à la spécialité professionnelle faisant l'objet de la formation».**

Le capitalisme est en pleine restructuration industrielle. Il lui faut créer une main d'oeuvre relativement qualifiée qui soit prête à changer d'emploi à la demande.

Jean-Luc Bennahmias

* A lire si on veut en savoir plus sur ces stages et/ou sur les mouvements des collégiens.
«Effervescences lycéennes» 43 rue de Fb St Martin 75010 Paris.
«Rebelles» 57 rue Ordener 75018 Paris
«Barricades» 10 Impasse Guemenée 75004 Paris.
Et la circulaire Beullac...

BARBOUZES STORY

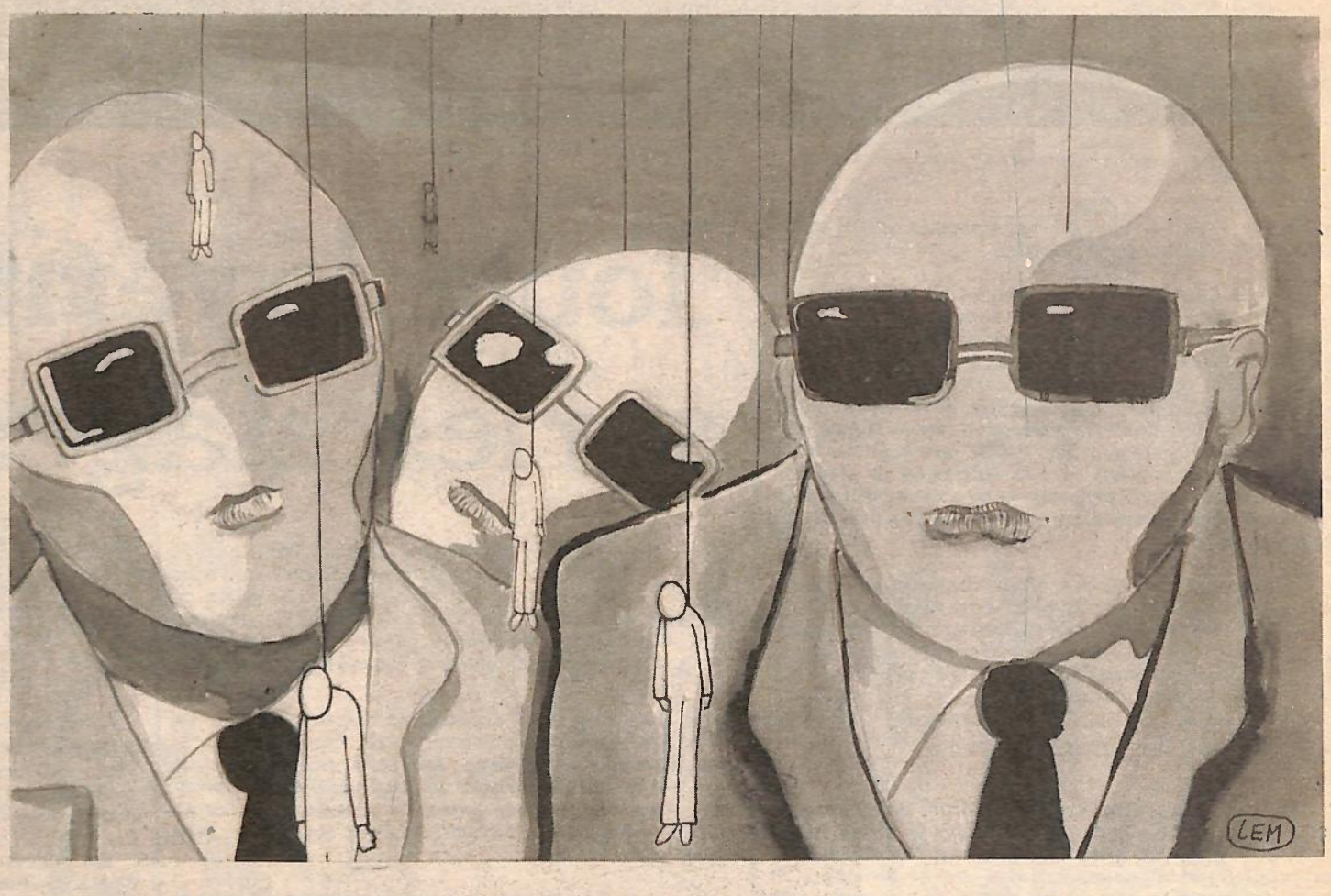
L'association Henri Curiel a tenu deux conférences de presse ce dernier mois, pour lancer un cri d'alarme face à la multiplication des attentats fascistes en France. Jean-Pierre Vigier, chercheur au C.N.R.S., animateur du «Comité contre l'Europe germano-américaine», qui a été l'objet depuis plusieurs mois de menaces (émanant de «Honneur de la police») à la suite d'une campagne de la presse d'extrême droite (lancée par G. de Villiers qui l'accusait dans Paris Match d'être un espion soviétique) (voir la G.O du 19-12-79), y a révélé qu'il a été victime d'une tentative d'assassinat (non revendiquée). L'association entendait montrer dans ces conférences de presse les liens existants entre plusieurs assassinats politiques, ainsi qu'entre des groupes de tueurs et certains services secrets français. Un appel à ne pas «laisser les morts enterrer les morts», comme Giscard nous y invitait après la mort de Goldmann. Je récapitule ici certains des éléments de «pistes» mis en avant depuis la mort de Henri Curiel

Quinze assassinats politiques en deux ans, dont quatorze n'ont pas provoqué de poursuites. Parmis les victimes, 9 réfugiés basques espagnols, 3 palestiniens. Restent : Laid Sebaï, portier de l'amicale des algériens en France assassiné en pleine affaire des «otages» français détenus par des combattants sarahouis; François Duprat, fasciste, probablement victime d'un règlement de compte dans l'extrême droite, J-L Lin, militant occitaniste (voir G.O de la semaine dernière). Henri Cureil, fondateur du P.C. égyptien, soutien actif du F.L.N. pendant la guerre d'Algérie, plus récemment des militants noirs d'Afrique du Sud. Goldman, enfin. Il faut ajouter à cette liste les nombreux attentats à l'explosif, plusieurs cas de torture, et autres «bavures» policières ou fascistes, dont furent victimes ces dernieres années militants ou simples travailleurs étrangers... Une liste à énoncer sans complaisance, parce qu'il est des menaces qu'on ne peut plus aujourd'hui prendre à la légère. Parce qu'on peut se demander si la France, plaque tournante des extraditions en Europe, n'est pas en train de devenir aussi celle du terrorisme... d'Etat.

Les services ont « bonne presse »

J.P. Vigier émettait le lundi 21 une hypothèse, qui si elle est loin d'être établie, mérite qu'on s'y arrête : on pourrait d'après lui envisager dans ces assassinats politiques une collaboration entre divers services secrets européens (dont celui du général Dalla Chiesa, spécialiste de l'anti-terrorisme italien), les services français et certains membres influents du «milieu» français. Hypothèse qu'on peut probablement retenir en ce qui concerne les militants autonomistes basques assassinés. Par ailleurs, la campagne de presse menée en 76 contre Curiel, et ses suites tragiques, permet d'envisager une certaine implication (en tous cas au niveau de la circulation des «informations») du S.D.E.C.E. français. (Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage.)

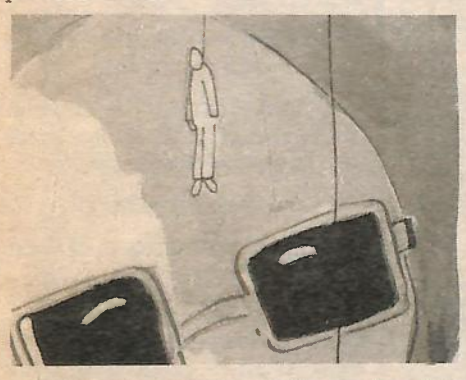
Le 21 juin 76, Georges Suffert publie dans **Le Point**, un dossier intitulé «Le patron des réseaux d'aide aux terroristes» ou il accuse Curiel de diriger en sous-main pour le compte du K.G.B., une bonne vingtaine de «groupes terroristes». Ces calomnies sont reprises en octobre 77 par le **Spiegel :** «Paris est aujourd'hui le centre du terrorisme international. Sous la direction d'un égyptien, les guerilleros d'Amérique latine, les fanatiques palestiniens, et les allemands de la R.A.F. (Fraction armée rouge) se sont organisés...» La France, d'après l'hebdo ouest allemand, grouillerait de dangereux métèques, qui «choisissent comme asile la France, pour terrain d'action». Rien d'étonnant dit le Spiegel, dans ce pays 89 et de la Commune de Paris. Pays qui a accueilli 5 000 chiliens, et recueille 90% de ses demandeurs d'asiles. Cet article parraît en pleine affaire Schleyer/Croissant, et son sens est clair : la France souffre d'un excès de démocratie, notemment au niveau du droit d'asile. Le lendemain de sa parution, Curiel est assigné à résidence à Dignes, mesure qui sera levée trois mois plus tard. Sommés de citer leurs sources, le directeur du **Point,** puis le **Spiegel** firent état de «sources connues pour être sûres». Les renseignements (vrais et faux) qu'ils contenaient ne pouvaient par ailleurs provenir que du S.D.E.C.E, à qui le B.O.S.S. (services Sud-africains) les auraient transmis (ces articles s'appuyaient en effet essentiellement sur l'activité de Curiel en Afrique du sud, contre l'apartheid, au sein d'un groupe -«Solidarité»- inculpé par les autorités de ce pays)... **Minute** publiait par ailleurs un peu plus tard le numéro exact de la fiche de Curiel à la D.S.T.; C'est à dire que ces journalistes avaient des informateurs très bien placés. L'implication des services français dans la campagne de presse semble donc assez établie. Peut-on penser qu'elle est allée plus loin ? **Libération** du 26 juin 78 faisait état de paroles imprudentes tenues par une personne du S.D.E.C.E. dix jours avant le meurtre lors d'un contact de routine avec des journalistes; il avait déclaré qu'on «s'apprêtait à flinguer un type d'extrême gauche» et précisait: «c'est un salaud qui s'occupe de beaucoup trop de choses partout avec tout le monde. Tenez, il s'est occupé des comités de soldats». Curiel s'était effectivement occupé à cette période des comités de soldats...



RESTRUCTURATION

Qu'en déduire ? L'article de Suffert, entre autres éléments, permet de penser que les services secrets français ont connu à cette époque une importante restructuration, liée aux changements dans la politique étrangère de la France, qui devient plus atlantiste, relache ses liens avec le monde arabe,

et s'engage plus avant dans la lutte «anti-terroriste» (Extradition de Croissant à la même époque). Comme le faisait remarquer Bourdet (Hebdo T.C., 1er juillet 76) l'article de Suffert ressemble fort à une leçon que le S.D.E.C.E. aurait pu vouloir donner à la D.S.T. Le service extérieur aurait voulu faire pression par voie de presse sur la D.S.T. (service intérieur) dont relevait Curiel, puisqu'il résidait en France. Le 19 juillet, certains agents du S.D.E.CE se plaignaient dans les colonnes du **Monde** de la « lente évolution de leurs services vers le renseignement intérieur», et révélaient la création au sein du contre espionnage «d'un secteur spécialisé dans la recherche anti subversive et anti terroriste». Certains agents récalcitrants devant ce nouveau tournant auraient été mis en disponibilité. Un dossier paru dans **l'Huma-Dimanche** (le 19 mai 78) publiait par ailleurs des informations sur la création en France d'un réseau type «escadrons de la mort» équipés pour plus de 8 millions de Francs suisses en armes, s'entrainant en France sous le commandement d'un ancien lieutenant colonel du S.D.E.C.E... On en est bien sûr aux hypothèses; soulignons cependant qu'aucun journal n'a été poursuivi à la suite de ces révélations. Rappellons aussi que Laïd Sebaï et Curiel ont été tués avec la même arme, et que pour eux comme pour Goldmann, la manière d'agir prouve qu'il s'agissait de professionels.



Toujours est-il que la seule piste sérieuse aujourd'hui se trouve du côté de ceux qui dans les services secrets ont donné des informations à leurs petits copains du **Point** ou du **Spiegel.** Idem pour la campagne lancée par G. de Villiers dans **Paris Match** contre Vigier. L'association H. Curiel s'est adressée à Giscard (chef suprême des forces armées) pour que le juge d'instruction puisse avoir accès aux documents du S.D.E.C.E. concernant Curiel. Demande sans suite. Rappelons que Bonnet répondait à la même demande concernant la D.S.T. par cette formule merveilleuse : «Il n'est pas interdit de penser que le seul fait d'ordonner une expertise soit de nature à inciter un défenseur à faire disparaître le fait que l'on veut constater»... Quant aux sinistres Suffert et consort, ils se retranchent aujourd'hui vertueusement, derrière le secret professionel et la «déontologie».
C'est sans doute la même «déontologie» qui incite certains journalistes à s'indigner de la pétition de boycott lancée par certains écrivains et journalistes contre l'émission animée par Suffert sur T.F.1. Etranges scrupules quand on pense que certains journalistes récidivent en désignant Vigier aux tueurs d'«Honneur de la police», et que Suffert maintenait ces affirmations contre Curiel il y a à peine quinze jours à la radio...

Dernière minute, mais çà n'a pas de rapport : six ministres de l'intérieur européens, dont Bonnet, se réunissaient discrètement «quelque part en France» la semaine dernière. On devait y discuter de l'extension des extraditions à tous les délinquants passibles de plus d'un an de prison, et même de la création d'une police fédérale européenne. Restructuration.

Valérie Marange

fric et trafics

Un gendarme derrière les barreaux. La farce se joue à Bruxelles, le 21 janvier. Le commandant de gendarmerie André François, chef du bureau national belge de lutte contre la drogue et considéré comme le meilleur expert dans ce domaine est en effet inculpé de « trafic de stupéfiants ». La justice belge accuse le commandant et certains proches de son service d'avoir revendu pour leur propre compte des drogues dures, notamment de l'héroïne et de la cocaïne...

L'affaire couvait depuis un an déjà. Les services du général Beaugir, big boss de la gendarmerie belge menaient discrètement leur enquête à propos de ceux du commandant François, qu'ils soupçonnaient de détourner et de revendre à leur compte les saisies de drogues qu'ils écoulaient semble-t-il non seulement en Belgique, mais encore à l'étranger. Un trafic bien mené, puisque c'est en 1971 que le commandant François mettait en place un bureau national des drogues, spécialement chargé en Belgique de la répression des grands trafics. Ainsi que la France, l'Espagne et l'Allemagne, la Belgique hébergeait déjà une antenne de l'ancien bureau des narcotiques américain, devenu **Drug enforcement administration.** Très vite, le commandant François, formé à l'école américaine, se plaignait de l'inadaptation de la législation belge et du peu de marge qu'elle offrait dans la lutte contre le grand trafic. En novembre 1979, dans une interview accordée au journal **Le Soir**, le chef de la brigade des stups définissait les limites qu'il s'imposait faute d'une plus large possibilité de manœuvre : **«Si nos tactiques sont adaptées, nous n'avons pas de stratégies aussi poussées que d'autres pays à grands moyens. Même de nombreuses petites saisies ne permettent pas toujours d'atteindre la tête des trafics. Cela demande une collaboration internationale et des méthodes de lutte qui dépassent souvent les lois en vigueur dans certains pays, dont le nôtre. Nous devrions aussi pouvoir entrer dans le jeu des trafiquants indépendamment des méthodes classiques. Nous sommes prêts à le faire, sous contrôle des parquets».**

Concrêtement, cela signifie que l'achat simulé, la livraison contrôlée sont réglés par certaines procédures en Allemagne fédérale et aux USA, que la loi fédérale Suisse permet à un fonctionnaire d'accepter une offre et de transporter des stupéfiants, qu'ailleurs, on remet à un indicateur, en dédomagement, une partie de son manque à gagner dans une opération qu'il dénonce et que dans bien des pays, l'utilisation des moyens techniques, telles les écoutes téléphoniques sont autorisées dans la lutte contre les trafics de drogues, alors qu'en Belgique, rien de tout cela n'est admis. Bref, c'était pas juste et le commandant François gueulait si fort qu'il obtint la bénédiction des parquets, des subventions de l'Etat (de l'ordre de 560 millions de nos francs) pour acheter de la drogue qui devait lui permettre d'infiltrer les réseaux de trafiquants. Le hic aujourd'hui, c'est qu'il semble bien que les gendarmes se soient depuis, installés à leur compte sur le dos des contribuables, monnayant des drogues saisies sur les trafiquants internationaux ou concluant de véritables marchés avec ceux qu'ils interpellaient ou arrêtaient... A titre documentaire, les saisies les plus importantes et concernant particulièrement le cannabis, durant l'année 1979 en Belgique, ont largement dépassé les seize tonnes. De quoi s'assurer une bonne retraite !

En France, les quantités saisies ne sont pas négligeable non plus (**Voir GO n° 296**). Mais on ne sait toujours pas clairement où passe la drogue saisie, particulièrement celle que la police ne remet pas à la justice. Xexès de **Charlie Hebdo** s'est penché sur la question et tire ses propres conclusions dans le n°9 janvier : **«La police donne la drogue à analyser, puis la reprend et la garde quelques jours en sa possession, sous son seul contrôle. Une attestation de destruction est rédigée, qui est jointe au dossier transmis au juge d'instruction. «La drogue, dit l'attestation, a été administrativement détruite».** Bref, tout se passe en famille. On n'aurait aucune raison de suspecter notre brigade des stups de revendre entièrement ou partiellement la drogue saisie pour financer des caisses noires ou mouiller des individus génants, si ce n'est à la lecture du dossier **«D... comme drogue»** d'Alain Jaubert aux Editions Moreau ... et avec quelle facilité on arrondit ses fins de mois du côté des flics belges. Comme dirait Xexès : **«Etant donné la campagne menée depuis dix ans contre «le fléau de la drogue», c'est l'hypothèse la plus amusante. A l'aube des faits, après enquête, c'est aussi l'hypothèse la plus probable».**

Conclusion : si un flic te demandes si tu fait usage de drogues, réponds oui. S'il insiste pour savoir lesquelles, répliques avec l'air du monsieur à qui on ne la fait pas : **«Celles qui proviennent de la Préfecture, pardi !».** Y'a certains mots de passe, comme ça, qui peuvent te sauver la mise.

Mandrin

DÉCLARATIONS EN TOUS GENRES.

Il ne faut pas faire de différence entre les drogues douces et les drogues dures» déclare **A. Henry** dirigeant de la FEN, **«Il y en a qui choisissent la drogue, moi je choisi les jeux olympiques»** clame **G. Marchais** notre nouveau père du peuple. **«Non aux enseignants fauteurs de troubles»** hurlent **Mr Beullac** ministre de l'éducation nationale. C'est à qui criera le plus fort et chacun y va de sa petite prose pour ne pas choquer son électorat.

Comme ces trois-là ne sont pas, loin de là, des spécialistes es drogues. On fait intervenir le scientifique de service, le désormais célèbre Docteur Nahas (cf. GO n°296) et ses non moins fumeuses (tudes qui rappelons le durent complètement discréditées aux Etats-Unis par d'autres scientifiques. L'Union des Consommateurs des Etats-Unis après une enquête sérieuse sur toutes les études scientifiques existant sur le cannabis a conclu : « ...**Un schéma général commence à émerger. Quand des résultats de recherche peuvent être vérifiés facilement — soit en répétant l'expérience, soit au moyen d'une autre, meilleure — une allégation sur les effets adverses de la marijuana a une vie brève. On ne trouve pas de dégats et au bout d'un certain temps, on abandonne cette allégation (qui est souvent remplacée par des allégation concernant d'autres dangers de la marijuana)...** ».

C'est pour cela que l'Union des Consommateurs réaffirme sa position favorable à la légalisation, rappelant les « **conséquences fâcheuses tant sur le plan légal que sur le plan social, d'une information erronée sur les effets de la marijuana sur la santé** ».

A la GO pour réfuter les allégations du Dr Nahas nous comptions aller interviewer le Dr Olievenstein. Le Matin de Paris l'a fait avant nous. Les questions qui nous intéressaient ont donc déjà été posées.

« . **De nouveau on mélange tout,** déclare le Dr Olievenstein au matin, **on remet dans le même sac les gens qui se piquent et le type qui fume... c'est l'hytérie, ça tourne à la folie furieuse. Il faut tordre le coup une fois pour toutes à cette fable selon laquelle un fumeur d'herbe ou de kif devient irrémédiablement un utilisateur d'héroïne... On réprime à tout va, huit mille arrestations l'an dernier et dans le tas à peine 10 à 15% d'héroïnomanes, le reste étant des utilisateurs de drogues douces. Le résultat, c'est qu'on est en train d'anéantir l'avenir de millions de gens, de jeunes qu'on fourre d'office dans les circuits médico-policiers dont ils auront le plus grand mal à sortir...** »

Ensuite le Dr Olievenstein explique pourquoi, même si on se doit de faire une distinction entre les drogues, il est contre la légalisation des drogues douces.

« **Je suis contre pour plusieurs raisons, d'abord parce que je ne les considère pas comme quelque chose de totalement inoffensif... l'abus de drogues douces est dangereux comme l'alcool, le café, etc... Ensuite parce que je crois que le besoin de transgression est inhérent à la jeunesse... Je préfère qu'ils transgressent les tabous au niveau du H plutôt que de les voir se défoncer avec n'importe quelle saloperie du genre éther ou colle. Mais le problème est que dans ce climat d'hystérie qui se développe nous allons être obligés de radicaliser nos positions, pas question d'être complice de cette chasse aux sorcières qui s'organise, de cette répression qui s'abat sur des milliers de gens... Il faut dénoncer l'hypocrisie en la matière de l'ensemble des milieux politiques, et du milieu sportif. Dans l'un comme dans l'autre le H est d'un usage courant. Et pas que le H....** »

On peut ne pas être d'accord avec Olievenstein sur ces raisons pour refuser la légalisation du H (La transgression) mais au moins sur tout le reste il a le mérite d'être clair.

Ce n'est plus tout à fait le cas du SGEN CFDT national qui vient de désavouer sa section académique de Créteil après que celle-ci est distribué le tract « **La lutte Pas la morale** » devant les portes d'un autre lycée à Noisy le Sec. Le SGEN national affirme que « **la distribution de tracts aux élèves n'est pas le moyen adapté au développement du débat nécessaire dont les jeunes sont de fait restés à l'écart.** »

Une critique de ce genre peut se concevoir en période « normale ». Mais en ce moment, c'est un véritable coup d'épée dans le dos pour la section académique de Créteil.

N'y aurait-il pas là aussi des manœuvres politico-syndicales en vue du prochain congrès du SGEN CFDT ?

Jean-Luc Bennahmias

MOTS A MEAUX

Beullac : « **Ce n'est pas parce qu'il y a la peste et le choléra qu'il faut ajouter la vérole** ».

Marchais : « **Il y en a qui choisissent la drogue, moi je choisis les Jeux Olympiques** ».

Gabriel Nahas : « **L'élimination complète d'une dose de THC requiert trente jours...** ».

Hystérie, diarrhées verbales, coliques paranoïaques, tels sont les effets cliniques du cannabis sur nos officiels. Après auscultation, le professeur Nahas nous déclare : « Marchais et Beullac en auraient pour six à douze mois à se remettre du tract de Villejuif ». De sources bien informées, on apprend que le Dr Ollivenstein se serait également rendu au chevet des deux victimes et préconise déjà un traitement de choc : deux cuillerées à soupe, matin et soir, du Rapport de la Commission sur le chanvre indien, établi en 1844 pour le gouvernement britannique ; du rapport La Guardia paru en 1944, du rapport Wooton qui fit grand bruit en Angleterre en 1969, du rapport Shefer en 1972 aux USA, du rapport Le Dain la même année au Canada du rapport du groupe de travail sur les narcotiques, paru lui aussi en 1972 en Hollande. Les conclusions de ces rapports, qui ont parfois étonné ceux-là même qui y arrivaient par leurs travaux et qui embarassent aussi les gouvernements qui les ont demandés, auraient des effets thérapeutiques non négligeables mais demandent avant tout une certaine dose de bonne foi et de volonté pour faire leur plein effet. Mais il semble bien que Marchais et Beullac, pour ne citer qu'eux, ne soient pas tombés dans cette marmite-là quand ils étaient petits...

Alors que nos élus préparaient les bûchers, **CALUMED** sévissait dans le salon d'honneur de la Mairie de Meaux (PC-PS), vendredi 25 janvier, à l'invitation de la fédération Léo Lagrange. A ses côtés, des représentants des associations **Le Pont** et **l'Abbéi** qui s'occupent essentiellement de la prise en charge de toxicomanes. Dans le camp adverse, le maire PS de Coulommiers et la mairie PC de La Ferté, docteur de son métier et fumeur d'herbe occasionnel. Ce dernier devait déclarer notamment : « **Je suis contre la libération de la drogue, pas contre le cannabis en particulier, je me bats contre toutes les drogues, y compris l'alcoolisme. Mais je ne suis pas non plus pour que tous ces drogués aillent en prison** ». Alors, camarade toubib, que proposes-tu : l'hôpital psychiatrique ? La question est d'importance dans la région si l'on en croit la rumeur publique qui affirme que Miss Pelletier en personne se rendrait le 23 février à Meaux pour convaincre les médecins de la région de la nécessité de l'implantation d'un centre pour toxicos.

Durant près de deux heures, le débat s'enlisa sur les propriétés évidemment nocives du cannabis, un débat essentiellement alimenté par des adultes, « spécialistes »... Chacun y allait des dernières déclarations du professeur Nahas, et CALUMED de ramener ces élucubrations à leurs justes proportions. Seuls, les jeunes se taisaient... Une centaine dans la salle parmi les trois cents personnes présentes. Fumaient-ils, fumaient-ils pas ? Oseraient-ils parler de leur propre expérience en public ?

— Moi, je fume, s'écrit soudain l'un d'eux. J'ai vingt ans et je fume depuis quatre ans. Je connais personne qui fume isolément comme on l'a prétendu et on est assez grand pour faire la différence entre le H et l'héro.

Un pépé président de la ligue anti-alcoolisme du coin.

— Vous faites ça pour échapper aux contraintes, mais vous devenez une étape.

— La preuve que non !

— Mais qu'est-ce qui vous intéresse dans le H ?

— Le plaisir, l'expérience. On a une autre perception de la réalité que celle que vous supposez être la seule réalité.

Une mère de famille (quatre enfants) prend la parole, paniquée :

— Si vous étiez en contact avec des très jeunes, les inciteriez-vous à utiliser du haschich ?

— Non, bien sûr, mais s'ils me posent des questions là-dessus, je leur répondrais. Il faudrait qu'on commence à casser cette image facile du jeune fumeur bourré de problèmes. Il n'y a pas de réalité à fuir, y'a un plaisir à prendre ! ».

Dans le salon d'honneur d'une mairie d'Union de la Gauche un dialogue a pu s'établir entre un jeune de vingt ans, amateur de cannabis et un ancien alcoolique, devenu président d'une association contre l'alcoolisme. Un dialogue de génération à génération, malgré Beullac, malgré Marchais, malgré la prétendue lutte qu'on prépare sournoisement par médias interposés, entre ceux qui planent et ceux qui ne planent pas. S'échapper ou jouer le jeu, dit-on. Non, réplique la jeunesse : « **Il n'y a pas de réalité à fuir, y a un plaisir à prendre** ». Là-haut, ils ne veulent pas comprendre. Leurs petites consciences se noient dans le fracas. Ils sont bouffés aux mites. Ils fuient de l'intérieur.

Mandrin

BIENVENUE A AMSTERDAM

A Amsterdam, le 8/9/10 février s'ouvrent les assises internationales pour la libération du cannabis. Quinze pays représentés, des personnalités politiques, des médecins, des professeurs en quelque chose, des poètes, des avocats, des cinéastes, des éditeurs, des journalistes et les organisations internationales qui se battent sur le terrain viendront casser avec éclat le résultat obtenu par la combinaison de la répression, de la médicalisation? d'une surinformation mensongère à savoir la naissance d'un système de domination, la formation d'un personnage repoussoir : le « drogué ». A Amsterdam, nous prouvons que l'histoire de l'humanité, ce n'est finalement rien d'autres qu'une longue défonce.

Contact : ICAR, Weesterrijde 67, 1091 EM-Amsterdam. Tél.: 94-62-93.

CORSE

les ... de la rue et du maquis

(photo Christian Weiss)

Manifestation de masse à Ajaccio et conférence de presse du FNLC

Liberta per tutti i patriotti ! », « *Corsica nazione !* », « *Unita et Liberta !* ». 20.000 voix comme un cri d'identité ; Bastelica, Cutoli, San Gavinu... des pancartes derrière lesquelles tout un village réclame la libération de ses enfants ; 10% de la population corse, ce sont toutes les classes sociales d'un pays qui sont descendues dans les rues d'Ajaccio... Au départ quelques phrases d'une voix chargée d'émotion, lues en français et en corse :

« ...Au-delà de nos diversités, facteur de richesse de notre peuple, nous avons pris en compte la lutte du peuple corse pour le respect de son identité, pour la justice collective, individuelle et sociale, pour la liberté et la démocratie, nous la poursuivrons ensemble. »

Au passage devant la préfecture, des cris « FNL, FNL ! » couvrent les autres slogans... A la tombée de la nuit, le rassemblement du 26 janvier aura pris figure de symbole.

Autre langage, autre lieu : vendredi dans la nuit, les journalistes de « Nice-Corse-Matin » et du « Provençal-Corse » sont contactés et invités avec les précautions habituelles à une conférence de presse, plusieurs dizaines d'hommes armés, un document assez long comprenant une analyse succinte du rapport de force en Corse, un appel aux forces de l'ordre corses et françaises concernant leur « engagement », et les raisons d'un renforcement de la lutte de libération nationale. Interpelé par les événements de Bastelica et d'Ajaccio, le front veut montrer que loin d'être désorganisé, il entend plus que jamais être présent, mais en choisissant le moment et le terrain des rapports de force contre l'Etat français.

Le calme...

Premier point : refus d'un affrontement armé contre les forces de répression : « *Stratégie de l'Etat français : jouer sur la faiblesse démographique du peuple corse (environ un habitant sur deux vient du continent). Selon nos informations, l'Etat français tient à créer une situation dure. Un véritable rapport de force militaire qui provoquerait une réaction violente et désorganisée du mouvement national corse provoquant elle-même des victimes afin de justifier une grande répression qui décapiterait le mouvement national corse au moins pour une dizaine d'années ; cela lui permettrait de réaliser la totalité su schéma d'aménagement qui programme la disparition de notre peuple en 1985* » (...). Ce qui explique, selon le front, la lourdeur des peines prononcées par le Cour de Sûreté de l'Etat contre les militants nationalistes, l'état de guerre à Bastelica, les brigades spéciales, les assassinats d'Etat dans la nuit du 10 janvier... (...) « *Il est vrai que l'on ne peut répondre aux armes que par les armes. Nous en sommes convaincus. Mais vouloir affronter l'Etat français là où il est en position de force en armes et en hommes serait une erreur. Notre stratégie face à la puissance militaire française : frapper à l'improviste en chosissant le moment le plus favorable qui fasse courir le moins de risques à nos commandos et à notre peuple. Il est vrai que face aux événements de Bastelica et Ajaccio, notre peuple révolté a eu le sentiment d'être impuissant et battu. Il est vrai que notre peuple, dans sa majorité, attendait une intervention du FNLC. Mais nous avons su éviter le piège et l'Etat français s'est retrouvé avec deux morts encombrants sur les bras. Ce qui, sur le plan politique et au niveau international représente un échec total pour lui. Sur ce point, nous tenons à souligner que pendant trois ans de lutte le FNLC a tout fait pour éviter jusqu'à la moindre égratignure et cela en faisant courir des risques personnels à ses propres militants.* ».

Face à la répression

Deuxième point, la situation coloniale en Corse : « *Cour de Sûrete de l'Etat, interpellations abusives à toutes heures du jour et de la nuit (comme au temps de l'occupation italienne) pour peu que l'on ait des sympathies autonomistes ou nationalistes ou une simple parenté avec eux. Utilisation de barbouzes contre les biens des nationalistes en vue, emploi de forces de répression en surnombre accompagnés de tireurs d'élite et blindés légers... A cela, ajoutons la présence de la Légion qui est (selon nos informations) habilité à intervenir si la rébellion se porte dans le maquis. (...) C'est déjà elle qui assure la sécurité de certains points stratégiques isolés. (...) Il n'y a pas de guerre civile en Corse, il y a un peuple menacé de disparition qui se révolte contre l'exploitation et l'occupation de notre pays par l'Etat français et ses intérêts. Il n'y aura pas d'affrontements entre les Corses, mais entre les intérêts de notre peuple et les intérêts français en Corse. (...)* »

L'intimidation

Suit une analyse sur l'utilisation des barbouzes : intimidations, division du mouvement et dénonciation de la machination de Bastelica. On se souvient du commandant Bertolini, dirigeant présumé de FRANCIA (*), interpelé par des militants nationalistes les armes à la main près du domicile de Lorenzoni. Le Front accuse la Préfecture d'avoir voulu liquider Bertolini en 1978, celui-ci étant devenu trop voyant, tout en faisant porter le chapeau au FNLC. Bertolini mutilé, on a essayé, toujours selon le Front, de l'utiliser une seconde fois en s'assurant des conditions d'un affrontement qui aurait permis d'accréditer la thèse de la vendetta ; pour l'opinion publique, l'amalgame barbouzes + FNLC + nationalisme = violence n'était plus qu'une question de médias. « *Cette violence trop forte devait faire éclater le mouvement national corse et entraîner une dissociation légaux/clandestins. Echec du pouvoir, celui-ci espère liquider la résistance dans l'hôtel Fesch, mais la réaction populaire face aux brutalités policières surprend les forces d'occupation qui ont montré ce dont elles étaient capables en assassinant, oubliant provisoirement l'hôtel Fesch. Le lendemain, les réaction unanimes rendaient inévitable une « négociation »* ». Et là, le FLNC lance un double appel aux forces de l'ordre, d'abord aux Corses : « *...nous vous demandons de vous interroger sur votre situation, sur celle de votre peuple, de votre pays... demain la lutte s'amplifiera car il n'y a pas de compromis possible... Quel sera alors votre rôle ? (...) Le colonialisme, devant le développement de notre lutte frappe de plus en plus fort... Quelle sera alors votre attitude ? ... Serez-vous à nos côtés ou accepterez-vous d'être Harkis ? Nous ne vous demandons pas de nous rejoindre dans l'immédiat ou d'abandonner votre métier (vous avez besoin de manger ou de faire vivre votre famille, mais de rester vigilant. (...) Refusez de cautionner certaines pratiques, restez-en au cadre strict de vos activités légales, faites de la résistance passive... Fratellu, nous avons besoin de vous aujourd'hui et demain, le peuple corse reconnaîtra les siens.* »

Pour une certaine conscience de l' identité nationale

L'appel auc forces de l'ordre françaises insiste plus sur le rôle politique auquel on les utilise et sur les risques de se trouver en première ligne ; suivent les mêmes mises en garde quant à leurs fonctions répressives, rappelant qu'en d'autres temps des gens comme eux avaient refusé d'être les complices actifs du colonialisme. Le front signale également que la France prend déjà des contacts officieux pour préserver certains de ses intérêts dans la Corse indépendante de damin.

Sur trois pages, le Front passe enfin en revue l'ensemble du mouvement populaire corse, avertissant au passage les clans de faire rapidement un choix entre leurs compromissions traditionnelles aux intérêts français et le ralliement à la lutte de libération nationale. Ecartant le clivage gauche/droite, le FNLC constate l'émergence d'un mouvement national qui, ne dissociant point les actions clandestines des actions légales représente un tout. Il rappelle que la lutte de libération nationale qu'il a engagée s'inscrit dans le processus de décolonisation de ces dernières décennies. (...) « *La phase de sensibilisation de notre peuple au niveau de tous les secteurs : sociaux, économiques, culturels que nous menons par la phase de propagande armée touche à sa fin. Notre peuple, même s'il ne le traduit pas en termes politiques ressent de plus en plus le phénomène colonial et prend dans le même temps conscience de son identité nationale.* ». Le Front clôt son communiqué en dénonçant la colonisation de peuplement dont le principal allié est le temps. Chaque Français qui s'installe participe, par l'idéologie dominante qu'il véhicule, à la mort lente de notre peuple. « *Seule la reconquête de l'indépendance nationale permettra au peuple corse de retrouver ses droits.* »

Est-il besoin de signaler que ces informations en provenance des clandestins du FNLC ont été censurés dans la presse française quasiment unanime sur ce véto.

Christian Weiss

(*) FRANCIA : organisation des barbouzes comparables à l'OAS en Algérie.

La Légion en manœuvre. (Photo Christian Weiss).

(photo Baumann)

Témoignage de Heidy Kempe-Böttcher

comment CABIE mène l'enquete

(photo Christian Weiss)

médecin, chez qui l'«examen» devait se faire, avait été nommé pour une expertise psychiatrique.

Examens particuliers

L'«examen» s'est déroulé de la manière suivante :

Dans une sorte de bibliothèque avec un lit d'examen dans un coin, j'ai dû me mettre complètement nue et me faisais tout de suite engueuler parce que, pour eux, je ne me déshabillais pas assez vite et pas sufisamment. Une fois toute nue, j'ai été interrogée par les deux hommes qui étaient en tenue de ville, c'est-à-dire sans blouse blanche, et à côté il y avait une femme également en tenue de ville avec un bloc à sténo à la main, et qui prenait des notes... (Il faut dire que cette situation était d'autant plus angoissante pour moi qu'en R.F.A, les salles d'examen de médecins sont complètement différentes et tout le personnel médical est toujours en blouse blanche).

Pendant cet interrogatoire, ils m'ont photographiée aux endroits où j'ai des brûlures, c'est-à-dire notamment au sexe, avec des remarques comme : «Levez la jambe, je ne vois rien» et en m'empoignant de manière assez brusque. Sur leur bureau, il y avait les témoignages des flics sur «l'arrivée à Claude Bernard» (1) qu'ils ont pris,

Le 21 mars 78, Heide Kempe Böttcher, militante allemande a été torturée à Paris, après avoir été enlevée de son domicile par Police-secours -(voir la G.O 293-295). Non seulement l'instruction piétine (il y a fort à craindre qu'elle se termine par un non-lieu) mais elle se déroule -c'est peu dire- dans des conditions scandaleuses. Heide raconte ici un des épisodes de cette «enquête», épisode très significatif des pressions et intimidations qu'elle a subi depuis deux ans. Témoignage un peu dur à encaisser, mais comme le dit Heide : «Ne pas en parler ne rend pas moins humiliant ce qui s'est passé».

V.M

Je ne veux pas développer ici tous les détails de l'instruction qui, d'une façon générale, a été beaucoup plus approfondie et soupçonneuse en ce qui me concerne, moi, et mes proches qu'à l'égard des flics impliqués dans «l'affaire». Je ne veux pas non plus m'arrêter trop pour m'«étonner» du fait que le Juge Emile Cabié a apparemment trouvé le temps pour fouiller personnellement le Canard Enchaîné, alors que dans les 22 mois qui se sont écoulé depuis ma torture, il semble ne pas avoir «trouvé le temps» pour interroger par exemple le «flic à la Carte Orange, un flic qui a laissé entendre à mon ami qu'il m'avait «entendue» après mon enlèvement, et qui aurait donc pu éclaircir l'affaire, s'il le voulait.

Je veux parler d'un tout petit bout de l'instruction que j'ai vécu comme étant aussi odieux que significatif. Il s'agit de mon «examen» par les «médecins légistes» : Il est évident que la question de l'origine de mes brûlures a toujours été une question clé dans cette affaire. Or, les premiers «experts» médicaux nommés par le juge étaient des généralistes qui, incompétents dans le domaine des brûlures, ne pouvaient que vérifier s'il y avait bien des «tâches» aux endroits de mon corps, où elles avaient été constatées dans le certificat médical.

A la mi-janvier 79 finalement, dix mois après les «faits», deux «médecins légistes» ont été nommés pour m'examiner. Je ne sais pas si eux sont des spécialistes des brûlures; tout ce que je sais, c'est que dans un autre cas le ensemble avec les certificats médicaux, comme point de départ de leur «examen».

Les questions qu'ils m'ont posées supposaient toutes que c'est dans mon appartement, avant l'arrivée des flics, que j'ai été torturée - en traitant mon témoignage et celui de mon ami comme nuls et non avenus. Ils ont beaucoup insisté pour que je leur décrive mon appartement, les produits de nettoyage (détersifs ?) que j'utilisais, on m'a demandé au moins quatre fois si je n'avais pas de cuisinière à gaz, puis des questions du genre : **«Et qu'est-ce que vous prenez pour coucher ?»**, **«Avec quoi vous nettoyez-vous le sexe ? Vous vous nettoyez le sexe, bien sûr...»**

Quand, à la fin de «l'examen», je leur ai demandé s'ils avaient une idée sur l'origine de mes brûlures, on m'a répondu : **«Même si on le savait, on ne vous le dirait pas !»** - Eh oui, ça doit vraiment être un grave crime que j'ai commis pour me faire traiter comme ça J'ai eu «l'insolence» de me faire torturer après m'être faite embarquer par les flics... (Mon patron a d'ailleurs aparemment raisonné de la même façon : lui, il m'a licenciée pour cela).

Ils sont passés aux vêtements

Mais ces Messieurs médecins légistes n'ont pas seulement refusé de me faire part de leurs conclusions, mais ils n'ont pas non plus envoyé leur rapport au juge. Après un an d'attente, et plusieurs notes de la part de mes avocates demandant au juge de nous procurer le rapport de ces médecins légistes, j'ai été reconvoquée par eux

pour «effectuer la synthèse de (mon) dossier».

Entretemps, il y avait l'analyse de mes vêtements. L'histoire de cette expertise n'est pas moins triste : En même temps que ma plainte, j'ai fait déposer chez le juge mon soutien-gorge déchiré, mon t-shirt tâché, et surtout le slip que j'avais sur le moi le 21 mars et qui est plein de tâches, afin qu'ils soient analysés chimiquement. Une telle analyse aurait effectivement pu aider à déterminer l'origine de mes brûlures et éventuellement permis de savoir s'il y avait eu viol. Il a fallu x demandes orales et par écrit de la part de mes avocates et moi, il a fallu la sortie de la deuxième brochure du «Collectif Femmes de Solidarité avec Heidy» (2) dénonçant le fait que mes vêtements n'ont toujours pas été examinés, pour qu'à la mi-mai 79, 14 mois après ma torture, le juge finissait par ordonner leur analyse.

L'expertise, après tout le délai écoulé, n'a évidemment rien donné. Mais ce n'est peut-être pas seulement à cause du temps qu'elle nous a rien appris de nouveau, si l'on se rend compte que l'analyse consiste en grande partie en citations des inscriptions dans mes vêtements telles que la taille, la consistance du tissu, la manière de les laver... et que d'un autre côté, on n'a même pas constaté que la bretelle de mon soutien-gorge avait été arrachée...

La semaine dernière, j'ai donc été reconvoquée par les médecins légistes. Craignant que l'«examen» ait encore une fois plutôt le caractère d'un interrogatoire dans des conditions particulièrement humiliantes, j'y suis allée avec quelques copines, mon ami et «ma médecin traitante». Mais on s'est fait(e)s avoir : ils n'ont pas laissé entrer mes copines et mon ami, même pas dans la salle d'attente : tout le monde, à part ma médecin et moi, a dû attendre dans le froid devant la porte du cabinet dans le couloir de l'immeuble. Et ma médecin n'a pas été admise dans la salle d'examen, comme nous l'avions prévu. J'ai donc été «reçue» toute seule et froidement.

Sur le bureau il y avait, cette fois-ci, un article révoltant récemment publié dans le Nouvel Observateur et qui prétend qu'il y aurait «deux hypothèses» pour «expliquer» ma torture : ou il s'agirait «d'une bavure policière... ou d'un règlement de compte «politique», pour ensuite continuer : «Faut-il, comme le suggère discrètement la police, envisager une autre possibilité : Heide, militante gauchiste en Allemagne fédérale, aurait été «punie par un groupe politique qu'elle ne veut pas dénoncer».» (3)

Prétextes à tripotage

Encore une fois il fallait se déshabiller. L'«examen» commençait par me «farfouiller» les seins et me les presser pendant assez longtemps par un des médecins légistes (toujours le même; comme la première fois, l'autre était à côté, silencieux, sans rien dire, sans rien faire). Ceci fait, il remarque que je n'avais rien eu sur les seins - ce qui est évident, mais servait à me montrer qu'il m'avait «touché» comme ça exprès pour m'humilier. Ensuite il fallait mettre le t-shirt que j'ai porté le 21 mars 78. J'ai fait remarquer que ce jour-là, je portais bien le t-shirt en question, mais comme d'habitude, j'avais mon soutien-gorge dessous. Un coup d'œil rapide dans le dossier : «revêtue d'un t-shirt» - alors, le soutien-gorge n'est pas mentionné explicitement, il n'y a donc pas de soutien-gorge pour ces mecs - mes paroles ne comptent pour rien. Ils veulent me prendre en photo - je leur explique une deuxième et troisième fois que, s'ils veulent faire quelque chose de «valable», il faut me laisser mettre mon soutien-gorge. Leur «réponse» : la prise en photo sans soutien-gorge.
Après ces photos-là, il y avait, bien sûr, encore un «examen» du reste de mon corps, de mon sexe, encore des photos, etc., alors qu'ils ont regardé et photographié tout ça déjà il y a un an.

Leur «examen» terminé, ils ont fait appeler ma médecin traitante pour plus ou moins l'engueuler qu'elle était venue avec moi, alors qu'elle n'était même pas spécialiste des brûlures... Puis ils nous ont jetées dehors sans dire adieu ou quoi que ce soit - ils se sentaient si forts qu'ils n'avaient même pas besoin de nous faire le cinéma.
En réalité, leurs procédés n'avaient qu'un but, et lors du précédent «examen», et lors de celui-ci : m'interroger en dehors de la présence de mes avocates et réaliser une série de photos qui prétendaient «reconstruire» la situation dans laquelle les flics m'ont vue dans mon appartement sans la reconstruire vaiment (4), et cela dans un climat humiliant de mesures vexatoires.

(photo Christian Weiss)

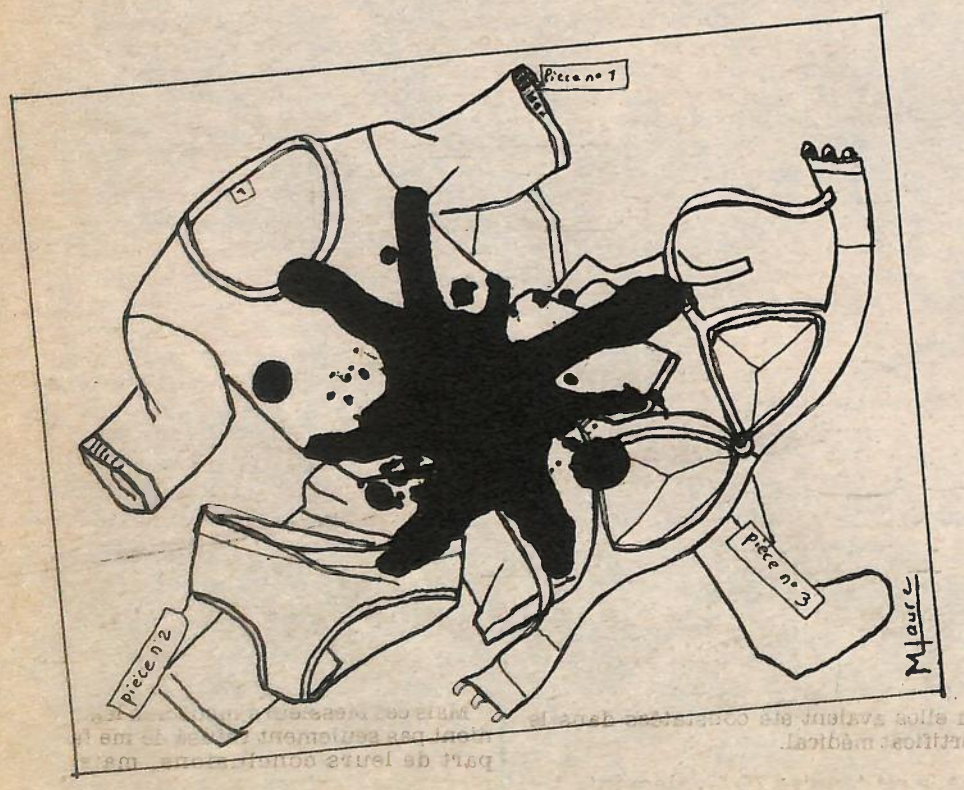
Evidemment cela n'avait pas grand'chose à voir avec la recherche de l'origine de mes brûlures, chose pour laquelle ils avaient été «commis» !

Pourquoi je parle

Si j'ai décrit tout cela, noir sur blanc, ce n'est pas, parce que ça m'est facile d'en parler. C'est humiliant, c'est dégradant, ça fait mal. Mais je pense que ce qui est vraiment humiliant, c'est que ça s'est passé, que ça peut se passer comme ça. Ne pas en parler ne rend pas moins humiliant ce qui s'est passé.
En déposant plainte après ma torture je savais que ce serait un combat dûr, difficile et long. Mais je ne savais pas, à quel point ma vie personnelle, mon corps, deviendraient des «objets publics» - par rapport à ces médecins légistes, mais aussi par rapport aux questions que peuvent me poser des journalistes.

J'ai fait ce témoignage pour tenir bon, mais aussi pour dénoncer concrètement ce qu'on peut subir en tant que femme si l'on a été victime de violences et si l'on est décidée à se défendre. Et enfin, je l'ai fait pour démontrer un certain genre de collaboration entre police, justice et médecine (5) : Toutes les questions, et tous les procédés des médecins légistes ont eu le but de «blanchir» les flics - ils ont utilisé une procédure que ni la justice, ni la police, n'auraient pu se permettre envers moi à ce moment - et comme ils prétendaient de «chercher l'origine de mes brûlures», ce que moi, j'ai toujours demandé, je n'étais pas en position de refuser.

Heidy Kempe-Boettcher



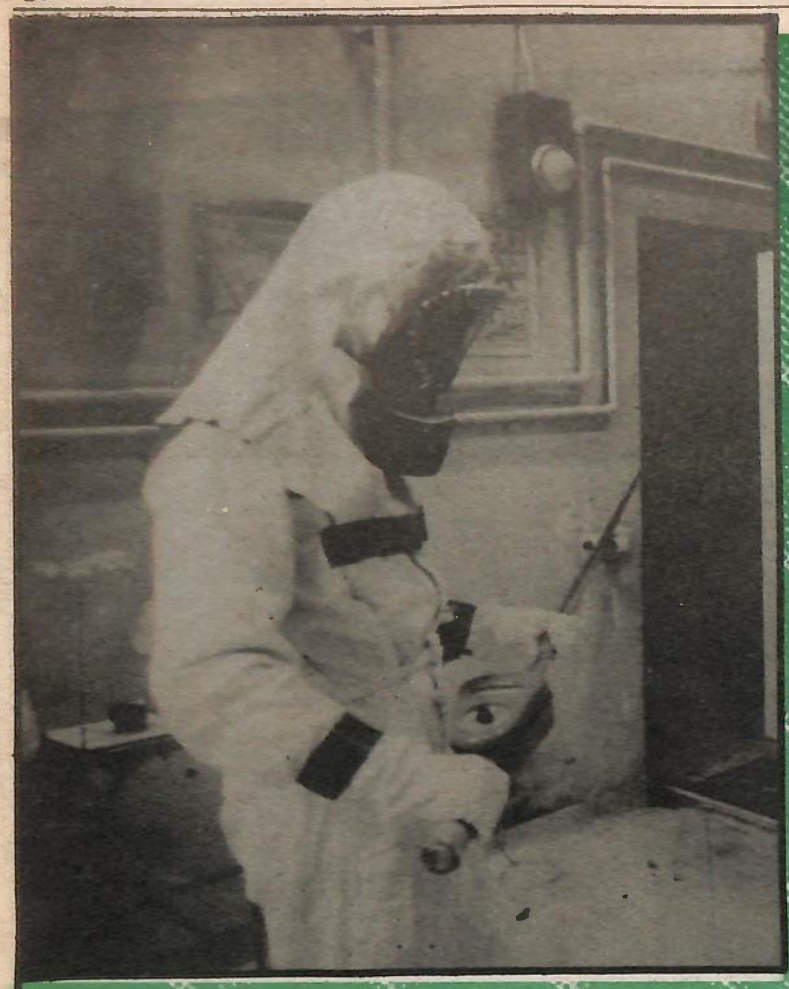
1) Les flics, eux, prétendent m'avoir transportée immédiatement à l'hôpital Claude Bernard, et, s'ils confirment ne pas avoir vu de blessures sur moi en partant de chez moi alors que j'y étais le bas du corps dénudé, ils veulent en avoir vues en arrivant à Claude Bernard.)

2) La brochure «Heidy torturée - Nous avons quelque chose à dire», sortie en mars/avril 79, éditée par le «Collectif Femmes de Solidarité avec Heidy», chez MLAC, 34 rue Vieille du Temple, 75 004 Paris).

3) J'ai fait une réponse à cet article qui -malgré l'assurance du comité de rédaction du Nouvel Observateur et de la journaliste auteur de l'article en question de l'imprimer dans le N° du 21-01-80 - n'a pas été publiée).

4) Ils m'ont par exemple prise en photo avec mon t-shirt et avec mon slip, alors que le 21 mars 78, si je portais bien mon soutien-gorge, je ne portais pas de slip quand les flics sont arrivés - mais me photographier avec mon slip permet de «faire disparaître» mes brûlures sur le bas du ventre; en plus, ils n'ont pris en photo que le haut de mon corps et non pas mes jambes, sûr lesquelles il y a toujours, nettement visibles du premier coup d'œil, des cicatrices...)

5)...et médias ? Ce n'est certainement pas un hasard qu'il y avait l'article scandaleux du Nouvel Observateur sur le bureau des Messieurs médecins légistes... ?



Plogoff

Au moment où nous bouclons le journal, il se peut que les événements s'accélèrent à la Pointe du Raz. Le jeudi 31 février était le jour d'ouverture de l'enquête d'utilité publique. La GO n'était pas sur place ; dommage. Nous y serons pour la manifestation de dimanche, qui devrait rassembler plusieurs milliers de personnes. Quant aux affrontements entre les forces de l'ordre et les habitants de Plogoff. Jeudi, Libération en a fait d'excellents compte-rendus dans ses numéros du 31 janvier et du 1er février.

Ils l'attendaient de pied ferme, cette officialisation du projet de centrale nucléaire. Instruits par les expériences précédentes de Brault St Louis, du Pellerin et surtout de Golfesh, personne parmi les habitants ne se faisait d'illusion sur les résultats de l'enquête. Action d'éclat, action symbolique... une «cérémonie» s'est déroulée mercredi après-midi. Au pied d'un drapeau gwen-a-du, le maire Jean-Marie Kerloc'h et ses conseillers municipaux ont jeté au feu les volumineux documents fournis par EDF pour l'enquête.

S'il est facile de détruire des papiers, ça l'est peut-être moins quand il s'agit de camionnettes. Dans la nuit de mercredi à jeudi, des barrages se sont dressés sur les routes menant au bourg. Il ne fallait pas que passent les «mairies volantes», et elles étaient attendues pour la suite dans les quatre communes concernées par la centrale. Barricades de pieux, de cables d'acier, d'épaves de navires, de voitures à brûler. Beaucoup de femmes de marins, actives et souvent animatrices de la résistance au village, des agriculteurs, fermement décidés à empêcher par tous les moyens, voire en sortant la carabine, à empêcher cette enquête d'avoir lieu. Tout le monde sait parfaitement qu'une fois l'enquête terminée, le 14 mars, quels que soient les résultats, le feu vert pour la construction sera donné.

Jeudi, vers 4h du matin, des cars de CRS et de gardes mobiles ont forcé les barrages et ont introduit la mairie-annexe dans Plogoff. Matraquages et lacrymogènes habituels; cette fois, les lances à eau étaient de la partie. Quelques blessés légers chez les agriculteurs, qui ne se tiennent pas pour battus, loin s'en faut. Tout le monde compte à présent sur les soutiens extérieurs. Car en effet, le gouvernement y met le paquet. Jeudi, toutes les voies d'accès à Plogoff, sauf une, étaient interdites de circulation. Les chiens, les hélicoptères et les auto-mitrailleuses contribuaient à donner à la pointe ouest de l'Europe une allure de région en état de guerre. Près de 600 gardes mobiles sont de plus cantonnés à Pont Croix, dans un ancien séminaire catholique.

Alors, c'est Golfesh again ? C'est reparti pour une nouvelle série de fissurages à grande échelle ? Une nouvelle mobilisation nationale ? Probablement. Mais justement, qu'on n'oublie pas Golfesh, dans l'histoire. Les Bigoudens auront les projecteurs braqués sur eux. Peut-être parce que des affrontements violents auront lieu pour la première fois directement. Peut-être que ce sera un tournant dans la lutte des populations locales. Peut-être aussi qu'à Golfesh ça finira par arriver.

Problèmes à peine évoqués au téléphone avec l'association antinucléaire Evit Buez ar Ch'ap, qui insistait sur l'aspect symbolique et non violent de la résistance en cette nuit du 30 au 31, alors que manifestement elle fut plus dure que cela, qui insistait pour expliquer que les GRIN et les CLIN des environs raisonnent le plus possible les habitants pour qu'ils s'orientent vers une résistance pacifique, ne pouvant donner prise à une répression accrue.

La répression, elle sera là de toute façon. Elle ne fera que précéder celle qui accompagnera la construction de la centrale. Autant prendre dès maintenant les moyens de submerger les tentatives d'intimidation policières.

Hélène Crié

du côté... ...de la hague

Alors que le «Rainbow Warrior», au mouillage dans les eaux cherbourgeoises attendait l'arrivée du «Pacific Swan», une partie des antinucléaires du Cotentin se rendait à Caen pour assister au procès en appel de trois paysans condamnés en décembre 77 avec 10 autres agriculteurs pour s'être opposés au début des travaux de la centrale de Flamanville. Alors qu'à l'époque des faits incriminés, le permis de construire et la déclaration publique de la centrale n'étaient pas encore délivrés, ce premier verdict s'était traduit par des peines d'amende allant de 300 à 1500F, et par une somme supplémentaire de 12 000F à verser par les trois accusés ayant depuis décidé de faire appel.

Ce procès est indissociable des autres procès ayant récemment impliqué des opposants à la centrale de Flamanville. Le 4 et le 11 décembre dernier, dans les deux cas, les militants se sont vus condamner à 2 mois de prison avec sursis (+ 5000F à payer pour le premier, 30 000 pour le deuxième) sans que furent distingués ni la relation des inculpés avec les faits, ni le caractère illégal des premiers travaux de la centrale. («La question ne préoccupe pas le tribunal aujourd'hui» !...) Comme le souligne le texte commun des neuf organisations (CRILAN ; CFDT ; AT ; PSU ; MAN ; LCR ; MAS) qui appelent à une manifestation, «ce procès se situe en fait dans un contexte où le pouvoir semble soudain décidé à en finir avec le «désert Flamanville». Aussi tous ceux qui s'opposent à la nucléarisation forcée du Cotentin sont confrontés à une vague de répression et de pressions sur les militants». Ces pressions et ces magouilles vont bon train :

plaintes de parents d'élèves orchestrées contre un enseignant, militant au CRILAN ; retrait de permis de conduire à des agriculteurs ; pressions administratives sur certains fonctionnaires...

provocations policières à Cherbourg où l'on cherche à faire endosser à des antinucléaires des affaires de vol, de moeurs ou de drogue... arrestations, interrogatoires, perquisitions répétées chez des militants caennais sous le prétexte d'«incendie de l'ANPE de Caen» et d'attaque de banque à main armée.

L'imprimerie Anglo-normande qui imprime pour les antinucléaires est mise sous scellés à Cherbourg.

Un militant CFDT est interdit de cours à la COGEMA ; un autre condamné pour un «bras d'honneur» à la police (500 F d'amende) ; 13 militants CFDT, CEA, mutés...

Interventions sauvages et systématiques des «forces du désordre» à Cherbourg depuis janvier 79 (arrivée du Pacific Fisher).

Comble de la mesquinerie : la justice fait arrêter et emprisonner la veille de Noël, un militant du CRILAN (22 décembre) ! Devant la mobilisation, il sera libéré provisoirement deux jours plus tard.

R. G.

... de caen

Les 9 et 10 février 1980 auront lieu à Hérouville Saint-Clair (près de Caen) au foyer Nouvel Horizon les états généraux régionaux de l'Energie. Ces états généraux sont organisés par un collectif unitaire réuni autour de la pétition nationale «pour une autre politique de l'énergie». Ce collectif comprend : C.S.C.V, CRILAN (Comité Régional d'Information et de Lutte Anti-Nucléaire), M.A.N, amis de la terre, P.S. C.F.D.T, L.C.R, P.S.U, J.C.R, MAS.

Jusqu'à présent, l'action de ce collectif a été d'organiser : -une manifestation de protestation à Caen lors de l'arrivée du Pacific Fisher dans le port de Cherbourg en octobre 79, -un meeting de 6 heures sur l'énergie et santé, alternatives énergétiques), un film (condamnés à réussir), un débat avec des experts anglais (A. Stewart, G. Kneale), des tables de presse, des expos, -une campagne de signatures de la pétition nationale «pour une autre politique de l'énergie», -une campagne de grève du

A La Hague... part

photo

zèle contre le tout électrique -tout nucléaire qui tente de développer sur Caen le refus du prélèvement automatique E.D.F et le paiement des factures E.D.F en plusieurs C.C.P ou virements bancaires -un rassemblement le 23 janvier devant le palais de justice de Caen où 3 paysans seront jugés en appel pour obstruction aux travaux de la centrale de Flamanville, travaux qui commençaient alors que la déclaration d'utilité publique et le permis de construire n'ont été délivrés que 10 mois plus tard.

Les états généraux régionaux de l'Energie seront un lieu de rencontres et d'échanges de tous les militants politiques, syndicaux, écologiques et du cadre de vie qui s'opposent à la politique de l'énergie actuelle axée vers le tout nucléaire. Les trois principaux thèmes de travail en commission seront : -la restructuration de l'espace régional pour et par le nucléaire, -les alternatives énergétiques régionales, -la confrontation des luttes et des perspectives. Il s'agit donc de faire le point de la nucléarisation de notre région, et de trouver des moyens de luttes adaptés. Ce week-end est bien sûr ouvert à tous les sympathisants anti-nucléaires qui se sentent concernés.

...des yvelines

Quand Michel Rocard fait en matière de nucléaire des confidences aux écologistes des Yvelines :
- «D'ores et déjà je peux vous affirmer que le débat est vigoureux au sein du Parti Socialiste entre les deux options proposées; je me reconnais plus particulièrment dans l'option I (*) mais n'en reste pas moins convaincu qu'elle n'est pas encore suffisante; je sais qu'un certain nombre d'amendements seront proposés par les militants.»
C'est ce qui s'appelle répondre précisement !!! Au fait Michel Rocard a-t-il signé la pétition nationale ?
(*) OPTION I : rappelle sensiblement les positions de la pétition nationale signée par le P.S. :
. refus du programme nucléaire actuel
. abandon du surrégénérateur («devenu inutile»)
. information, débat, référendum
. développement des énergies nouvelles.

Réacteur N°1 de la centrale de Tricastin (Photo Pierre Gallocher).

NAPAP : Justification de la taule

En juin 78, des militants des NAPAP impliqués dans l'affaire Tramoni, Michel Lapeyre, Jean-Paul Gérard et Frédéric Oriach, étaient condamnés à cinq ans de prison dont un an avec sursis. Ils étaient inculpés de détention d'armes et réunion; les faits remontent à 77.

Après deux ans et demi de détention, Lapeyre était transféré en novembre 79 au quartier de H.S. de Fleury Mérogis et inculpé d'assassinat et de complicité d'assassinat. La juge Filippi chargée de l'affaire inculpe en même temps Harbulot, Savouillan, Slaguis et Marais qui sont en liberté provisoire.

Curieux : deux ans et demi après les faits, il n'y a pas le moindre élément nouveau dans le dossier. Le seul élément de l'inculpation de départ est l'arme que Michel Lapeyre portait sur lui lors de son arrestation; il a déjà été condamné pour cela.

Si à l'époque Lapeyre n'avait pas été inculpé d'assassinat, c'est qu'il n'y avait rien contre lui. Cette inculpation plus que tardive n'a manifestement pas d'autre but que de prolonger sa détention au-delà de sa peine. Affaire à suivre.

H.C.

ITALIE PÉDÉS

Le FUORI, Front Uni Homosexuel Italien a tenu, à Bologne, son congrès. Il a réuni, les 26 et 27 janvier, deux cent cinquante personnes. Le thème du congrès était : « la politique du FUORI pour les années 80 ».

Carlo Gismondi (un des fondateurs du FUORI) a ouvert ainsi les débats :

« Quand une réalité effraye, on la nie ou on l'enfouit sous des approches et des solutions hypocrites. »

Les faits lui donnèrent raison : sur l'ensemble des organisations de la gauche historique qui avaient été invités, deux seulement avaient envoyé des représentants (PC, PS). Ceux-ci, ou plutôt celles-ci, étaient aussi branchés sur l'homosexualité que moi sur la dérive des continents.

L'extrême-gauche avait, elle, répondue à l'invitation : Parti de l'Unité Prolétaire, Démocratie Prolétaire, Parti Radical et le syndicat FLM.

Les féministes elles aussi étaient presque absentes, (presque veut dire qu'il y avait une déléguée). Elle s'explique : « Nous refusons la possibilité d'une entente ou même d'une unité d'action avec les hommes. Les homosexuels même si ce sont des hommes différents sont toujours des hommes.

Revenons au thème du congrès : la politique du FUORI. Diverses questions étaient posées aux organisations présentes : Peut-on attendre des organisations autre chose qu'une vague tolérance ? Comment se confrontent-elles avec la réalité homo ? Quand donc les stratégies révolutionnaires prendront-elles en compte le fait homosexuel ? Pourquoi laissez-vous à la médecine et à l'église le monopole du discours sur la sexualité alors que celle-ci est un élément fondamental de toute culture socialiste. Y a-t-il une organisation de gauche qui ait rompu avec le culte plus ou moins inconscient du mâle ?

Les homos refusent la solidarité verbale, la « compréhension » des appareils, le discours des leaders du genre : « J'ai des très bons amis homosexuels ».

Enfin qu'est-ce que les millions de différents doivent-ils faire pour participer à la réalisation du socialisme ? Parce que si un homo milite dans une organisation de la gauche historique il doit oublier sa sexualité, l'occulter, ce qui rend son engagement politique vain, car tout discours politique négligeant la sexualité est factice.

La réponse du syndicat (FLM) ne manqua pas d'intéresser l'assemblée : « A l'usine les homos sont sujets à une discrimination quotidienne, à des plaisanteries douteuses, en fait il s'agit d'un lynchage moral et physique. De plus qu'ils soient vivants ou morts les homos sont clandestins : après leur décès les familles leur refusent l'identité homo. Mais il n'empêche que la sexualité est un problème secondaire que l'on résout chez le psychanaliste. »

Après cette intervention, les homos proposèrent à la gauche d'ouvrir le débat, si elle ne l'avait jamais fait, sur la sexualité : la gauche se tate et c'est peut-être un pas en avant, il y a encore peu elle s'en foutait complètement.

Quelques décisions : il sera débattu de l'homosexualité dans les écoles par l'intermédiaire de débats organisés par le FUORI. Il est créé un local type « Maisons des Femmes » pour apporter un accueil, un soutien moral et juridique aux homos : à Milan, il y a de quinze à vingt viols d'homos par nuit.

La « Fête de l'orgueil homosexuel » aura lieu le 28 et 29 juin 80 à Rome. Et il s'organise un meeting mondial à Barcelone.

Les homos italiens révolutionnent en douceur et c'est bon.

Pierre BELLANGER

En vue de l'organisation du meeting homo international à Barcelone : contact : Pierre Bellanger. Ecrire au journal.

RADIO.CROCHET des interdictions professionnelles

Passerons-nous sous silence l'ouverture de la chasse aux sorcières ? Les six heures contre les interdictions professionnelles qui se sont déroulées samedi dernier à l'AGECA posaient la question sur le tapis. Dans un show sans précédent se sont succédés au micro enseignants et magistrats, éducateurs et journalistes. Chacun relatant dans les moindres détails le jeu de la répression qui les renvoie irrémédiablement à la case départ en passant pour certains par les grilles de la prison.

C'était le cas de Colette Meynard, institutrice à Pierrefitte, qui est suspendue de ses fonctions depuis le mois de juin dernier : arrêtée et gardée à vue pendant six jours sans aucun contact avec l'extérieur, elle apprend qu'elle est inculpée «d'association de malfaiteurs» à la suite d'un voyage au Liban en compagnie de deux militants autonomistes corses. On achève bien les enseignants, Christiane Henriot est elle aussi suspendue avant même d'avoir été jugée : à la suite des obsèques de Pierre Goldman, elle est inculpée sur le témoignage de la police, condamnée à une peine légère et inscrite au tableau judiciaire B2. C'est ce fameux tableau qui interdit à deux étudiants poursuivis pour les mêmes incidents toute possibilité d'intégrer la fonction publique.

Que l'on évoque le cas explosif de Jean-Luc Lelong, maître auxiliaire à Béthune, dont la suspension repose sur une critique cousue d'hypocrisie de son «comportement extra professionnel» ou celui de Philippe Llorca, juge au tribunal pour enfants de Verdun, récemment muté de ses fonctions pour ses liens avec de jeunes toxicomanes, ce ne sont que rumeurs et ragots qui alimentent de façon pernicieuse les poursuites disciplinaires. Un membre du syndicat de la magistrature, M. Zavarro, rappellait comment la répression pouvait également prendre des formes encore plus insidieuses lorsqu'il s'agit des juges d'application des peines ou des éducateurs à l'intérieur de l'univers pénitentiaire.

Ainsi la suspicion devient une faute grave dans les mémoires de l'institution, les petits faits du quotidien mis en fiches dans les rouages d'un gigantesque ordinateur central peuvent donner lieu à des dossiers d'accusation. Mais que les interdictions professionnelles soient de plus en plus d'actualité ne leur ôte pas moins leur nature profondément ambigüe. Autant en R.F.A. la situation est claire avec une loi interdisant l'accès à la fonction publique à ceux qui contestent la constitution, autant la tradition libérale qui nous étourdit de ses sanglots longs fait agir son arbitraire de façon plus détournée et déporte ainsi les mouvements de résistance. Une bataille contre les interdictions professionnelles si nombreuses depuis 1968 ne risque t'elle pas de plonger dans l'oubli une réelle contestation des institutions ? On se posait la question samedi dernier... A bon employeur salut !!

Adrénaline

Un oubli, indépendant de notre volonté, concernant l'adresse pour tout contact à propos du Questionnaire Energie Développement (G.O n°296).

guy Marimot 06 820 Cabris

PHOTO AMBRA RITTORE

RECYCLAGE : ÇA VAUT LA BENNE !

Recycler ou ne pas recycler ? Telle est la question, que peut se poser une association écologiste lorsqu'elle reçoit, par semaine, plusieurs cartons de vieux papiers apportés (et déposés) avec de grands sourires. «Et bien oui vous êtes écolos non ?. «Euh oui...»

Les Amis de la Terre de Paris se sont lancés ce week-end (2/3 février) dans le recyclage symbolique. Une benne de 6m sur 3 a stationné pendant deux jours rue de la Bûcherie et 8 tonnes de papiers usagés ont pris lundi le chemin du recyclage. Devenir une enveloppe ou un bloc lorsqu'on a été un gribouillis froissé c'est l'aventure.

Le processus est simple il suffit de s'adresser à une entreprise de recyclage (ce sont des organismes privés, et de lui demander une benne, elle se fera un plaisir de vous la livrer et même vous payera 800 francs le papier.

Jusque là c'est le conte de fée, maintenant c'est moins rigolo : il faut se rendre aux services municipaux de la voierie pour obtenir un timbre de stationnement qui vous sera vendu pour la somme modique de 40F par jour, ensuite petit crochet, par le commissariat du quartier qui vous délivrera une autorisation. Point épineux, il est nécessaire d'avoir une grue pour enlever les voitures stationnant à l'emplacement que vous avez choisi pour la benne, mais généralement le commissariat se charge de la fournir.

Il s'agit là d'une initiative symbolique mais elle offre aux collectivités la possibilité d'avoir une démarche écolo. L'expérience de la benne est la première initiative du genre réalisée à Paris. Elle a été l'occasion de connaître la position de la mairie sur le sujet. Elle est claire : «Le recyclage du papier ne nous intéresse pas, le papier nous nous en servons pour le chauffage urbain et il représente un peu plus de vingt pour cent des déchets incinérés».

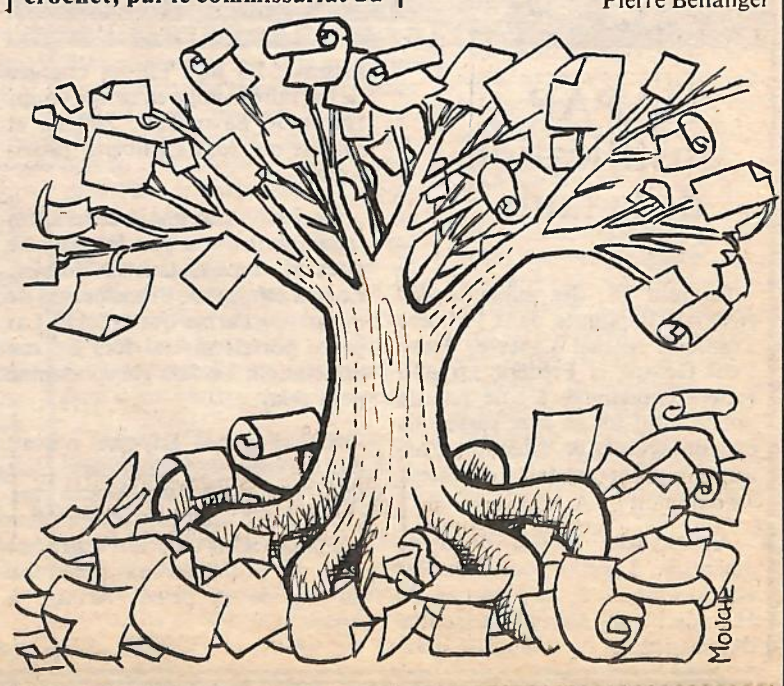
L'incinération du papier est une forme de récupération extrêmement primitive voir dangereuse : à l'usine d'incinération des ordures d'Issy les Moulineaux les accidents de pollution sont fréquents, et face à l'économie d'énergie, d'eau, de bois (demandez aux arbres) que représente le recyclage la solution chauffage urbain est une fois de plus un monstrueux gaspillage. Mais la Mairie persiste «Cela ne nous intéresse pas, mais pour le recyclage du verre, peut-être». Il est vrai que se chauffer au verre ce n'est pas très rentable.

L'essentiel du problème est qu'il n'y a pas de demande en papier recyclé bien qu'il soit de qualité égale avec celui bien blanc dont la confection necessite 80 litres d'eau par kilo. A Paris on cherche à négocier le passage des services de la Mairie sur papier recyclé ainsi que l'adoption par les écoles primaires de ce papier (5 millions de cahiers distribués par an).

L'exemple de Paris n'est heureusement pas généralisable : à Chatenay-Malabry, aux Mureaux, à La Rochelle, à Lille, on recycle. A Nantes le 16 juin dernier une collecte de papier recyclé à rapporté, en cinq heures vingt tonnes de papier : c'est à dire l'équivalent de deux cents arbres, 14 800 Kilowatts électriques, 1,8 millions de litres d'eau.

Le recyclage : «Une forêt, un lac dans chaque corbeille à papier». Eh coco ! c'est bon ça ! allez on en tire 30 000 affiches.

Pierre Bellanger



I.A.N. CONTRE LES ANES

Depuis des lustres, en France, les rapports entre l'individu et l'administration ne sont pas au beau fixe. Cette situation, parfois à la limite de l'intolérable est cependant et dans de nombreux cas, reçue puis acceptée — les Français méconnaissant totalement leurs droits — comme une sorte de sombre fatalité. Mais là où les choses sont plus graves encore, c'est quand la menue barrière de sécurité entre justice et justiciable n'est même plus respectée.

Ainsi un commerçant cherbourgeois vient-il d'être la victime de cette situation directement due à la politisation absolue et stupide de la vie quotidienne de ce pays depuis quelques années. Et pourtant les aboutissants d'une telle situation sont en train de façon incidieuse d'étouffer, sinon d'interdire toute forme de dialogue, toute recherche de compromis, tout refus de ce qui est autre, parle autrement, pense différemment ou mène une autre quête. Qu'un commerçant « bruyant » (1) exerçant sa profession dans un quartier passager et déjà « bruyant » soit tenu de se mettre en règle, on *l'admet bien* entendu. Mais quanf le même commerçant (ici Roger Aubaud, de l'I.A.N. — Imprimerie Anglo-Normande —, rue de l'Abbaye) soit en définitive condamné à cesser toute activité ! On peut difficilement le supporter. A l'orée de cette pénible affaire ; la plainte d'un unique voisin, contre le bruit émanant de l'imprimerie. Mais dès lors, et malgré la procédure normale (sommation, assignation, expertise) on assiste à une première série de « blocages ». L'imprimeur Aubaud était prêt à effectuer les travaux, afin que le seul engin bruyant (dépassant la norme admise) de son entreprise — un massicot — soit remplacé par un autre moins performant et... moins bruyant. Sa proposition sera rejetée ! Et on en arrivera de cette façon au « transfert de matériel dans un autre local ». Une contre-expertise demandée par Roger Aubaud, lui fut refusée. De même, si l'expert avait demandé le transfert de l'activité au 37 rue de l'Abbaye, le voisin — le plaignant — demanda quant à lui une « condamnation d'interdiction d'activité et 5 millions de dommages-intérêts ».

Huit jours plus tard, la décision du Tribunal de Grande Instance tombait, ordonnant la cessation d'activité de l'I.A.N. de ce dans les 8 jours de la signification.
- instaurant une astreinte de 300F par jour de retard, ladite astreinte étant définitive
- condamnant l'I.A.N. à 20 000F de dommages et intérêts
- condamnant l'I.A.N. à verser au plaignant une somme de 2000F (Article 700 du Code de Procédure Civile)
- condamnant l'I.A.N. en tous les dépens y compris ceux du référé et d'expertise

- signalant qu'il n'y aurait point de nouvelle expertise.

L'I.A.N. prend alors (à Caen) un nouvel avocat ; lequel constate que le jugement rendu à Cherbourg est abusif. Il pris Monsieur Aubaud de supprimer illico le massicot de son atelier. Durant tout ce temps, sans possibilité de travailler, l'I.A.N. court à la faillite. Roger Aubaud déménage donc chez lui, à la campagne, quelques-une de ses machines. Un huissier constate le déménagement. Demande est alors faite à la partie adverse de re-ouvrir le local de Cherbourg. La réponse est NON. Plus tard (2 mois après l'ordre de fermeture) l'I.A.N. obtient le droit de re-ouvrir son bureau, mais se voit à nouveau signifier l'interdiction de re-ouverture en ce qui concerne les machines !

Toute cette sale affaire entraînera bientôt une seconde procédure, où l'imprimerie retrouvera contre elle, les mêmes avocats. Et là, devant le tribunal de voile sera enfin levé. On entend ceci :
- Vous connaissez le Sieur Aubaud réputé pour ses imprimés : (il imprime) communistes, anti-nucléaires, Fédération de l'Agriculture, CGT, CFDT, Ecologistes, etc. Vous voyez à quoi sentimentalement le Sieur Aubaud est rattaché ».

C'est grave ! Votre boucher s'il est membre du PCF doit-il refuser de vous servir, vous Monsieur Untel, parce que vous êtes du RPR ? Et vice-versa !!!

C'est grave, d'autant plus que dans la première affaire — Monsieur Aubaud, n'avait point assisté au procès, il apprendra les faits de la bouche même de son avocat — il avait déjà été fait mentionde la nature des imprimés de l'I.A.N. Et pourtant, celle-ci imprime également, pour les catholiques (« Feu Nouveau »), pour la droite, aussi. Ou est le crime ?

Voilà où cette stupide affaire a mené l'I.A.N. La Justice touchée elle aussi, par la gangrène de la politi-canaillerie, en est à reprocher à un imprimeur d'imprimer, pour... (sic !) l'ennemi de classe ! (2). Aujourd'hui l'interdiction professionnelle. Demain une nouvelle étoile jaune ?

Une brochure « A la peine de mort » illustrée par Omez (du groupe « Encres Libres »), préfacée par Yaset et portant en exergue quelques lignes dues à Alexis de Tocqueville raconte l'affaire de long en large. Elle renferme une pétition à faire circuler « Pour que la justice de ce pays se ressaisise. Elle appelle les lecteurs à une aide massive : courrier, soutien financier... L'enjeu vaut la chandelle. Peut-on décemment mettre en chômage le personnel d'une entreprise RENTABLE, quand la crise économique frappe aussi durement ?

JFR YASET

TOLÉRANCE RÉPRESSIVE

Sedan ! Triomphes de l'armée française ! 1870, Napoléon III, 1940, Gamelin — Daladier. Ce soir : l'OP 20 contre la gendarmerie

Ceux qui se nommes « les déchets idéologiques de la France libérale » se présentaient le 1er février à la nuit et sous la neige tombante à cette douane franco-belge perdue au fond des monts Ardennes et jetaient aux auro-flics chamarrés un épais paquet de cartes d'identité et passeports en vrac. Les douaniers belges, cependant, exigeaient que chaque OP 20 entre en Belgique avec son « document » à la main. Après consultation de ses troupes, la Direction des OP 20 décide d'accorder cette faveur aux Belges.

On commence donc à jouer aux Etats souverains et aux citoyens obéissants. Mais il faut vous dire que les frontières, dans notre espace européen juridico-policier, ne s'appliquent qu'à nous autres, cloches. Passés de France en Belgique, nous tombons dans une foule de gendarmes... français. Et de cette nouvelle race (les CRS « de l'air et des frontières ») qui achètent leurs casquettes au KGB soviétique : lisard bleu-ciel tant de fois décrit par Soljenitsyn (ce qu'il y a sous la casquette n'est sans doute pas très différent).

Un des OP 20 les plus pacifiques, François Guillaume (*), recherché par la police parce qu'insoumis et insoumis parce que recherché, traverse à sont tour. S'approche d'un copain et murmure : « Tirons-nous de là, c'est pas sain ». Il n'a pas le temps de fermer la bouche que trois gendarmes convergent sur lui, l'embarquent, malgré un ou deux copains accourus à la rescousse et le jettebt dans un de leurs jolis cars bleus.

En quelques instants, ruée des OP 20 et des supporters, qui bloquent le car, avant et arrière. Les cognes ne disent rien : ils sont à peine plus nombreux que nous. Ça dure deux heures. Après quoi, des renforts de gendarmes arrivent, colonel en tête. La Loi gagne la partie. La Loi étant, comme chacun sait, que force doit rester à la Loi. Les violences furent minimes. Et la victoire promise au début de ce papier ? Voilà voilà. Depuis mai 68, les jeunes Français ont pris l'habitude de dire merde aux flics, autrement dit à l'Etat. Ils le font parfois non-violemment comme ce soir. Ou alors à coups de pavés ou de cokes, style autonome. Tenir en échec pendant deux heures les flics et les douaniers de deux pays, c'est pas rien. Ça laisse bien augurer de l'accueil qu'on va réserver à l'espace policier européen : à peu près autant de respect qu'on en témoigne pour l'obligation de rouler en code en ville.

Mais minute, ne nous emballons pas. La demi-gentillesse des gendarmes à Sedan, venant après la « bavure à l'envers » de Reims (où tous les OP 20 de la marche ont été arrêtés puis relâchés) ressemble fort à la « tolérance répressive » de Marcuse, c'est-à-dire coincer les mecs avec un sourire (un peu faux). Rendons grâce aux gendarmes de Sedan de leur demi-fermeté. Grâce à aux, on va peut-être entrevoir l'insondable hypocrisie de l'Etat giscardien (comme d'ailleurs de tout Etat, y compris, superlativement, celui de Marchais).

Pierre Jacques

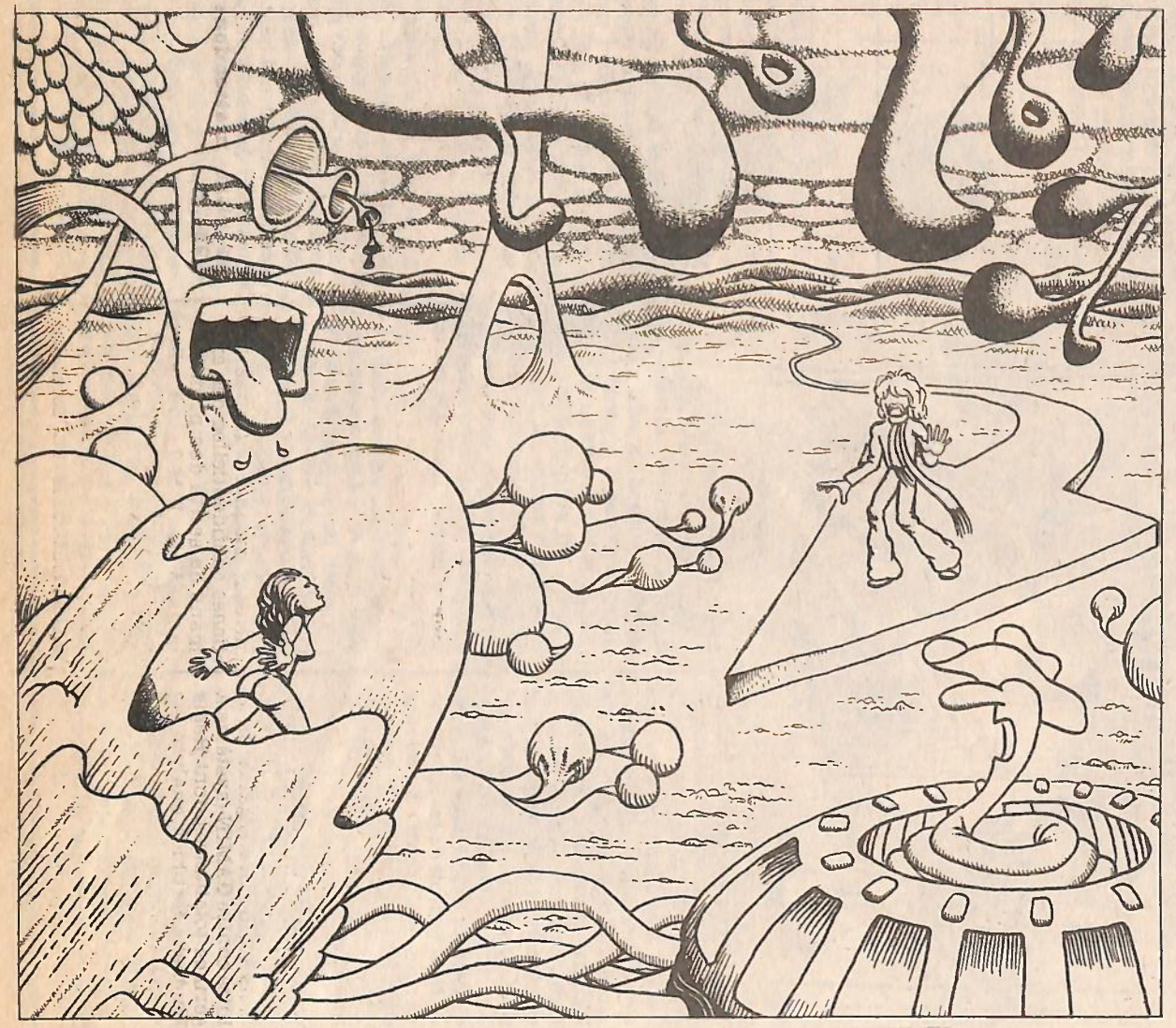
Notes :

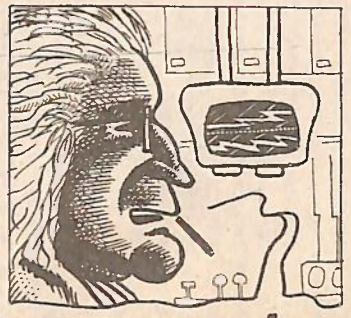
(1) Il convient de savoir que M. Abaud, commerçant « bruyant » ne travaillait jamais au-delà de 21h ! Il faut savoir de plus, que le règlement de police de Cherbourg, précise :
« Les artisans faisant un métier bruyant, perturbant le repos des voisins, ne peuvent l'exercer qu'entre 5 heures du matin et 10 heures du soir ». Ce règlement est rejeté par le Tribunal, parce que « sans valeur » ?????????

(2) L'affaire est d'autant plus grave que la gangrène de la politi-canaillerie n'épargne personne. Ainsi au début de l'affaire, imprimant effectivement pour le PCF, Monsieur Aubaud, par téléphone, conta son histoire à l'une des figures de proue du communisme contentinais, M. Postaire. Et le dit de répondre textuellement : « De votre histoire, je n'en ai rien à foutre ! » Alors, un communiste dangereux, ce Monsieur Aubaud, ou un imprimeur qui pour l'heure n'imprime plus !

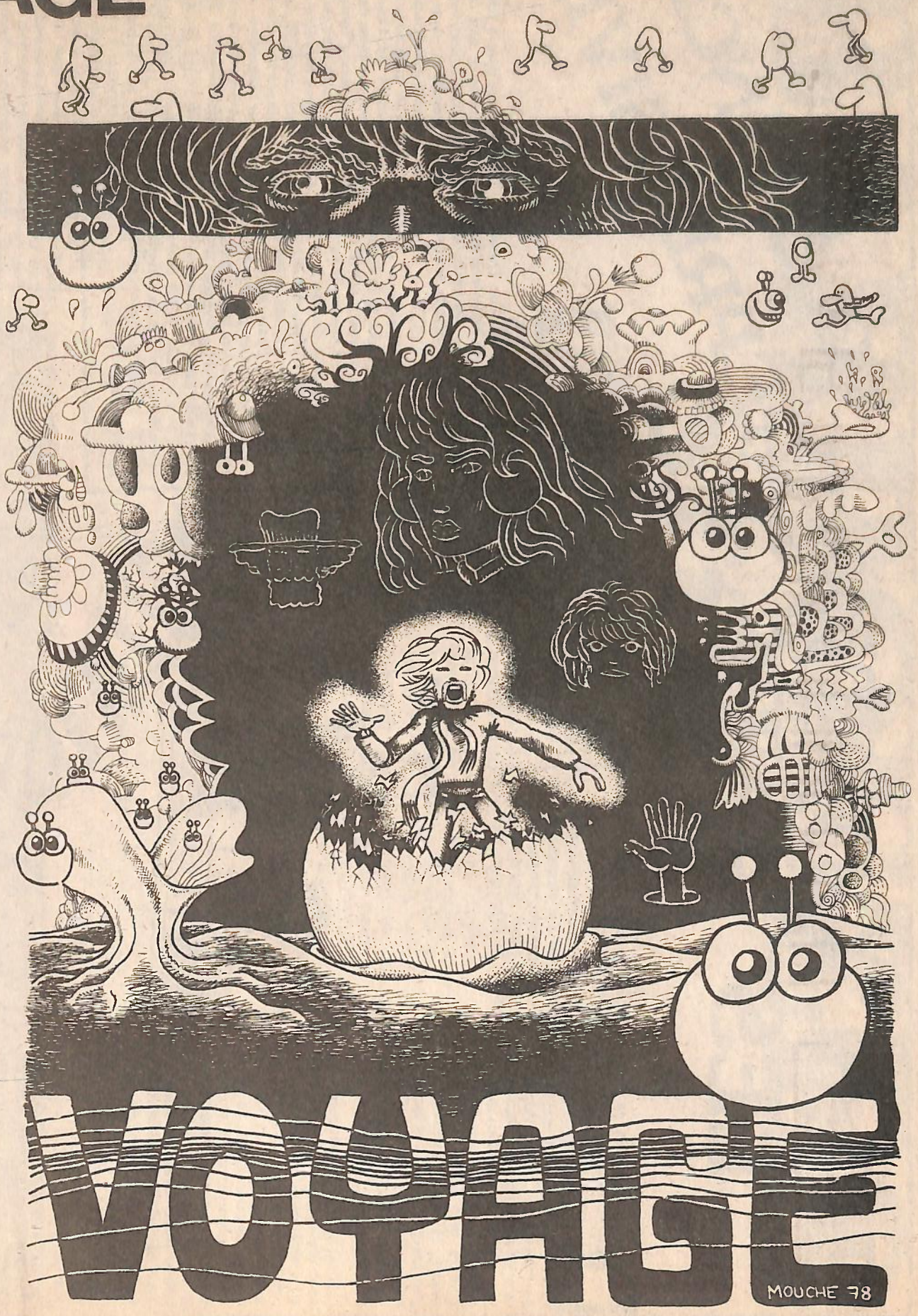
VOYAGE

APRES TOUT, CES MONDES INTERIEURS NE SONT PAS INACCESSIBLES ... CELA DEPEND DE MOI. **DE MOI SEUL**





IL EST INDEPENDANT! POUR LUI, C'EST LE DEBUT DU



COURRIER

Au feu ! (métaphysique)

Quand l'aventure sexuelle est le seul piment qui vaille, on passe d'un partenaire à l'autre comme qui change de terre ou de lieu pour sentir l'inconnu, se sentir et se vivre autrement.

Quand l'aventure politique est la seule qui vaille, on désire prendre le pouvoir pour changer de politique, puis le laisser pour en découvrir une autre, toujours une nouvelle.
Ainsi en est-il de toutes les aventures.

L'aventure est au pouvoir, **pouvoir vivre ça** qui gomme tout le reste. Etre humain c'est être aventureux en Dieu ou en Diable, envers et contre tout. Hors de l'aventure point de salut individuel ni collectif. L'espèce humaine fonctionne comme les individus qui la composent, au point que diriger l'espèce (en tout ou partie) c'est l'inviter à l'aventure extraordinaire sans cesse renouvelée, surprenante donc gratifiante.
Etonne-moi !
Faute de savoir où s'aventurer, le commun des mortels est prêt à suivre n'importe qui lui propose n'importe quoi **pourvu que ça change.**
Le connu est insipide. Il conduit à la morosité qui est un fléau pire que la guerre. «Métro-boulot-dodo... Ras le bol !» Nous en sommes là en France et partout en Occident «développé» qui est sorti de la misère mais qui tombe dans l'ennui le plus profond. La violence et la transgression sont autant de signaux d'alarme qui annonce le pire, l'autodestruction du monde occidental. Tout le monde nanti attend l'aventure qui ne vient pas... le miracle qui n'a pas lieu ici et maintenant... et en attendant il se flique par instinct de conservation, comme qui espère (l'espoir fait vivre).

L'écologie a donc beaucoup à faire pour sortir-des-sentiers-de-l'imagination-battus- par tous les faiseurs d'aventures populaires.
Elle doit inventer **autre chose,** absolument, **d'urgence !**

C'est ce à quoi s'appliquent incognito le groupe de travail constitué au hasard (est ce vraiment un hasard ?) autour d'Isabelle Cabut, groupe ayant fait l'objet de la petite rubrique «au feu !) qui risque de passer inaperçue.

Certains appellent ça de la métaphysique, pourquoi pas si par méta on entend ce que c'est qu'être humain. Ça n'a l'air de rien la méta, ou alors ça devient tabou. Sinon ça fait peur, et les écolos la rejettent au nom des libertés individuelles.

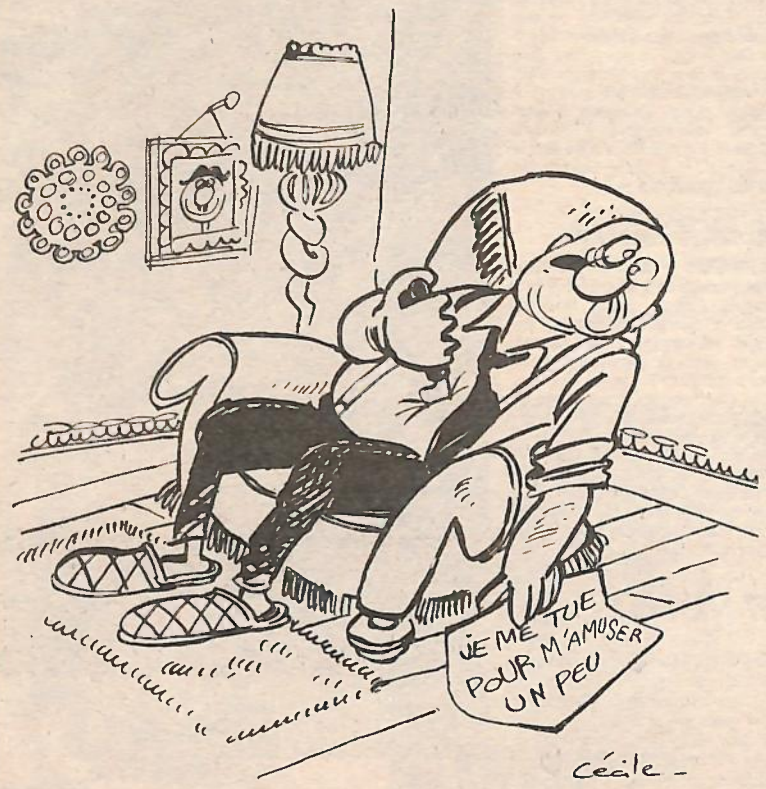
Pourtant, les quelques libertés que le système «libéral» nous accorde sont d'autant plus **louches** qu'«accordées», et les écolos feraient bien de les refuser toutes, y compris la liberté de procréer des enfants et la liberté de créer des entreprises, car il ne faut jamais prendre à la base ce que donne le sommet. Simple prudence d'indiens.

Au contraire, les libertés non-accordées sont d'autant plus intéressantes pour les écolos que la première **à conquérir** est précisément celle de changer de système de penser et d'agir, c'est à dire de politique.

La petite rubrique «au feu», qu'Isabelle à fait paraître sur la G.O. 295 page 21, ne rend pas tout à fait compte de cette dimension, encore que le mot «métaphysique» soit écrit, et nous réclamons donc le droit (en qualité de participants nommés) d'ajouter à ce mot **ce qu'il mérite et dont personne ne doute nulle part au monde.**

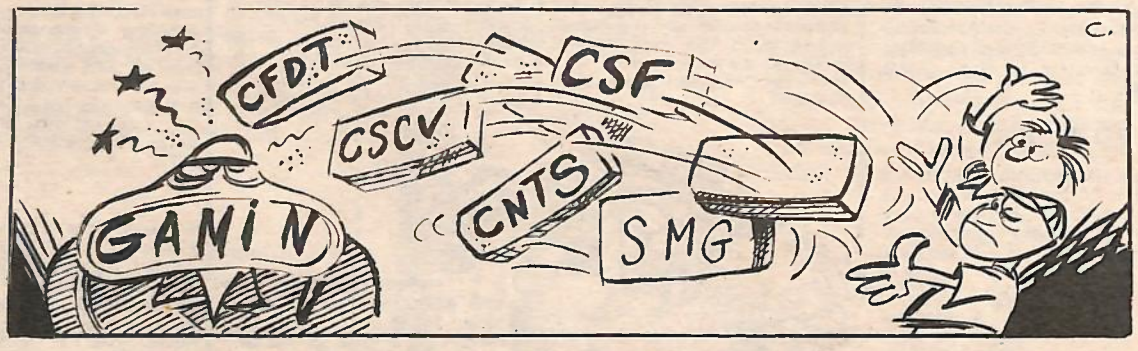
Cet ajout fera certainement plaisir à Isabelle autant qu'à Dédé et Philippe et Claudine et Caroline et Geneviève et Simon et Bernard le lyonnais ainsi que l'autre Bernard de l'Allier sans oublier les deux fillettes et leur mère... tous présents avec nous deux à la rencontre des 5 et 6 aux Circauds.

Germaine et claude de St-Etienne.



Boycott du système GAMIN

Fidèle lecteur de **La G.O.** et militant contre l'information de la société en général, et du contrôle social en particulier, j'ai été étonné, et, je dois dire, déçu de n'avoir pas trouvé dans **la G.O.** de compte-rendu de la rencontre nationale sur l'informatique organisée, les 8 et 9 décembre 79, par un collectif de 12 revues... dont **la G.O.**! Au cours de cette rencontre, avec des camarades des collectifs anti-GAMIN de Loire-Atlantique, j'ai eu l'occasion d'intervenir à plusieurs reprises, en commissions et en AG, pour faire connaître l'action entreprise par la coordination régionale des collectifs anti-GAMIN de l'ouest, dans l'espoir que les revues organisatrices relaieraient l'information. **La G.O.** ne nous ayant apparemment pas entendus, je prends donc ma plume...



Il faut savoir d'abord que la région nantaise est depuis trois ans à l'avant-garde de la lutte contre GAMIN (système à germes totalitaires dont Régis Pluchet a fort bien analysé les graves dangers dans le n°243 de **la G.O.** du 10 01 79). Rien d'étonnant donc à ce qu'une double initiative soit venue de Nantes :

- d'abord, 8 organisations de Nantes (4syndicats CFDT, la CSCV, la CSF, le SMG et le CNTS) ont, avec le soutien finacier des autres collectifs anti-GAMIN de la région, déposé un recours en Conseil d'Etat pour faire annuler le système GAMIN. Celui-ci est en effet, dans son application, totalement différent de ce que prévoyait la loi de 70 : celle-ci n'instaurait pas l'informatisation du contrôle, et ne définissait aucune population-cible. De plus, GAMIN est contraire à la loi de 78 sur Informatique et Libertés.
- ensuite, la coordination régionale a lancé une **campagne régionale de boycott de GAMIN**, et souhaite voir son initiative reprise partout en France pour permettre le retrait définitif de GAMIN.

Pourquoi le boycott ? Parce que trois catégories de personnes peuvent, en agissant à leur niveau, bloquer l'arrivée des fiches confidentielles des examens de santé des premiers mois à la P.M.I. où elles doivent être traitées par l'ordinateur :

- les parents : ils doivent demander à leurs médecins qu'ils leur remettent ces fiches confidentielles; pour toucher les allocations post-natales, il leur suffit d'envoyer à la C.A.F. la fiche cartonnée certifiant que leur enfant a bien subi l'examen médical;
- les médecins : ils doivent refuser d'envoyer à la P.M.I. les dites fiches, qui portent atteinte au secret médical, et les remettre aux parents en leur expliquant pourquoi;
- les assistants sociaux : ils doivent refuser d'être des flics en civil, en ne donnant aucune suite aux enquêtes dont ils sont chargés sur les «enfants à risques» (vous savez bien, les futurs coupables, les déviants potentiels, les fils de prolos).

Le collectif de l'ouest souhaitent que partout les gens conscients des graves dangers de GAMIN se regroupent et organisent à leur tour une campagne de boycott. L'avenir ne dépend que de nous : mais, par pitié, **n'attendons pas «1984) !**

Pierre Michel

Et puis merde...

Suite à l'encart «publicitaire» paru dans la G.O n°293 du 2 janvier 1980. Nous demandons un droit de réponse que cette lettre soit publiée dans le prochain numéro de la G.O.

Suite à l'envoi du Frondeur n°1 (mensuel pour une information critique). Vous plagiez (cyniquement) quelques phrases piquées dans l'article «Nous nous saluons» écrit et signé Blueberry. Il y a une certaine malhonnèteté à déformer les textes au profit de son propre papier cul. Retirés de leur contexte, ces mots ne veulent effectivement pas dire grand chose. Par contre vous vous êtes bien gardé de citer l'article de fond «L'écolo-git» paru dans ce même numéro et qui pose quelques questions critiques en direction du mouvement écologique; ces questions doivent certainement vous géner.

La façon dont vous tirez maladroitement à vous la couverture pelée de la contestation nous rappelle étrangement les vieilles pratiques gauchistes. Querelles qui pour méprisables ont leur part de responsabilité dans la faiblesse et la crise du mouvement révolutionnaire et dans l'apathie et l'impuissance du mouvement antinucléaire en particulier. On a l'impréssion que notre existence vous gène. Il est vrai qu'elle semble paraitre concurentielle à vos projets. N'ayez crainte, votre merde contestationniste, on vous la laisse. Nous existons contre vous, contre les imbéciles de tout bord qui osent (c'est notre faiblesse) parler en notre nom. L'intéret d'un projet FRONDEUR est de créer une réflexion critique aussi bien sur le quotidien que sur l'histoire du quotidien. Réflexion que font certains aujourd'hui à travers quelques tentatives autonomes. Effectivement un tel projet peut vous apparaitre incompréhensible et aller à l'encontre de votre petit travail routinier de commentateurs serviles de toutes les merdes existantes de l'écologie petite bourgeoise à l'autogestion de la misère généralisée. Alors traiter enfin vos lecteurs en adultes et non en perpétuel assistés, ça fera peut être avancer les choses. Nous tenons à la disposition des lecteurs de la G.O qui désirent connaitre notre projet et se faire une idée sur vos pratiques le n°1 du FRONDEUR (envoi contre 5F; vous pouvez aussi vous abonner 50F/an).
Adresse : Le FRONDEUR 03 250 LE MAYET DE MONTAGNE.

Le collectif de rédaction du Frondeur, en espérant que vous aurez le courage de publier notre lettre.

Réponse de la Gueule Ouverte : La Gueule Ouverte souhaite une très longue vie au Frondeur.

SUR LE TERRAIN

Alternatives

10 AUBE

NUCLEAIRE. En attendant le décret d'utilité publique de la centrale de Nogent-sur-Seine on vous propose une soirée écolo-musicale, le vendredi 15 février à 20h, salle MJC à Romilly sur Seine. Le point sur la centrale de Nogent et un débat sur l'écologie et le nucléaire animé par Pierre Samuel. Une explosion musicale corrosive avec un concert de Hubert-Félix Thiefaine et son groupe en «autorisation de délirer». AT Romilly-Nogent-sur-Seine. Contact : Véronique Storbecher Crancey 10100 Romilly sur Seine.

33 GIRONDE

PROJET ALTER AQUITAIN. Suite nécessaire au projet Alter originel, une étude beaucoup plus détaillée concernant l'Aquitaine vient de commencer. Le groupe de travail comprend des chercheurs de l'INRA, des universitaires, des enseignants, des militants écolo. et/ou antinucléaires, des agriculteurs, des ingénieurs et techniciens... Contact : Michel Feyrit Les Esseintes 33190 La Reole Tél (56) 61.18.20.

34 HERAULT

MONTPELLIER ANTINUCLEAIRE. Nous sommes quelques uns à vouloir se remobiliser, en partant d'un travail d'information à la base. Pour l'instant nous avons tenu un stand de rue ou, sur les marchés. On pourrait peut-être faire mieux si on était plus que deux. Nous proposons une permanence contact pendant trois ou quatre semaines pour évaluer nos envies, nos disponibilités et trouver un fonctionnement non sclérosant. On verra s'il y a lieu de créer un groupe lorsqu'on sera effectivement devenu ce groupe. Contact : le mercredi entre 18h et 20h à Transparence, 5 rue de Candolle 34000 Montpellier.

35 ILLE ET VILAINE

CONTRACEPTION NATURELLE Je cherche des renseignements à ce sujet. Ecrire aux Amis de la Terre, groupe santé, 73 rue de Chateaugiron 35000 Rennes.

51 MARNE

LA COMMISSION MONTAGE DIAPOS DES AT DE REIMS se réunit une fois sur deux au cours des permanences du samedi après-midi au local des AT. Cette commission achève actuellement la réactualisation d'un montage sur l'énergie nucléaire et fait appel à toutes les bonnes volontés pour l'élaboration d'un montage sur les énergies nouvelles dans la région. Les AT de Reims proposent à toutes les associations adhérentes à la Coordination Régionale Alternative au Nucléaire et à toutes les personnes intéressées une réunion le samedi 9 février à 15h au local des AT de Reims, Maison des Sociétés, 122 bis rue du Barbâtre 51100 Reims.

55 MEUSE

GROUPE ECOLO A BAR LE DUC Si vous avez des idées sur ce que pourrait être un groupe écologiste à Bar le Duc et quelles pourraient être ses activités (une fois terminée l'actuelle campagne des pétitions...) il est encore temps de venir donner votre avis : réunion jeudi 7 février à 18h15 Salle Renard Mairie de Bar le Duc. Contact : J. Jacy Seigneulles 55000 Bar le Duc.

56 MORBIHAN

L'ENERGIE AUJOURD'HUI. Conférences débats. Le 5 février à 20h30 au Centre social Bois du Chateau : énergie nucléaire, des principes au surgénérateurs par Mr Lerculay prof de physique. Le 8 février à 20h30 FJT Amiral Courbet: de nouvelles énergies, le soleil par Mr Goalic, IUT Lorient. Le 12 février à 20h30 MJC Lanester : transition, le projet Alter par Mr Miriel, IUT Lorient.
Organisation : Le comité local d'information nucléaire du Pays de Lorient. Sans nucléaire, nous pouvons vivre. Venez en discuter !...

57 MOSELLE

AMIS DE LA TERRE — Les Amis de la Terre de Menton : 1° font signer la pétition nationale énergie : la demander, ou venir à la réunion — 2° prévoient une réunion publique jeudi 28 février (film « Voyage dans les centrales de la terre » ; diapositives : mines d'uranium. Cabanel, 10 avenue Thiers — 57 16 89 — Mazzola 57 65 10 — D'Arcangelo 35 65 58.

69 RHÔNE

ON ESSAIE DE COMPRENDRE ce qui se passe actuellement dans les villages entourant Malville et le Bugey. Pourquoi une telle démobilisation, quelles réactions devant les dernières mesures prises par EDF, devant la réalité... 3 ans après. Peut être arrivera-t-on à faire un film vidéo pendant cette recherche. On travaille avec l'Association de Diffusion Populaire (ADP), pendant une semaine du 16 au 24 février. Pour ceux qui veulent se joindre à nous : **Concordia** 27 rue Ferrandière 69002 Lyon Tél : 842.71.15.

LES MEDECINES DOUCES, thérapie ou voie d'évolution », conférence donnée par Jean-Claude Guyard, thérapeute spécialisé, fondateur du Centre d'Etudes des Médecines Douces. Le Samedi 9 février à 20H30, 49 rue Mercière, 1er étage, 69 002 LYON.

75 SEINE

3ème CONGRES NATURE ET VIE les 9 et 10 février 80, région parisienne à Vanves. Hygiène vitale et dynamisation psychocorporelle : initiation au jeûne et à la diététique végétarienne, relaxation, massages, bioénergie, hyperventilation. Renseignements : écrire ou tél. à Nature et Vie, 9 rue du Village Kervénanec 56000 Lorient. Tél : (97) 37.05.41.

L'UNION DES CONSOMMATEURS DE PARIS 18, boîte postale 264, 75866 Paris cedex 18, affiliée à l'UFC-Que Choisir ?, vient d'effectuer une enquête sur l'affichage du prix du pain. Sur les 109 boulangeries visitées, 61 étaient en infraction (affichage intérieur ou extérieur inexistant ou incomplet, prix au kilo absent ou erroné,...) ceci au moment où les boulangers ont obtenu par l'intermédiaire de leur Syndicat, de fixer leurs prix de vente, malgré les récentes dispositions de la règlementation concernant la concurrence...
L'union des consommateurs de Paris 18ème porte donc plainte auprès du Ministre de l'Economie contre les boulangers en infraction. Elle suivra cette plainte et exigera, avec les autres unions de consommateurs UFC, le strict respect des règlementations favorables aux consommateurs et de la libre concurrence si prônée par le gouvernement.
Union des Consommateurs de Paris 18ème.

93 SEINE SAINT DENIS

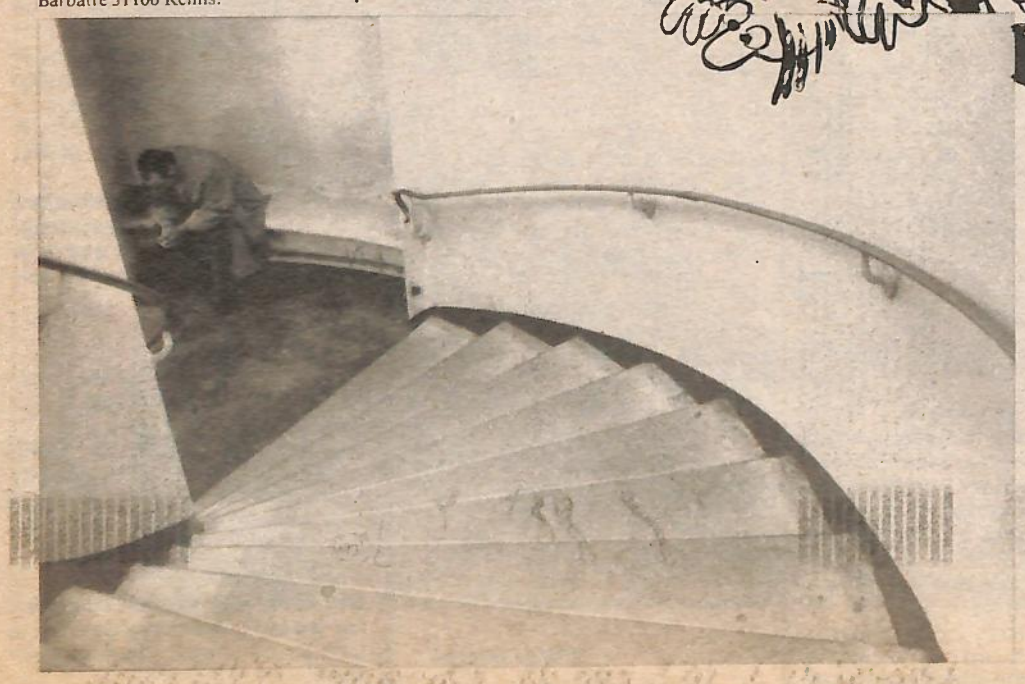
LES ECOLOS DE MONTREUIL existent et ils ont plein de chouettes projets dans la tête, mais ils manquent parfois de bras pour les réaliser. Alors si vous aussi, avez envie de faire quelque chose, ou si vous avez simplement envie de discuter avec nous, passez donc nous voir à la permanence de Montreuil-Ecologie, tous les vendredis de 18h30 à 20h, au centre J. Lurçat, Place du Marché, 93100 Montreuil. Tél : 857.75.23.

94 VAL DE MARNE

LES AT DU VAL DE MARNE vous convient à leurs réunions bimensuelles, le lundi tous les 15 jours à 20h15 à l'OMC 1 Place René Coty à Maison Alfort (local au-dessus du marché, prendre la rampe d'accès sur le côté). Prochaines réunions : le 4 fév., le 18 fév., le 3 mars...

(photo Christian Weiss)

LES REPONDEUSES, 539.80.30 et 545.35.35, ce sont dix femmes qui assurent un journal téléphonique, 24h sur 24, se faisant l'écho de toutes les questions, informations, données par les femmes, concernant leurs problèmes et leurs luttes. Pour assurer leur soutien financier, elles organisent une grande fête qui sera à l'image de l'actualité telle qu'elles la perçoivent à travers la vie des groupes de femmes, des spectacles et de la musique des femmes.
La fête des Répondeuses, vendredi 7 mars de 20h à 2h à la salle Wagram. 39 av. de Wagram 75017 Paris. Entrée 30F. Fête non mixte.



STAGES AU CENTRE DE RENCONTRE DES CIRCAUDS

Au Centre de Rencontre des Circaux, le gîte et le couvert sont assurés (apporter son duvet) dans un site agréable. Le Centre est à 12Km de la ville de La Clayette (Saône et Loire), à 40Km de Roanne, 20Km de Paray le Monial. Un train part de Paris tous les jours à 10h 45 et arrive à La Clayette à 16h 04. De Lyon, il y a deux trains par jour : Lyon Perrache 9h 50, arrivé à La Clayette 11h 09, et Lyon Perrache 18h 06, La Clayette 10h 26.

16-17 février. Intégration Posturale. «Faire de son corps son meilleur ami». L'intégration posturale est une technique d'épanouissement de la personne agissant sur le plan psychocorporel. Elle rétablit la circulation des énergies et réduit les tensions cliniques. Elle vise à l'amélioration du vécu corporel. Avec Charles Brégeat participation : 280F arrhes 90F.

6-7 avril : Taï Tchi Tchan. Vu de l'extérieur le Taï Tchi est cette lente gymnastique que pratique les chinois dans la rue; vécu de l'intérieur le Taï Tchi est bien autre chose, méditation en mouvement, travail de l'énergie vitale... avec J.P. Cayrol. Participation : 250F, arrhes 90F.

Taï Thi Tchan : 6-7 avril, 10-11 mai, 21-22 juin.

Ecriture et expression. 15-16 mars, 27-28 avril. Ecrire devrait être aisé pour tous. Aussi facile que pour un enfant de jouer, de colorier, de rire... Ces week-ends réveilleront ou stimuleront les capacités de ceux qui veulent réaliser leur désir d'écrire. Ils mèneront à une recherche de soi, peut-être à des étonnements et à des déblocages d'émotions nécessaires pour aller plus loin. Avec J.P Waguet. Participation : 250,00F

8 au 13 avril : Rytme et Percussions. Jeux de groupe, polyrythmie, jeux d'écoute des autres, découverte des sons, approche corporelle des sensations rythmiques, étude collective des sons percussifs. Avec Jean Pierre Boistel. Participation : 750F. Arrhes 250F.

Expression Corporelle Analytique. L'espace que le corps habite est celui que la parole manifeste et prolonge. Habiter son corps et habiter sa parole n'est pas pour autant se faire habiter : jouer des gestes et des mots sans se faire joier d'eux devrait permettre de s'enjouer en déjouant les trappes que la vie de tous les jours ouvre dans la réalité. Avec Janick Cochet. Participation : 300F. Arrhes : 100F. 11-12-13 avril.

Danse Contemporaine. Apprendre à découvrir, à aimer son corps, celui des autres, ne plus en avoir peur, se mettre à l'écoute du geste sans le filtre du langage. 22-23-24 février. 21-22-23 mars. 18-19-20 avril. 15-16-17-18 mai. Inscription Dominique Wassari, 102 rue L.M Nordmann 75 013 Paris.

bio-énergie avec G. Didier. Un stage est organisé à Montpellier du 4 au 7 avril 1980. Aux pratiques bio-énergétiques seront intégrées des techniques de « rencontre », de primal et de revécu de naissance. Il reste des places pour hommes et femmes aux stages du 16 au 19 février et du 28 février au 2 mars et du 10 au 13 mars.

Renseignements et inscriptions : Centre de Rencontres des Circauds, Oyé, 71610 Saint-Julien de Civry. Tél.: 85/25 82 18. Permanence de 9H à 11H.

SUR LE TERRAIN

Infos

SI TU AS ENTRE 4 ET 13 ANS et que tu as envie de passer les vacances de février à la montagne, ecris-nous ou téléphone-nous. Nous avons trois places disponibles et beaucoup de nature, d'air pur et de joie à partager avec toi. La Lorien, Termenoux 12560 Campagnac.

32 GERS

URGENT. Anars, écolos, femmes en lutte, insoumis, objecteurs, camés, antinucléaires, hétéros du Gers ou alentours ! But : faire un journal ou groupe de la F.A., ou simple contact pour échanger des idées. Robert Pujos 32300 St Michel.

38 ISERE

CHERCHE INFIRMIER(E) pour travail en cabinet libéral de groupe. Milieu rural. Esprit impatient SMG. Ecrire Centre de Soins, 25 rue de l'Hôtel de Ville, 38 260 La Côte St André. Tél.: (74)20 55 76 ou 20 44 48 ou 20 21 11.

47 LOT ET GARONNE

PRATIQUANTS D'EXPERIENCES MARGINALES. Préparant un «mini-catalogue des ressources» dép. 24 et 47, je recherche coordonnées de communautés, pratiquants d'expériences marginales (énergies douces, bio-énergie, activités artistiques...). Jacques Grégoire 32 rue Paul Dumas 24000 Périgueux.

67 BAS RHIN

TOUR DE FRANCE. Je suis IMC (infirme-moteur-cérébral). Je veux faire un «tour de France» en tricycle (à moteur). Départ prévu à la mi-avril 80. Je cherche des lieux de halte (chez individu, dans groupe ou communauté) où l'on voudrait bien m'accueillir pour une courte période (cinq jours en moyenne). Je précise que je suis physiquement dépendant d'autrui car je ne peux pas marcher, d'où nécessité de trouver «un(e) porteur(se)» sur le lieu d'accueil. Si mon appel est entendu, vous pouvez écrire à Georges Higelin, communauté «Le Levain», 8 rue Marcel Weinum 67100 Strasbourg.

72 SARTHE

RECHERCHE documentation, coupures, articles, expériences, adresse et contact pour élaboration d'un dossier sur la **diminution consommation du carburant des voitures** par divers systèmes (carburateur réducteur...). Personnes déjà sur ellaboration d'une fiche là-dessus me contacter (ou recherche collaboration pour commencer). Langlois Jean-Michel «Prévaux» 72200 La Flèche.

73 SAVOIE

FEMME CELIBATAIRE 30 ANS, 3 enfants (5,3 et 1 an) cherche pour partager ferme en Savoie femme célibataire avec enfant(s). Pour renseignement écrire à Sylvette Kreuter «Praz Prioud» St Paul l'Yenne 73160 Yenne.

74 HAUTE SAVOIE

DEUX COMPARSES (garçon/fille, 23/22 ans) actifs dans domaine musical/pictural partage maison avec jardin dans hameau de Haute-Savoie, 600 m d'altitude, villes proches, avec deux autres personnes fille/garçon, pour cohabitation intelligente, créative et pas étouffante. Voiture nécessaire vue la situation, loyer 100F par mois. Ecrire à Solveig de Ory, 45 av. du Stade 74000 Annecy.

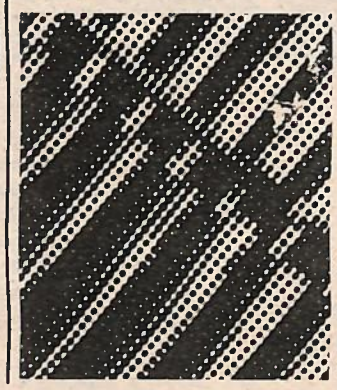
75 SEINE

UN ATELIER DE VELO est en train de se créer en ECOOP où on pourra venir réparer son vélo, en monter un, etc... Nous cherchons donc tous vélos et carcasses de vélos. 163 rue du Chevaleret, 75 013 Paris. Tél.: 583 45 45 ou 544 12 54.

GROUPE THEATRE cherche salle, pas chère, pour organiser bal folk durant le week-end du 23/2. Si vous avez des lieux ou des tuyaux, téléphonez au :029 40 99.

75

MUSIQUE. Mohamed donne des cours de guitare et piano à domicile. Prix à débattre ensemble. Contacter Djamila à la GO, 586 29 14 du mercredi au vendredi à partir de 14h30.



Mecredi 6 Fevrier à 19heures au 3, rue de la Bücherie, Paris 75005.

REUNION du groupe ACTION-REFLEXION des AT. Paris: «LA DEPENALISATION DU CANNABIS»

Musique

44 LOIRE ATLANTIQUE

LES AMIS DE LA TERRE organisent à Chateaubriant, le mercredi 20 février, au cinéma le Sélect, à 20h30, un concert du groupe **AristidePadygros**. Ce concert est le premier d'une tournée sur l'ouest de la France et la Bretagne qui passera ensuite à Angers, Quimper, Brest, Rennes, Nantes et le Mans.

69 RHONE

L'HISTOIRE TRES DECOUSUE DE NICOLAS DEGLINGUE
Nicolas Déglingue est un personnage imaginaire, à partir de ce héros Philippe Forcioli essaie de raconter par des poèmes et des chansons la quête d'un individu à la recherche de lui-même et des autres, la découverte de la vie et de l'amour, et de tenter à travers ce chemin poètique et musical de dégager des évidences ou des «danses de vie» communes à toutes les oreilles. En deuxième partie, Philippe continue avec des chansons et des poèmes différents qui parlent de la vie, de grand air, d'amitié et puis d'enfance éternellement recommencée.
Le 6 fév. en soirée au Foyer d'Accueil Bd Gambetta Villefranche/Saône. Le 9 fév. en soirée à la MJC de Brussieu. Le 10 fév. à 15h à la MJC de St-Martin-en-Haut.

80 SOMME

BAL FOLK avec «Les Glaneux» le 9 février à Authie (30 mn au nord d'Amiens), salle des fêtes pour le Prieuré, maison d'accueil. Initiation aux danses dès l'après-midi. Tél : (22) 76.46.80.

(photo André Baumann)

Abonnement

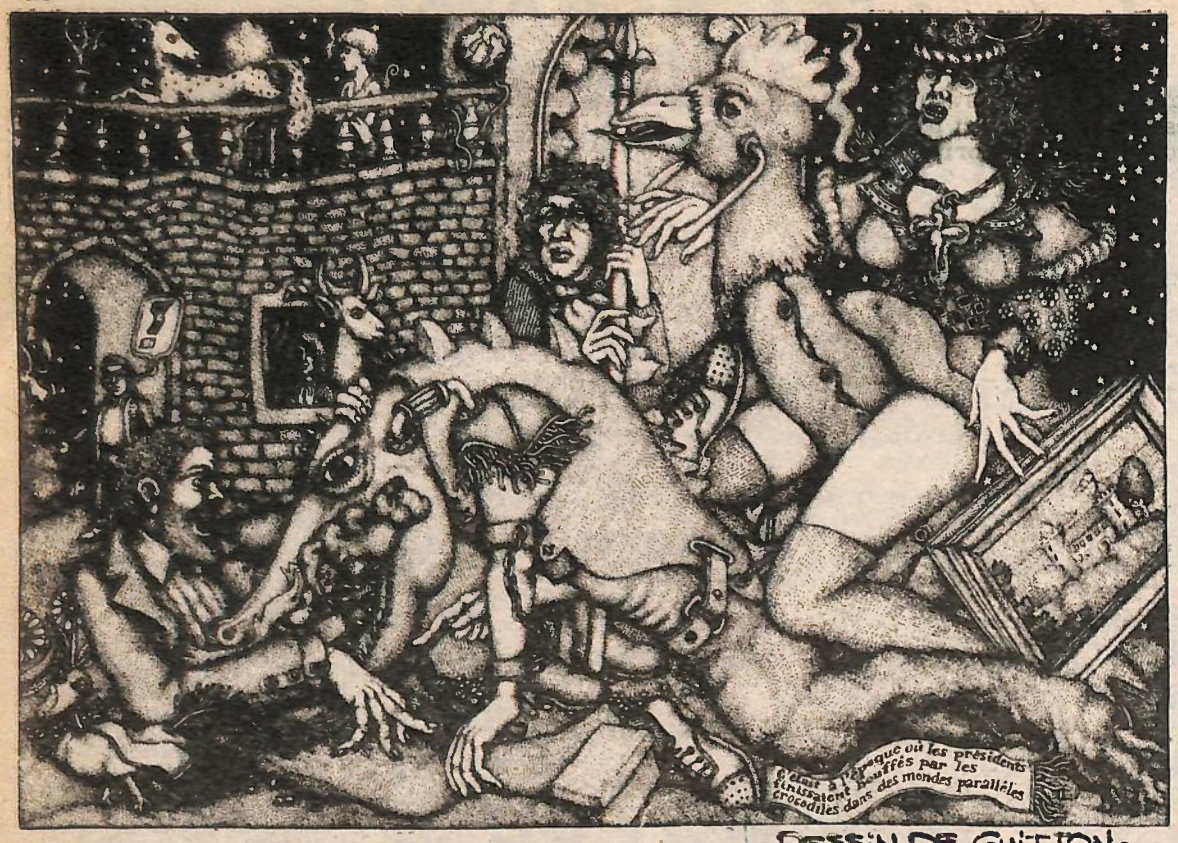
Un an (52 n°) : 200 à 300F selon vos revenus.

Six mois (26 n°) : 100 à 150F selon vos revenus.

Trois mois (13 n°) : 50F
Tarifs «étrangers», sur demande.

Nom, prénom .....
.....
Adresse .....
.....
Ville .....
Code postal .....
souscris un abonnement de ..... mois et verse la somme de .....F.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, à retourner à La Gueule Ouverte, Le Cheval de 3, 163, rue du Chevaleret, 75 013 Paris.



DESSIN DE GUITTON-

les murs ont des oreilles

Spécial Jazz :

Cette semaine, je vais être très très gentil avec vous et vous refiler un tuyau qui va vous faire économiser un bon paquet de fric. McLaughlin, Weather Report, Tonny Williams, Jimi Hendrix, Larry Coryel, Django Reinhardt, Eric Clapton : vous connaissez le rock-jazz de tous ces gens-là, vous appréciez leur délire. Et vous savez que pour posséder leurs meilleurs albums il faut faire quelques gros chèques. Halte là ! Ce n'est plus la peine ! Il vous suffit de voler un disque, pour retrouver ce beau monde au grand complet. Une compilation ? Non, le premier album de Claude Barthélémy, **Jaune et encore** (Cobalt 001, distr- Free Bird, 19-23 avenue Jean Aicard, 75001 Paris, tél.: 357 23 70). Oui, il y a tout ça et encore plus dans la musique extravagante que joue Claude Barthélémy, un jeune guitariste français de 23 ans qui a beaucoup galéré avec de petits groupes, puis tout seul, dans l'incompréhension quasi totale, jusqu'à presque laisser tomber sa guitare... Juste avant d'abandonner et de retourner à ses math(matiques, Claude Barthélémy est allé rendre une petite visite à Michel Portal. Un beau coup de foudre, tout de suite, qui lui a permis de participer à l'expérience de **Transmusiques** en 1978, et de rencontrer d'excellents musiciens de jazz comme Henri Texier et Aldo Romano, qui jouent aussi dans **Jaune et encore**. Avec Aldo Romano, il a enregistré **Il Piacere** (Owl, distr. Free Bird) qui est devenu un grand classique.

Et aujourd'hui, son premier disque à lui tout seul. Il s'y montre virtuose, tendre, énergique, rocky, jazzy et tout ce que vous voulez. Il y a beaucoup de choses dans ce disque qu'on n'épuise pas en une seule écoute. Et les connaisseurs s'amuseront à y chercher les influences. Je vous ai déjà cité les noms plus haut, il s'agira de les replacer en face de chaque morceau. Un jeu tranquille pour longues soirées d'hiver, avec un bon grog. Mais attention : Claude Barthélémy a assez de talent pour faire de la musique à lui, malgré ce background illustre, et vous ne trouverez pas facilement. En plus, il triture ses guitares électriques comme un fou, il joue aussi vite qu'un cheval au galop, il a des inventions à chaque note, une technique parfaite et pas de frime.

Cobalt est un nouveau label lancé par trois collaborateurs de **Libération**, et veut explorer toutes les musiques sans œillères. Ses premières productions prouvent que ce n'est pas seulement un vœu pieux. A côté de Barthélémy, on écoutera avec surprise un disque plutôt expérimental de Ghédalia Tazartès, **Diasporas** (Cob 002) qui tripote ses magnétos tout seul dans son antre et étire sa voix comme un chewing-gum. Le résultat est pour le moins surprenant : mêlant l'électronique à toutes les ressources de la voix humaine, il nous offre un grand délire de sons et une dérive poétique à travers plusieurs civilisations. Les chants arabes croisent les incantations indoues et font bon ménage avec des bruits d'automobiles. Un fourre-tout où les écolos retrouveront sûrement leurs petits.

La récente découverte de Cobalt, c'est surtout Marquis de Sade qui a déjà fait couler beaucoup d'encre. J'en ai un peu à dire sur eux, moi aussi, mais ce sera pour la prochaine fois. Sachez seulement que leur disque **Dantzig Twist** est distribué par Pathé Marconi et qu'il passe souvent sur ma platine. Marquis de Sade jouent le 9 à Montpellier et le 12 à Grenoble. Ne les ratez surtout pas.

Pour finir cette incursion dans le jazz, notez que le Michel Portal dont je vous causais plus haut a beaucoup joué à Chateauvallon, au temps (déjà mythique) du Festival du Jazz aujourd'hui disparu. C'étaient de longues improvisations, des créations collectives époustouflantes et un rapport vrai entre musiciens et public. Un lieu convivial, en quelque sorte. Le tout dans un cadre enchanteur et une douce chaleur qui donnait bon goût aux joints. Allez, pépé, raconte-nous la guerre !

De ces moments privilégiés restent deux disques que je conseille fermement aux amateurs de musique expérimentale. C'est heurté, violent, ça égratigne, c'est pas conseillé au réveil — sauf si on part pour une manif. Faut s'accrocher, mais on y perd pas son temps. C'est souvent rigolo, et il y a là-dedans une recherche d'autre chose, l'exploration sincère d'univers inconnus. C'est ça, aussi, la musique, loin de la soupe et de l'accordéon giscardien. Les deux monstres s'appellent **Chateauvallon 76** (Escargot Sibécar, ESC 382, distr. CBS) et **A Chateauvallon** (Chant du Monde, LDX 74526). Sont faciles à trouver. Bonne chasse.

PS/ Une longue interview de Claude Barthélémy est parue dans le mensuel **Jazz Magazine** (n°278, sept. 79) que vous pouvez commander pour 12 balles au 99 rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Profitez-en pour vous abonner, c'est le meilleur moyen de connaître assez précisément tout ce qui se passe dans le foisonnant univers du jazz. Ça vous coûtera 99,50F. Avec, en prime, un 33 tours gratis.

Sélection concerts : Claquez des mains sur les boogies antédiluviens de Statu Quo, le 7 à Marseille, le 8 à Nice, le 11 à Strasbourg et le 12 à Nancy. Vous retrouverez avec plaisir les envolées de leur dernier album **Whatever you want** (Vertigo, distr. Phonogram). Bijou continue sa tournée le 7 à Metz, le 8 à Strasbourg, le 9 à Mulhouse, le 12 à Roubaix. Les ex-Byrds ramènent leur squelette le 8 au Pavillon de Paris (205 44 62) et le 10 à Nice (Théâtre de la Verdure). Ils seront accompagnés de l'excellent Lee Clayton, dont la fraîcheur et l'intimisme de **Naked Child** (Capitol Sonopresse, distr. Pathé Marconi) m'enchantent le palpitant. Les Boomtown Rats allument de petits incendies à la Bourse du travail de Lyon le 10, et mettent le Palace à Paris à feu et à sang le 11 à 20H30. Rainbow explose le 9 à Grenoble et le 12 au Pavillon de Paris. Michel Jonasz chante les années 80 en Belgique, des frites plein la bouche, le 6 à Mouscron, le 7 à Bruxelles, le 8 à La Louvière, le 9 à Charleroi et le 10 à Seraing (Liège). Cyril Lefebvre joue avec Malicorne le 6 à Albi et tout seul somme un grand les 9 et 10 à La Caverne de Périgueux. Diesel le 6 à Parthenay, le 7 à Périgueux, le 8 à Cahors, le 9 à Bordeaux, le 10 à Mont-de-Marsan, le 11 à Pau, le 12 à Tarbes. Et Odeurs, dont je vous ai dit beaucoup de bien (n'oubliez pas de voler **1980 : no sex** chez Polydor) délirent du 6 au 9 à l'Odéon de Montpellier, le 11 au théâtre Tourski à Marseille et le 12 à la salle Rameau de Lyon. Wapassou, le 8 à Evian. Ganafoul le 6 à Lille, le 8 à Clermont-Ferrand, le 9 à Besançon, le 11 à Dijon, le 12 à St Etienne. Et Mama Béa continue sa tournée triomphale le 6 au Mans, le 7 à Orléans, le 8 à Amiens, le 9 à Mayenne.

Bernard Blanc

Fable : Jean-Claude Denis avait enchanté mes sept enfants avec son petit livre **Oncle Ernest et les Ravis**, chez Casterman, écrit par le dessinateur Martin Veyron. Mes chers mignons en redemandaient. Ils sont comblés, aujourd'hui, et se roulent d'aise sur le tapis (je crois même qu'ils se touchent) grâce à **Annie Mal** (Ed. Dargaud), une longue BD pour raconter les aventures d'André le Corbeau, lâché par Annie, sa petite amie ours partie hiberner. C'est bourré d'animaux qui parlent et qui s'en vont en guerre contre les hommes décidés à bouziller leur forêt avec une route et une ville nouvelle. Une grève illimitée de cochons fait capoter le projet. C'est un livre rigolo, tendre et écolo. La Fontaine est joyeux, dans sa tombe.

Flics : Quand Al Capone décide de donner un coup de main à l'un des Marx Brothers on imagine que ça va être du plus haut comique. Et on a raison. Mais c'est sanglant aussi. Voyez vous-mêmes avec **Chico, banco, bobo** (un titre ridicule, mais on en a l'habitude avec les traductions françaises) de Stuart Kaminsky (Série Noire 1755, éd. Gallimard).

Fou : « Je pense souvent, non sans vertige, à la quantit(de bœuf et de légumes qu'il faudrait pour faire un pot-au-feu avec l'eau du Lac Léman ». Cette citation immortelle, et bien d'autres, dans l'anthologie **La Mémoire de Pierre Dac** parue récemment en Presses Pocket (n°1837). Toujours absurde et bidonnant, exacte-

tout doit disparaitre

Chers amis, bonjour !

Hier soir, Notre-Dame a sombré dans une vague d'encre. Tout doit disparaître, c'est le projet pétillant d'audace et d'ironie de deux joyeux lurons de la boutanche : Pierre Guitton et Philippe Bertrand. Pierre, l'hermite de la Loire a l'œil rabelaisien lorsqu'il se retrouve devant une bonne table et il ne néglige ni son café au lait le matin, ni l'art des petits points.

Philippe, gentil mutant des années folles, on le croit encore gamin et cependant ça ne l'empêche pas de faire avec son fils d'interminables parties de gô. Pierre et Philippe font bande à part avec les fous qui peignent les murs des villages, emballe, vite emballés ! Ils ont bossé à B.D., à Charlie, et dans leur jeunesse à Zinc, très beau, pas cher. « Nous sommes perdus, chère amie ! », dit un Napoléon vicelard à une petite fille de bonne famille.

Pierre se plait à retracer l'histoire ô combien tourmentée de l'Archibusc Népomucène Pissenlov ainsi que celle de Chimériс le Suave, vainqueur des armées d'Evidence. Philippe est aussi tenté par l'histoire dans l'île du Vent Bizarre... bizarre... comme les oiseaux en queue de pie qui marmonent : « Chut ! Il y a un concert ! ».

Dans le monde spatial de Pierre flottent une nuée de croissants au beurre ainsi que des cafetières à lunettes qui ont le speen de Paris. Croissant, vole ! la fée de la B.D. est là, Alice revient. Les lapins se font des clins d'œil et les escargots tirent la langue au canards. Sur un toit, une vache guette un chandelier volant et des petits moutons sont cachés dans le tiroir de la table de nuit.

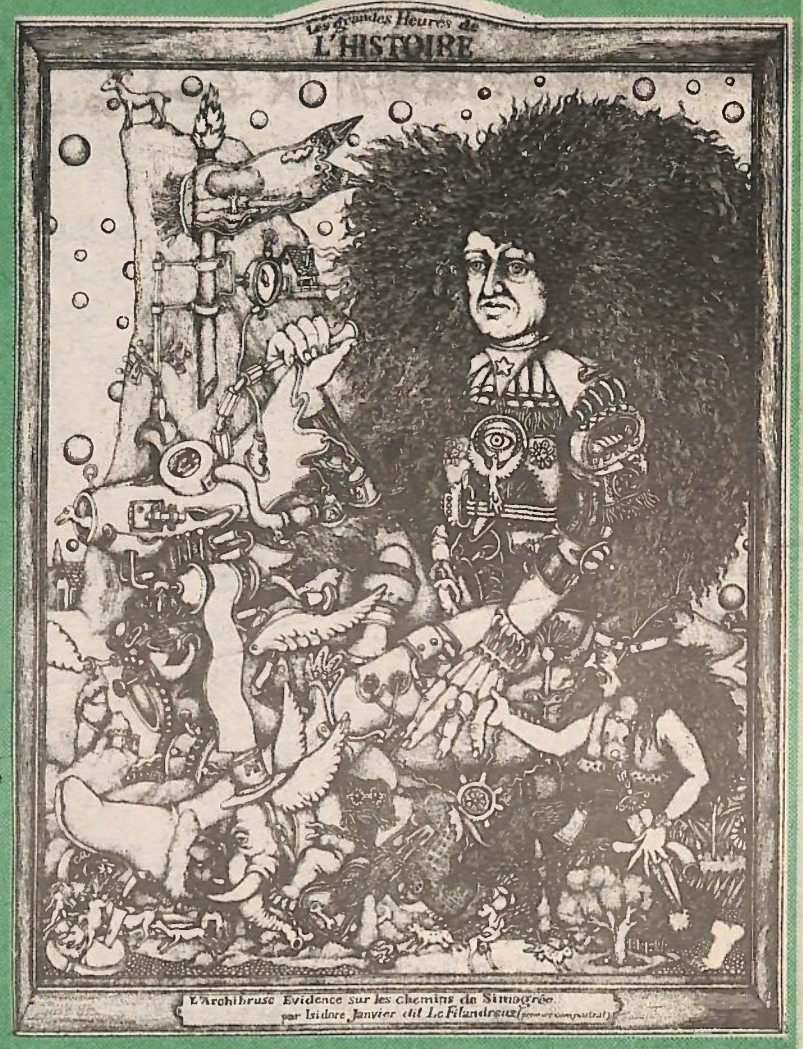
Avec Philippe, le sublime est de retour dans la figure d'un poupon rose. Que viva ringardos !!! Une vache fuma sa clope en pensant : « C'est toujours le même bidon ! » et un moineau est perché sur l'épave d'une bagnole. Un homme cheval se ballade en Charentaises et un poisson s'étouffe dans un wagon de seconde en folie.

Les passoires se portent à la mode de Debré dans les dessins de Pierre mais ceux-ci signifient aussi un monde de violences où des petits garçons à crans d'arrêt chevauchent des biches. Le Christ porte sa croix à vélo et le corps d'une femme se craquelle sous les pavés. Un cerf transpercé d'une fourche hurle de plaisir couché sur une femme. C'est pas de la tarte, le vie de Giorgio Crac racontée par notre ami Philippe ! Malgré ses «gologogos » de protestations, le dernier des héros, chargé par le 193ème gouvernement fantoche de rétablir l'ordre, sera bordellisé de toutes façons. Un petit rat décapite un tyran et une machine de pouvoir, la machine illu, intrigue un jeune homme pas chic du tout.

Il ne faudrait pas louper l'extraordinaire voyage de Lucie Nogène aux îles du Croissant Dieu ni l'époque où les présidents finissaient bouffés par les crocodiles dans des mondes parallèles. Le roi a quitté son trône pour aller au cabinet, on s'en roule un petit ? « Pas si vite, Sire ! » « Ta gueule, vermine ! » répond le rat. Allez ! j'en ai déjà trop dit ! tout doit disparaître dans ce vaisseau spatial, tout disparaît, mon amore ; allez ! plus vite, Gaston !

Géraldine

Philippe Bertrand et Pierre Guitton. Tout doit disparaître, dessins. Balland.



DESSIN DE GUITTON.

ORDONNANCE

ment ce qu'il faut pour supporter la crise.

Fusillés : Si vous pensez que la SF esr une littérature dangereuse, vous approuverez la condamnation par les autorités soviétiques de l'écrivain Oles Berdnik à 6 ans de camp à régime sévère. Mais si vous croyez au contraire que la SF est un moyen parmi d'autres de faire naître un monde meilleur, vous soutiendrez l'initiative des écrivains français de science-fiction pour la libération d'Oles Berdnik, accusé de propagande anti-soviétique juste parce qu'il est fondateur du groupe ukrainien de surveillance des accords d'Helsinki. Vous enverrez votre dignature à Yves Frémion, 5 avenue de la Résidence, 92 160 Antony, et vous vous jetterez sur toutes les œuvres d'Oles que vous verrez publiées en français dans les mois qui viennent.

DESSIN PH. BERTRAND

Folklo : Odeurs d'ail, accent provençal et réflexion sur la culture populaire, ses mythes et son pouvoir. Tout ça, et bien plus encore, quand vous suivrez le cortège du Roi Carnaval pour **Le Procès de Caramentrant**, une pièce d'André Benedetto jouée par la talentueuse Nouvelle Compagnie d'Avignon. Au Centre de Rencontres de Chateauvallon (Ollioules, tél.: 94/24 11 76) le 9 à 21H. Arrivez un peu avant pour avoir le temps de visiter l'expo photo de Charles Camberoque (jusqu'au 17) sur **La fête en Languedoc**.

Funambule : La Maison de la Culture de Grenoble (4 rue Paul Claudel, 38 100 Grenoble, tél.: 76/25 05 45) connaît de graves problèmes politiques et financiers. On essaie de la liquider en lui coupant les vivres. Vous connaissez l'importance et l'urgence de son travail, puisque j'annonce régulièrement ses animations. C'est le moment de vous y montrer un peu, histoire de dire que vous ne voulez pas de sa disparition. Cette semaine, vous n'y perdrez pas votre temps, d'ailleurs : l'animation Prisons continue le 7 avec un débat : **Prétoire, mitard, QHS** (20H45). Du 8 au 21, **Attention au travail**, un spectacle du Théâtre de la Salamandre, Centre Dramatique du Nord. Les minots, du 13 au 21, pourront aussi se régaler avec une pièce pour eux, **Des cailloux aux étoiles**. Notez aussi que la MJC et les organisations impliquées dans l'animation Prisons éditent une brochure **Les Taulards ont la Parole**, que l'on peut commander par correspondance.

Freaks : La presse parallèle se porte bien à Bordeaux, si l'on en croit deux free press, **Barroco Clémentine** et **La Clef Baroque** (9 rue Raymond Ducorneau, 33 110 Le Bouscat). C'est plein d'informations sur l'underground, et réservé aux amateurs de sensations fortes.

Flûtes : Un Polonais qui chante en France et prétend participer au fameux renouveau de la chanson française ! On aura tout vu ! Pourquoi pas aussi des Martiens ? Allez lui casser la gueule pour lui apprendre à vivre. Au Théâtre Marie Stuart (4 rue Marie Stuart, 75 002 Paris, tél.: 508 17 80), jusqu'au 19 février à 18H30. Ce type s'appelle Stanislas et son tour de chant est organisé par Chansons pour Aujourd'hui (tél.: 577 99 33) et Oxygène (tél.: 357 54 02). Allez leur pêter la gueule aussi. Non mais !

Flûtes (bis) : Gardez un peu de force pour passer à tabac un autre emmerdeur, Pierre Rapsat, d'origine wallone, qui prétend appartenir lui aussi à la nouvelle chanson française. N'importe quoi ! Dehors, les étrangers ! Laissez Dalida tranquille ! Rendez-vous, pour le pugilat, les 12, 13 et 14 février au Centre Culturel de la Communaut(Française de Belgique (127-129 rue Saint-Martin, 75 004 Paris, tél.: 271 26 16). Au même endroit, suite de la rétrospective du cinéma belge : les 8, 9 et 12 à 18H30, **Jeudi, on chantera comme Dimanche**, de Luc de Husch, une dérive dans une cité ouvrière.

Flippant : Le goulag, le nucléaire, la guerre proche, la révolution portugaise baillonnés, le reggae, le mouvement des soldats et toute l'actualité des luttes : les militants seront comblés à la lecture du gros numéro de janvier de **l'Etincelle** (n°103, 10F, à commander aux éditions GL, 8 cité Prost, 75 010 Paris).

Fascinant : Roddie a une caméra espion greffée dans le cerveau et travaille pour la télévision. Comme le peuple infantile s'ennuie et qu'il attend des media des distractions corsées, on confie à Roddie la responsabilité de suivre jusqu'au bout la fuite et l'agonie d'une femme écrivain atteinte d'une maladie mortelle. C'est le sujet de SF politique à court terme que Bertrand Tavernier a choisi de filmer dans **La Mort en direct**, adaptant scrupuleusement l'admirable roman de David Compton **L'Incurable** (Ed. Calmann-Lévy, collections Dimensions SF). Un livre et un film à consommer d'urgence, qui nous disent les dangers des media. Vous le saviez déjà ? Alors coupez au moins la télé pendant que vous lisez la GO !

Docteur Bernard Blanc

Green Peace fait le ménage

Photo R. Guegan

malgré la répression qui frappe les militants antinucléaires du Cotentin, la mobilisation contre l'arrivée des combustibles irradiés japonais part sur de nouvelles bases. Le bateau de Green Peace, le «Rainbow Warrior» est mouillé en rade de Cherbourg et décidé à attendre le «Pacific Swan». Pour l'instant, celui-ci a préféré faire escale en Angleterre, où il rencontre une moindre opposition. Mais la partie n'est que remise...

—De notre correspondant—

Des contrats que la COGEMA a passés avec les pays étrangers pour retraiter leur combustible irradié, on pouvait logiquement déduire que le cargo transportant les combustibles japonais effectuerait trois rotations annuelles dans le port de Cherbourg. Lors des deux premières escales du «pacific Fisher», le déploiement de forces policières n'a pu empêcher que l'opposition se manifeste. Cette fois, le «Rainbow warrior», s'est installé en rade de Cherbourg, fermement décidé à venir en aide aux antinucléaires locaux. Et pour l'instant, le cargo chargé de combustibles nucléaires n'a pas encore osé accoster dans le port du Cotentin.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que «le combattant de l'arc en ciel» guette ce fameux cargo. Il y a un an, il l'attendait à Guernesey, mais le Pacific Fisher avait alors fait route vers Barrow in Furness, le port le plus proche de l'usine de Windscale, co-contractante avec la COGEMA des accords signés avec les compagnies électriques japonaises. Cette fois également, le cargo s'est dirigé vers les côtes anglaises, mais tout indique que sa destination initiale était bien le port de Cherbourg. Ce qui a vraisemblablement retardé la décision des «autorités», c'est que pour la première fois depuis longtemps, une manifestation de protestation avait lieu à Barrow. Entre deux maux, le Pacific Swan, frère jumeau du Pacific Fisher, a certainement choisi le moindre ; après avoir fait «des ronds dans l'eau» entre le cap de la Hague et la Cornouaille, il s'est dirigé vers Barrow, qu'il a atteint dans la nuit de mercredi à jeudi. Il reste maintenant à déterminer si, comme le «Pacific Fisher», il ne va pas attendre quelque temps pour finalement revenir à Cherbourg décharger une partie de sa cargaison.

Donner le change

Ce n'est pas exclu, mais on voit mal, en l'état actuel de l'usine de la Hague, comment il va être possible d'assurer le stockage des «chateaux» de combustible irradié sans nuire à la sécurité générale : les piscines de stockage sont archi pleines, et le stockage des chateaux sur le parking du centre de retraitement ne peut apparaître que comme une solution provisoire. Alors ? Du provisoire définitif, une fois encore ? Ou faudra-t-il encore forcer sur le stockage en piscine ?

C'est que tout simplement, le retraitement n'est pas au point : comme l'a souligné le délégué CFDT lors de la conférence de presse tenue sur le Rainbow Warrior, «on n'est pas près d'accéder à l'échelle industrielle...» Dire le contraire est «un énorme bluff commercial et un immonde mensonge». Entre juillet 76 et décembre 79, seules 150 tonnes de combustibles ont été retraitées. Quel était le planning prévisionnel du feu-CEA ? La comparaison est intéressante : en 77, l'usine devait retraiter 300 tonnes, 350 en 78 et 600 en 79 !... Dans ces conditions, il ne fait pas s'étonner que les piscines de stockage soient archi combles ! Et il ne sert à rien de stocker plus longtemps le combustible sur le site des centrales : le goulot d'étranglement ne fait que différer les problèmes, même si cette méthode constitue un bon moyen aux yeux de la COGEMA pour donner le change aux pays étrangers... Non seulement le retraitement industriel n'est pas opérationnel, mais l'usine est **complètement pourrie**. Le dernier exemple en date, celui des fuites est d'ailleurs très révélateur.

Les petites fuites font les grandes pollutions

Le 2 janvier, une fuite est détectée sur la canalisation de rejet en mer des effluents radioactifs. La direction de l'usine l'inscrit aussitôt au compte de la tempête. Oui, mais voilà, deux semaines plus tard, nouvelle augmentation de radioactivité ! Difficile de la mettre également sur le compte de la tempête, d'autant plus qu'avec toutes les tempêtes de la région, il y aurait belle lurette que la susdite canalisation ressemblerait à un véritable gruyère... Est-ce un hasard si lors d'un «face à la presse» la même direction n'a soufflé mot de ce nouvel accident, alors qu'elle en avait parfaitement connaissance ! Cette tradition toute nucléaire du Silence vaut également pour les conséquences présumées de la fuite. Les résultats demeurent dans le domaine de la comparaison, du relatif.

Des chiffres seraient néanmoins très intéressants ; ils permettraient au moins une comparaison avec une source bien informée -comme on dit- faisant mention d'un débit de dose sur la plage la plus proche de la fuite atteignant 3,6 rem/heure. (A titre indicatif, dose maximale pour les travailleurs du nucléaire : 5 rems/AN). Il paraitrait même que le séjour sur la canalisation serait limité à une minute... Quoi qu'il en soit, fuite ou pas, ces effluents radioactifs sont rejetés. Lorsque la CFDT demande un arrêt de l'usine d'au moins 6 mois pour effectuer les réparations urgentes, ne faut-il pas répondre encore une fois que la meilleure solution au problème des déchets, c'est de ne pas en fabriquer ?

Le non-retraitement éviterait du même coup l'extraction du plutonium et limiterait donc d'autant les risques de prolifération atomique, puisque le plutonium extrait est retourné aux pays ayant signé des contrats avec la COGEMA (Japon, Allemagne...). Bref, l'enjeu que constitue l'usine de la Hague et son extension n'est pas seulement local ; il est aussi d'ordre international. 1500 personnes environ, ont d'ailleurs répondu à une manifestation appelée par dix organisations (CRILAN, CCPAH, CFDT, FEN, PS, CSF, MRJC, Paysans travailleurs, Couloirs de ligne, Nature et progrès) locales afin d'en témoigner au travers d'une jonction symbolique avec les membres du Green Pace. Un camion transportant un conteneur radioactif (vide) qui passait par là se retrouva même bloqué, mais les forces «de l'ordre» n'ont pas eu l'occasion d'intervenir pour troubler ce joyeux rassemblement.

A noter quand même que l'Amirauté a interdit au Rainbow Warrior d'entrer dans le port. C'est assez curieux : normalement le refus s'attache au Pacific Fischer ou au Pacific Swan comme l'ont démontré les interdictions prises à Hawaï et en Afrique du Sud (!?)... Qu'importe ! le navire de Green Peace demeure dans la rade, et attend l'éventuelle arrivée du Pacific Swan. A suivre...

R. Guegan

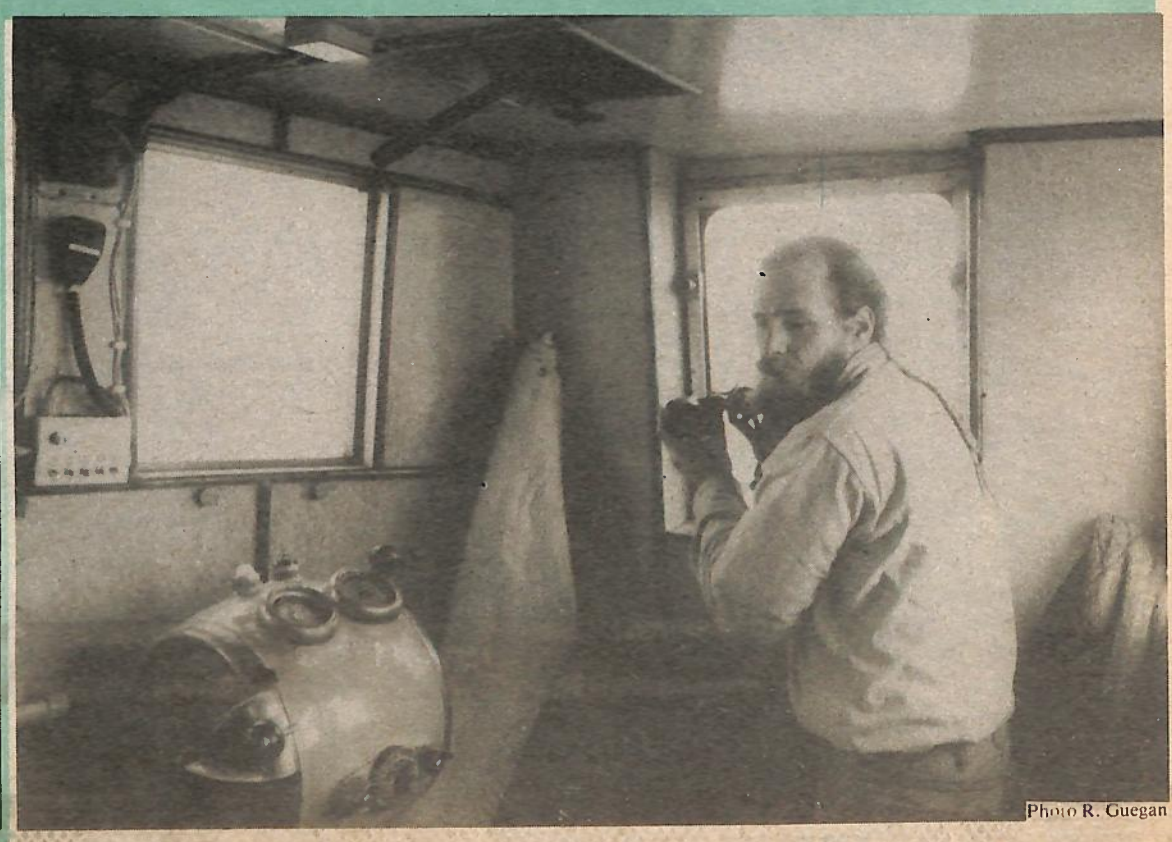


Photo R. Guegan